



LE MONDE *diplomatique*

5,40 € - Mensuel - 28 pages

IBSEN
SUPERSTAR
PAR
LOUIS-CHARLES
SIRJACQ
Page 27.

N° 715 - 60^e année. Octobre 2013

SYRIE, « PUNIR » OU RÉFLÉCHIR ?

Cinglante débâcle de la diplomatie française

En marge de la soixante-huitième Assemblée générale des Nations unies, à New York, M. François Hollande a rencontré son homologue iranien, qu'hier encore il voulait exclure des négociations sur la Syrie. Un revirement de Paris, une fois de plus inspiré par les décisions diplomatiques de Washington.

PAR OLIVIER ZAJEC *

AREBOURS de l'opération « Serval », déclenchée au Mali en janvier 2013, jugée remarquable sur le plan militaire et satisfaisante sur le plan politique (1), la terrible affaire syrienne constitue déjà un échec complet pour la diplomatie française.

L'humiliation objective subie par Paris, lâché par ses alliés après avoir tenu le rôle du matamore jusqu'au-boutiste, est profonde et laissera des traces. Les maladroits coups de menton en retraite, proposés en extermis par une France qui aurait « fait plier Moscou » et « entraîné » Washington, résistent peu à l'analyse, contraire à ce qu'écrivent certains quotidiens de l'Hexagone. Hors de nos frontières, l'angle est moins sophistiqué : dans les chancelleries et les journaux étrangers, cette autosatisfaction a été commentée avec une commiseration mêlée de *Schadenfreude* (« joie mauvaise » suscitée par l'échec de l'autre).

Le plan de sortie de crise proposé par le président russe Vladimir Poutine, le 9 septembre 2013, qui consiste, sous supervision de l'Organisation des Nations unies (ONU), à « sécuriser » les mille tonnes de l'arsenal chimique de Damas, et qui fait désormais l'unanimité, avait sans doute été évoqué avec les Etats-Unis de façon bilatérale au G20 de Saint-Pétersbourg, dès le 5 septembre. Cet accord informel entre « grands » – l'adjectif dénotant en l'occurrence une maturité diplomatique plus qu'un niveau de puissance – s'est établi sans que la France, qui espérait visiblement un statut de premier lieutenant après la défection britannique (2), ne soit même consultée.

La Russie permettait ainsi au président américain Barack Obama, foncièrement réticent à toute intervention, de sortir du

* Chargé de recherche à l'Institut de stratégie et des conflits.



GALERIE CLAUDE LEMARD, PARIS

piège qu'il s'était lui-même tendu avec sa mention en 2012 d'une « ligne rouge » concernant l'emploi d'armes chimiques dans la guerre civile syrienne. La dureté verbale du secrétaire d'Etat John Kerry a ensuite meublé la scène en sauvant ce qui pouvait l'être de la cohérence américaine, jusqu'à ce que la convergence prévue avec M. Poutine s'accomplisse, à la satisfaction des deux parties. Dès le 20 septembre, M. Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov étaient à Genève, pour des entretiens bilatéraux préparant les conditions d'une conférence internationale sur la Syrie, dite « Genève 2 », prévue en juillet 2014.

(Lire la suite page 16 et notre dossier pages 13 à 17.)

(1) Lire « Au Mali, l'inusable refrain de la guerre au terrorisme », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(2) Le 29 août 2013, la Chambre des communes a rejeté par 285 voix contre 272 l'autorisation du recours à la force contre la Syrie.

Crédibilité des perroquets

PAR SERGE HALIMI

N'IMPORTE QUI peut dire et écrire n'importe quoi. En particulier sur les Etats-Unis. En moins de six mois, ce pays vient donc de passer du statut de Phénix remplumé (reprise économique, indépendance énergétique, domination des multinationales de l'informatique, résurrection de l'industrie automobile) à celui d'empire déclinant, amoindri par le comportement jugé velléitaire de son président (1).

Désormais, disserter sur l'« étrange faiblesse de l'Amérique » (2) est devenu une petite industrie. Dans le cas de la Syrie, le président Barack Obama aurait en effet nui au crédit de son pays en ne lançant pas, comme l'espéraient passionnément Paris et quelques stratégies de génie (*lire ci-dessus*), une opération militaire supplémentaire contre un Etat arabe. Le terme choisi par tous les perroquets est celui de « crédibilité » (3).

Alors, voyons... La guerre du Vietnam fut décidée par John Kennedy et par Lyndon Johnson au prétexte d'empêcher la chute d'un « domino » de plus dans l'escarcelle communiste, soviétique ou chinoise. Pour les Etats-Unis, c'était alors une question de crédibilité. Trois millions d'Indochinois périrent. En 1979, quatre ans après la déroute de Washington, Pékin et Hanoï s'affrontaient militairement...

Manigancée par M. George W. Bush, la guerre d'Irak devait punir un régime accusé d'appartenir, comme l'Iran et la Corée du Nord, à l'« axe du Mal ». Pour les Etats-Unis, c'était alors une question de crédibilité. Aujourd'hui, l'Irak est détruit et le pouvoir installé à Bagdad par les soldats américains n'a jamais été aussi proche de Téhéran.

« Je ne suis pas contre toutes les guerres, mais je m'oppose à une guerre stupide », expliqua en octobre 2002 un jeune

sénateur nommé Obama, hostile à l'équipée irakienne de son pays. Élu président, il intensifia cependant une « guerre stupide » en Afghanistan avant de devoir battre en retraite.

Dans le cas de la Syrie, les va-t-en-guerre lui ont demandé de se ressaisir. Il devait tout à la fois violer le droit international en recourant à la force sans autorisation du Conseil de sécurité ; se dispenser de consulter le Congrès ; puis, une fois que la Maison Blanche l'eut sollicité, passer outre au cas où son avis lui serait contraire ; enfin, lancer une opération militaire avec l'appui d'un nombre d'alliés infiniment plus restreint que la « coalition des volontaires » de M. Bush.

Mieux, le président des Etats-Unis était sommé d'engager cette aventure contre la volonté d'une majorité de ses concitoyens, dont certains redoutent que l'armée américaine devienne en Syrie l'« aviation d'Al-Qaïda » (4).

M. Obama a hésité. Puis il paraît avoir conclu que sa crédibilité survivrait pendant quelque temps au refus d'engager une nouvelle « guerre stupide » au Proche-Orient.

(1) Dans « Les Etats-Unis saisis par le polycentrisme » (*L'Atlas du Monde diplomatique* 2013), Benoît Bréville analyse le caractère répétitif du thème du déclin américain.

(2) Dominique Moïsi, « L'étrange faiblesse de l'Amérique face à Vladimir Poutine », *Les Echos*, Paris, 16 septembre 2013. En 2003, Moïsi avait soutenu la guerre d'Irak.

(3) Cf. Mathias Reymond, « Conflit en Syrie : les éditoctares s'habillent en kaki », Acrimed, 23 septembre 2013, www.acrimed.org

(4) Selon l'expression de l'ancien député de gauche de l'Ohio, M. Dennis Kucinich.

ALAIN SORAL TISSE SA TOILE

Les embrouilles idéologiques de l'extrême droite

L'absence d'ambitions de la gauche, ou son incapacité à les réaliser, encourage l'extrême droite à la détrousser de ses idées les plus porteuses. Quitte pour celle-ci à y injecter sa véhémence, son acrimonie, ses obsessions nationales ou religieuses. Dans ce registre qui entremèle sans relâche « gauche du travail et droite des valeurs », Alain Soral est devenu une vedette du Net.

PAR EVELYNE PIEILLER

ENSEMBLE, ils accueillent le visiteur. À gauche de l'écran, Hugo Chávez, Ernesto Guevara, Mouammar Khadafi, Patrice Lumumba et Thomas Sankara, ainsi que MM. Mahmoud Ahmadinejad, Fidel Castro et Vladimir Poutine. À droite, Jeanne d'Arc et le créateur de ces rencontres du troisième type, Alain Soral. Sur fond noir, ils encadrent le nom du site Internet, Egalité & Réconciliation (E&R), et sa devise : « Gauche du travail et droite des valeurs ». Ce dernier est 269^e au classement Alexa (réputé fiable) qui hiérarchise les sites français en fonction du trafic qu'ils génèrent. Celui de *Télérama* occupe la 260^e place...

Guevara et M. Poutine ? Chávez et la « droite des valeurs » ? Il y a du brouillage des repères dans l'air politique du temps. Ou, pour le dire autrement, de l'embrouille idéologique. Qui est quoi, c'est la grande question. Qu'implique être à droite, qu'implique être à gauche ?

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) applaudira chaleureusement le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Moscovici, venu à l'université d'été du patronat affirmer : « Nous devons être au combat ensemble. » Alain de Benoist, cofondateur du Groupement de recherche et d'études

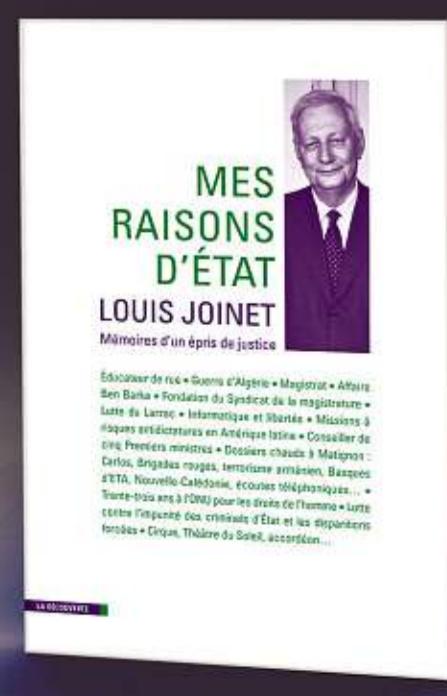
pour la civilisation européenne (Grece), animateur de ce qui fut appelé la « Nouvelle Droite », se déclare favorable à la nationalisation des banques, à la création d'un système de crédit socialisé, au refus de payer la dette, et s'appuie sur les intellectuels progressistes Emmanuel Todd, Perry Anderson, ou les Economistes atterrés (1). Le Front national (FN) défend le protectionnisme, de concert avec une partie de la gauche radicale, et parle, comme le Front de gauche (FG), de « souveraineté populaire ».

Alors, quand des militants syndicalistes apparentés à la gauche, quand une communiste, candidate sous étiquette FG aux élections législatives à Marseille en 2012, choisissent de se présenter sous la bannière du FN, il est peut-être paresseux de considérer que ce sont là des démarches saisissantes, mais anecdotiques. Tout comme le serait le report sur le FN d'un pourcentage non négligeable de voix socialistes aux législatives partielles de la deuxième circonscription de l'Oise, et à celles de Villeneuve-sur-Lot. C'est bien plutôt le signe d'une sérieuse confusion.

(Lire la suite page 21.)

(1) *Eléments*, n° 146, Paris, janvier-mars 2013.

Les mémoires d'un épris de justice Un demi-siècle d'incessants combats



www.editionsladekouverte.fr

UNE NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Entre émancipation et formatage

FEU sur l'école, et plus précisément double feu, puisque l'école républicaine doit simultanément faire face à deux dangers : le premier est de reproduire les inégalités qu'elle a pour ambition de réduire ; le second consiste en une privatisation rampante dénaturant sa mission de service public. L'impressionnant dossier que livre ici *Manière de voir* (1) pourrait d'ailleurs avoir pour titre « Feu(x) sur l'école », puisqu'il s'agit d'éclairer de lumières vives les menaces qui pèsent sur notre système éducatif, pour en réaffirmer la vocation émancipatrice. Non sans relativiser la situation française à l'aide de reportages dans d'autres pays (Etats-Unis, Finlande, Egypte, Japon...).

D'emblée sont récusées deux approches courantes. L'une fait de l'école en tant que telle « le » problème (comme si la situation scolaire ne provenait pas des multiples failles sociales qu'elle reflète) ; l'autre voit en elle « la » solution (on ne saurait résoudre par le système éducatif les contradictions qui sont d'abord celles du système socio-économique).

Il importe alors de revenir au constat établi dès 1970 par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron : en dépit de l'*« illusion méritocratique »* (l'école serait une institution autonome où régnerait l'égalité des chances), le système éducatif demeure un lieu de reproduction des inégalités. Le dispositif des filières, la question de la carte scolaire et de ses contournements suffisent à montrer comment la sélection des meilleurs établissements par certaines familles s'accompagne d'une « ségrégation » dont pâtissent les autres. Méconnaître l'inégalité répartition du capital économique, culturel et social du public scolaire serait en légitimer l'injustice. Les chiffres confirment cette inégalité citoyenne : 55 % des enfants d'ouvriers ou employés sont bacheliers, contre 84 % des enfants de parents aisés.



On notera toutefois que l'écart s'est sensiblement réduit, ces pourcentages étant de 8 % et 59 % il y a quarante ans. Il faut le souligner afin de ne pas désespérer la collectivité enseignante qui croit en son métier.

On pourrait débattre des limites de ces statistiques. Les échecs trop commodément imputés à l'école ne sont-ils pas aussi liés au rouleau compresseur médiatico-publicitaire qui traque sans fin, pour le décrypter, le « cerveau disponible » des enfants ? La consommation béate érigée en bonheur suprême, les modèles d'existence axés sur l'argent facile (stars, sportifs, traders), et autres formes d'opium médiatique dont on ne mesure jamais l'effet délétère, contrecarrer la lente structuration des esprits dont est chargé le système éducatif. De sorte qu'à décrire les mérites de l'école publique, on peut prêter le flanc aux adeptes de la privatisation : « Peu à peu, la critique de l'école se mue en critique des principes mêmes de l'école, de sa finalité, de ses moyens », lit-on dans ce numéro.

L'emprise croissante du privé fait l'objet du deuxième éclairage de cette livraison. Depuis plus de dix ans, l'idéologie entrepreneuriale pénètre de ses mots le discours de l'éducation nationale. Les « objectifs » scolaires, les « compétences » à acquérir, les « autonomies » supposées libératrices ne visent qu'à fortifier l'employabilité, la compétitivité, le « capital humain » (ô Socrate !) de futurs travailleurs d'autant plus dociles à l'ordre néolibéral qu'ils s'y vivront eux-mêmes comme des produits devant se vendre, ou de microentreprises ayant vocation à s'autoexploiter...

Ainsi dûment formés, les super-employés de demain (heureux rescapés du chômage) auront pour loisir la liberté de s'éclater dans l'hyperconsommation. Les marques les y préparent en pénétrant elles aussi l'école, au noble motif d'aider les futurs citoyens à bien conduire, bien manger, bien gérer, bien penser... De sorte qu'il n'est plus nécessaire de supprimer le « service public » nommé éducation nationale. Il suffit de le vider des fonctions essentielles de l'école émancipatrice, à savoir : socialiser l'enfant, l'ouvrir à tout ce qui diffère de son milieu original, le faire grandir dans la maîtrise de ses pulsions, exercer sa capacité de pensée critique, l'initier à la véritable culture, qui est à la fois compréhension du monde actuel et accès à ce passé vivant nommé civilisation.

Ces voies de l'émancipation sont largement explorées dans la dernière partie de cette livraison, qu'illuminent – entre autres articles – l'exemple du modèle égalitaire finlandais et l'inspiration de Paulo Freire, pour qui émancipation et enseignement sont liés.

FRANÇOIS BRUNE.
(www.editionsdebeaugies.org)

(1) « Feu sur l'école », *Manière de voir*, n°131, octobre-novembre 2013, 100 pages, 8,50 euros.

COURRIER DES LECTEURS

Balkans

Fabrice Garniron, auteur de Quand Le Monde... Décryptage des conflits yougoslaves (Elya Editions, 2013), a souhaité réagir à la recension de son ouvrage par Jean-Arnault Dérens (Le Monde diplomatique, septembre 2013) :

Il est écrit quelque part que les auteurs ne doivent pas reconnaître leur livre lorsqu'ils en lisent les recensions qu'en font les journalistes. C'est mon cas avec la présentation que Jean-Arnault Dérens donne *[de mon ouvrage]*, le présentant comme un livre militant sinon propagandiste. (...) S'agissant du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), il faudrait souscrire sans examen à ses conclusions sur Srebrenica. Ceux qui ne le feraient pas seraient, comme Dérens m'en accuse, dans le « révisionnisme ». Mais ce suivisme à l'égard d'un TPIY supposé incontestable est-il tenable ? Car c'est du sein même du TPIY que sont venus récemment des propos qui en confirment le caractère politique. On pense par exemple aux révélations faites en juillet dernier par le juge Frederik Harhoff, qui ont mis sur la place publique les liens secrets du président du tribunal avec l'administration américaine, liens qui ont permis aux Etats-Unis d'obtenir les verdicts qu'ils souhaitaient. On pense aussi aux verdicts du TPIY de novembre 2012 qui, en disculpant les généraux croates Mladen Markac et Ante Gotovina et un ancien chef de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), font aboutir la « justice internationale » à un résultat pour le moins éloigné de ses objectifs d'impartialité.

S'agissant des épurations ethniques dont des centaines de milliers de Serbes ont été victimes en Croatie et au Kosovo, le TPIY n'a toujours pas trouvé de responsables. Faut-il voir l'effet du hasard dans le fait qu'il disculpe précisément les alliés de l'Organisation

nisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), à savoir les nationalistes croates et albanais ? Ce « deux poids, deux mesures » ne peut qu'inciter à étudier, comme je l'ai fait, comment ont été conduites les enquêtes et établies les preuves sur Srebrenica.

Dérens dit appeler de ses vœux une approche dépassionnée et objective des guerres yougoslaves. Mais il balise d'avance le terrain de la recherche en incitant à avancer sans examen les conclusions d'un tribunal très politique.

Education

L'article « Entre instruction et politique » (septembre 2013) a inspiré la réflexion suivante à M. Georges Dolcini :

Depuis plusieurs années, la région Bretagne aide les lycéens pour l'achat de leurs manuels scolaires en leur attribuant des chèques-livres d'une valeur de 70 euros (c'était le cas jusqu'en 2011, j'en ignore le montant maintenant). L'effet pervers de cette offre a priori généreuse est que les manuels scolaires sont achetés aux éditeurs sans la même retenue qu'imposait leur coût auparavant et que venait tempérer la traditionnelle bourse aux livres. Ainsi a disparu (ou tout au moins diminué) un marché de l'occasion qui permettait de restreindre l'achat systématique de manuels neufs, lesquels ont une durée de vie largement supérieure à l'année scolaire. (...) A titre personnel, durant les conseils d'administration d'établissement de mon lycée, en tant qu'élève du personnel, j'ai eu à cœur, à plusieurs reprises, de tenter d'alerter sur ce problème mes collègues et l'administration. A chaque fois la réponse était que ce n'était pas du ressort de l'établissement ou qu'il fallait que ce problème fût soulevé par une association de parents d'élèves. Bref, ce n'est pas un scandale financier mais tout de même : ce sont les impôts des citoyens de la région Bretagne (j'ignore si d'autres régions de France font de même) qui financent ces achats de manuels scolaires au plus grand profit des maisons d'édition.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

Édité par la SA Le Monde diplomatique,
société anonyme avec directoire et conseil
de surveillance. Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique

1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris

Tél. : 01 53 94 96 01. Télécopieur : 01 53 94 96 02

Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr

Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur : Serge HALIMI, président

directeur de la publication (01 53 94 96 05),

Alain GRESH, directeur adjoint (01 53 94 96 01),

Bruno LOMBARD, directeur de la gestion

(01 53 94 96 01)

Responsable des éditions internationales

et du développement : Anne-Cécile ROBERT (9621)

Secrétaire générale :

Anne CALLAIT-CHAVANEL (9605)

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI

Rédacteur en chef : Pierre RIMBERT

Rédacteurs en chef adjoints :

Benoit BRÉVILLE, Marine BULARD, Renaud LAMBERT

Chief d'édition : Monique CHOLLET

Rédaction : Alain GRESH, Evelyne PIELIER,

Philippe RIVIÈRE, Philippe REKACEWICZ

(cartographie), Anne-Cécile ROBERT

Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique : Alice BARZILAY,

Maria IERARDI (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)

Rédacteur documentaliste : Olivier PIROTNET

Mise en pages et photographies :

Jérôme GRILLIÈRE, Didier ROY

Correction : Pascal BEDOS, Xavier MONTTHÉARD

Responsable de la gestion et de la diffusion

numérique : Vincent CARON

Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI

Secrétariat : Yuliya DAROUKA (9621),

Sophie DURAND-NGÔ, attachée communication

et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601)

Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs :

François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET

Publicité : Roman DALIGAULT (01 57 28 39 57)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLARD, Sophie GERBAUD, Marie-Dominique RENAUD

Relations marchandes de journaux (numérosverts) :

Diffuseurs Paris : 0805 050 147

Dépositaires banlieue/province : 0805 050 146

Service relations abonnés :

• Depuis la France : 03 21 13 04 32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr

• Depuis l'étranger : (33) 3 21 13 04 32

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris, 2013,

pour les œuvres de ses adhérents.

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :

France métropolitaine : 54 €

Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

ÉPIPHANIE

Le 31 août, le président conservateur chilien Sebastián Piñera a prononcé un discours évoquant le quarantième anniversaire du coup d'Etat contre Salvador Allende. Un passage a sans doute surpris ses alliés de l'Union démocrate indépendante, une formation politique issue de la dictature. Il a en grande partie disparu de la transcription officielle ; mais non de celle publiée par le site Alainet.org (11 septembre).

Le pouvoir judiciaire n'a pas rempli son rôle, celui de défendre l'Etat de droit et de protéger la vie. Il s'est systématiquement refusé à appliquer des mesures qui auraient pu sauver des vies. (...) Bien souvent, la presse non plus n'a pas joué son rôle, en n'informant pas avec la véracité attendue sur ce qui était en train de se dérouler et, d'une certaine façon,

en contribuant à ce que ces événements ne soient pas connus comme ils auraient dû l'être.

CASSETTE

De nombreuses sociétés américaines amassent d'importantes sommes d'argent à l'étranger, de façon à éviter l'imposition à 35 % prévue par la loi. Pour les y soumettre malgré tout, certains proposent une méthode conciliante : leur offrir une période de grâce caractérisée par un taux d'imposition réduit. Comme le rappelle DealBook, un blog du New York Times, en 2004, une tentative similaire ne s'était pas révélée convaincante (27 août).

Le Jobs Creation Act de 2004 avait offert une période de grâce proposant un taux maximum d'imposition de 5 % pour les profits rapatriés. A certaines conditions : l'argent devait être consacré

à la recherche et au développement, à l'achat d'équipement ou au financement des retraites des salariés. En aucun cas il ne devait conduire au versement de dividendes pour les actionnaires ou au rachat d'actions. (...) La mesure a permis le rapatriement de 312 milliards de dollars. (...) [Une étude de 2011] a montré que de 60 à 92 % de ce total avait été consacré au paiement de dividendes l'année suivante.

VASES COMMUNICANTS ?

Dans son édition du 3 août, The Economist présente deux courbes symétriques. L'une, celle des admissions en hôpital psychiatrique aux Etats-Unis, plonge vers zéro à partir des années 1960. L'autre, celle des incarcérations, décolle vertigineusement à partir des années 1970. L'hebdomadaire y voit davantage qu'une simple coïncidence.

L'histoire de ce désastre discret remonte aux années 1960, lorsque John Kennedy a décidé de faire traiter les malades mentaux au sein de leurs communautés, ce qu'un nouveau médicament – la chlorpromazine – devait faciliter. Au cours des dix années suivantes, cependant, les centres promis n'ont pas été construits, et les effets de la chlorpromazine ont déçu. (...) Selon le journaliste Pete Earley, en un an, la Californie a supprimé dix-neuf mille lits : « Comme il n'y avait plus de place, les gens étaient refoulés dans la rue. » (...) [Aujourd'hui], même lorsqu'on les envoie en structure hospitalière, on ne garde pas les patients suffisamment longtemps pour que les médicaments les stabilisent. Si une personne décide de se promener nue ou s'avère incapable de donner son nom à un officier de police, elle a de fortes chances de finir en prison.

Informez-vous, abonnez-vous

1 an pour 54 € au lieu de 64,80 € *, soit plus de 16 % de réduction

Coordonnées :

RMDMN1302PBA010

M. Mme

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

UN AMONCELLEMENT D'OBJETS DORMANTS ET COÛTEUX

Posséder ou partager ?

Et si l'usage ne correspondait pas nécessairement à la propriété ? Soucieuses d'en finir avec l'hyperconsommation d'objets qui ne servent que très rarement, confrontées à un pouvoir d'achat en berne, de nombreuses personnes s'organisent pour partager et troquer. Un mouvement en pleine expansion que les groupes privés ont vite détourné pour élargir le cercle... des acheteurs.

PAR MARTIN DENOUN
ET GEOFFROY VALADON *

« **A**u domicile de chacun d'entre nous, il existe à la fois un problème écologique et un potentiel économique. Nous avons dans nos foyers de nombreux biens que nous n'utilisons pas : la perceuse qui dort dans un placard et ne servira en moyenne que treize minutes dans sa vie, les DVD visionnés une ou deux fois qui s'entassent, l'appareil photo qui attrape la poussière plus que la lumière, mais aussi la voiture que nous utilisons en solitaire moins d'une heure par jour ou l'appartement vide tout l'été. La liste est longue. Et elle représente une somme impressionnante d'argent comme de déchets futurs. » Telle est, en substance, l'accroche des théoriciens de la consommation collaborative. Car, assène avec un grand sourire Rachel Botsman (1), l'une de leurs chefs de file, « vous avez besoin du trou, pas de la perceuse ; d'une projection, pas d'un DVD ; de déplacements, pas d'une voiture ! »...

Jeremy Rifkin est celui qui a diagnostiqué cette transition d'un âge de la propriété vers un « âge de l'accès (2) » où la dimension symbolique des objets décroît au profit de leur dimension fonctionnelle : alors qu'une

voiture était autrefois un élément de statut social qui en justifiait l'achat au-delà de son usage, les consommateurs se sont mis à louer leur véhicule.

Aujourd'hui, c'est même leur propre automobile ou leur propre domicile que les jeunes proposent à la location. S'ils font ainsi le désespoir de nombreux industriels du transport ou de l'hôtellerie, d'autres y voient un détachement vis-à-vis des objets de consommation porteur d'espoir. Les plates-formes d'échange permettent une meilleure allocation des ressources ; elles atomisent l'offre, éliminent les intermédiaires et facilitent le recyclage. Ce faisant, elles érodent les monopoles, font baisser les prix et apportent de nouvelles ressources aux consommateurs. Ceux-ci seraient ainsi amenés à acheter des biens de qualité, plus durables, incitant les industriels à renoncer à l'obsolescence programmée. Séduits par les prix réduits et par la commodité de ces relations « pair à pair » (P2P), ils contribueraient à la réduction des déchets. La presse internationale, du *New York Times* au *Monde* en passant par *The Economist*, titre sur cette « révolution dans la consommation ».

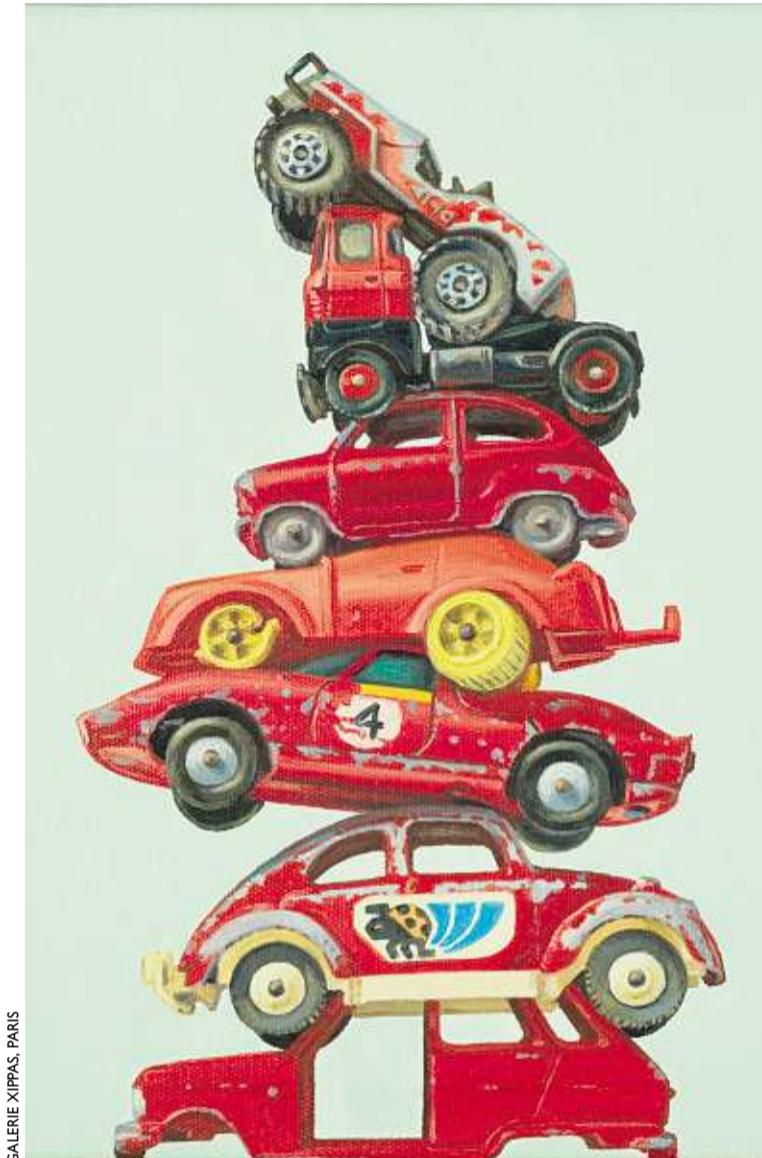
Un tour de passe-passe

Les partisans de la consommation collaborative sont souvent des déçus du « développement durable ». Mais, s'ils lui reprochent sa superficialité, ils n'en font généralement pas une critique approfondie. Se réclamant surtout de Rifkin, ils n'évoquent jamais l'écologie politique. Ils citent volontiers Mohandas Gandhi : « Il y a assez de ressources sur cette terre pour répondre aux besoins de tous, mais il n'y en aura jamais assez pour satisfaire les désirs de possession de quelques-uns (3). » Cela ne les empêche pas de manifester une forme de dédain à l'égard des décroissants et des militants écologistes en général, vus comme des utopistes marginaux et « politisés ».

« C'est en 2008 que nous avons buté contre le mur. Ensemble, mère nature et le marché ont dit "stop !". Nous savons bien qu'une économie basée sur l'hyperconsommation est une pyramide de Ponzi (4), un château de cartes », argumentait Botsman lors d'une conférence Technology, Entertainment and Design (TED) (5). Selon elle, la crise, en contrignant les gens à la débrouille, aurait provoqué un sursaut de créativité et de confiance mutuelle qui aurait fait exploser ce phénomène de la consommation collaborative (6).

De plus en plus de sites Internet proposent de troquer ou de louer des biens « dormants » et coûteux : lave-linge, vêtements de marque, objets high-tech, matériel de camping, mais aussi moyens de transport (voiture, vélo, bateau) ou espaces physiques (cave, place de parking, chambre, etc.). Le mouvement touche jusqu'à l'épargne : plutôt que de la laisser dormir sur un compte, des particuliers se la prêtent en contournant les banques (7).

Dans le domaine des transports, le covoiturage consiste à partager le coût d'un trajet ; une sorte d'auto-stop organisé et contributif, qui permet de voyager par exemple de Lyon à Paris pour 30 euros, contre 60 euros en train, et de faire connaissance avec de nouvelles personnes le temps du trajet. Plusieurs sites sont apparus en France dans les années 2000 pour proposer ce service. Puis s'est produite l'évolution



JEREMY DICKINSON. – « 7 Reds » (Sept Rouges), 2005

lions de dollars en 2012 croîtra aussi rapidement que sa capitalisation boursière, de près de 2 milliards de dollars.

« La richesse réside bien plus dans l'usage que dans la possession – Aristote », clamait l'entreprise d'autopartage City Car Club. Mais, à y regarder de plus près, le détachement vis-à-vis de la possession diagnostiquée par Rifkin ne semble pas en impliquer un vis-à-vis de la consommation : le rêve d'autan était de posséder une Ferrari ; aujourd'hui, c'est simplement d'en conduire une. Et si les ventes diminuent, les locations augmentent. Cet « âge de l'accès » révèle une mutation des formes de la consommation lié à un changement logistique : la mise en circulation des biens et des compétences de chacun à travers des interfaces Web performantes. Loin de s'en effrayer, les entreprises voient dans cette fluidification tout un potentiel de transactions nouvelles dont elles seront les intermédiaires rémunérées.

D'une part, cela permet d'élargir la base des consommateurs : ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter un objet coûteux peuvent le louer à leurs pairs. D'autre part, la marchandisation s'étend à la sphère domestique et aux services entre particuliers : une chambre d'amis ou le siège passager d'une voiture peuvent être proposés à la location, de même qu'un coup de main en plomberie ou en anglais. On peut d'ailleurs anticiper le même effet rebond que dans le domaine énergétique, où les réductions de dépenses issues de progrès techniques conduisent à des augmentations de consommation (10) : les revenus qu'une personne tire de la mise en location de son vidéoprojecteur l'inciteront à dépenser davantage.

Pourtant, il existe bien de nouvelles pratiques qui vont à rebours du consumérisme. Elles sont très diverses : les *couchsurfers* (littéralement, « surfeurs de canapé ») permettent gracieusement à des inconnus de dormir chez eux ou bénéficient de cette hospitalité. Les utilisateurs de Recupe.net ou de Freecycle.org préfèrent offrir des objets dont ils n'ont plus l'utilité plutôt que les jeter. Dans les systèmes d'échange locaux (SEL), les membres offrent leurs compétences sur une base égalitaire : une heure de jardinage vaut une heure de plomberie ou de design Web. Dans les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), chacun s'engage à s'approvisionner pendant un an auprès d'un même agriculteur local avec lequel il peut développer des liens, et

donc sensiblement différents : ce qui prime sur Airbnb, au-delà du prix, c'est la propriété du lieu et la proximité avec le centre touristique, alors que sur Couchsurfing.org, au-delà de la gratuité, ce sont les moments avec l'hôte. De même, les plates-formes telles que Taskrabbit.com proposent des échanges de services entre particuliers payants, alors que les SEL reposent sur le don.

Si, dans leurs articles destinés au grand public, les promoteurs de la consommation collaborative citent souvent les initiatives associatives pour vanter l'aspect « social » et « écologique » de cette « révolution », celles-ci disparaissent au profit des start-up lorsqu'ils s'expriment dans la presse économique. Non seulement parce que les échanges à but non lucratif sont plus difficilement monétisables, mais aussi parce qu'ils ne sont pas « massifiables ». En fait, on ne peut réunir les deux démarches sous l'étiquette d'« économie du partage » qu'en se focalisant sur la forme de ces relations, et en minorant les logiques très différentes qui les nourrissent. Cet amalgame, qui culmine dans le tour de passe-passe consistant à traduire *to share* (« partager ») par « louer », est largement encouragé par ceux qui cherchent à profiter du phénomène. Par un subterfuge qui s'apparente au *greenwashing* (« habillage vert »), des projets tels que les AMAP en viennent à servir de caution. Ceux qui s'en font l'écho en minorant les valeurs sociales sous-jacentes à ces projets participent ainsi à une sorte de *collaborative washing*. Les personnes qui offrent leur toit, leur table ou leur temps à des inconnus se caractérisent en effet généralement par des valeurs liées à la recherche de pratiques égalitaires et écologiques ; ce qui les rapproche davantage des coopératives de consommation et de production que des plates-formes d'échange C2C.

Cette dualité en recoupe bien d'autres : celle qui sépare le « développement durable » de l'écologie politique, ou encore le mouvement du logiciel *open source* – qui promeut la collaboration de tous pour améliorer les logiciels – de celui du logiciel libre – qui promeut les libertés des utilisateurs dans une perspective politique. A chacun de ces domaines, on pourrait étendre la fameuse distinction opérée par Richard Stallman, l'un des pères du logiciel libre : « *Le premier est une méthodologie de développement ; le second est un mouvement social* (11). »

(1) Cf. Rachel Botsman et Roo Rogers, *What's Mine Is Yours : How Collaborative Consumption Is Changing the Way We Live*, HarperCollins, Londres, 2011 ; Lisa Gansky, *The Mesh : Why the Future of Business Is Sharing*, Portfolio Penguin, New York, 2010. En France, par exemple : www.ouishare.net/fr ; www.consocolaberation.com

(2) Jeremy Rifkin, *L'Age de l'accès. La nouvelle culture du capitalisme*, La Découverte, coll. « Poche-Essais », Paris, 2005 (1^e éd. : 2000).

(3) Cité dans Anne-Sophie Novel et Stéphane Riot, *Vive la corévolution ! Pour une société collaborative*, Alternatives, coll. « Manifesto », Paris, 2012.

(4) Montage frauduleux, inauguré en 1920 par Charles Ponzi, consistant à rémunérer des investisseurs grâce au démarrage constant de nouveaux contributeurs. Lire Ibrahim Warde, « Ponzi, ou le secret des pyramides », *Le Monde diplomatique*, août 2009.

(5) (a) Rachel Botsman : à propos de la consommation collaborative, mai 2010, www.ted.com

(6) Lire Mona Chollet, « Yoga du rire et colliers de nouilles », *Le Monde diplomatique*, août 2009.

(7) Zopa, Prosper ou Lending Club sont les plates-formes majeures aux Etats-Unis. En France, outre Prêt d'union, FriendsClear a noué un partenariat avec le Crédit agricole.

(8) « On a raté l'objectif. Autolib' ne supprime pas de voitures », L'interconnexion n'est plus assurée, 26 mars 2013, <http://transports.blog.lemonde.fr>.

(9) Couchsurfing.org, Hospitalityclub.org et Bewelcome.org, notamment. Ce dernier réunissant les décls des deux premiers.

(10) Lire Cédric Gossart, « Quand les technologies vertes poussent à la consommation », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

(11) Richard Stallman, « Pourquoi l'«open source» passe à côté du problème que soulève le logiciel libre », www.gnu.org

« LE MONDE DIPLOMATIQUE » À WASHINGTON

Après le succès de la première saison 2013 du « Monde Diplomatique Debates - Washington, DC », *Le Monde diplomatique* – English Edition et le French-American Global Forum (FAGF) renouvellent leur partenariat en 2013-2014, en association avec la School of International Service de l'American University (Washington, DC).

Sous la direction de Romuald Sciora, président du FAGF, et en lien avec

la rédaction du mensuel à Paris, plusieurs débats sont organisés :

- Un état du monde cinq ans après le début de la crise de 2008 (14 octobre)
- La gouvernance mondiale à l'aube du soixante-dixième anniversaire des Nations unies (3 décembre)
- L'OTAN et la sécurité collective (11 février)
- Le pétrole et la crise des ressources énergétiques (8 avril)

Lundi 14 octobre 2013, à 18h30
School of International Service - American University, Washington, DC
4400 Massachusetts Ave NW, Washington
Tél. : 1 202-885-1600

Avec, entre autres, Arturo Porzecanski, Anne-Cécile Robert, Ibrahim Warde et James Goldgeier.
Renseignements : Fagf.org

ODEBRECHT, MULTINATIONALE DORLOTÉE PAR L'ETAT

Les Brésiliens aussi ont leur Bouygues

En juin 2013, le mécontentement social conduisait les Brésiliens à manifester en masse dans les rues du pays. Parmi leurs cibles, les inégalités, des conditions de transport indignes, la corruption et... la multinationale Odebrecht : aux yeux de beaucoup, l'entreprise incarne les dérives d'un capitalisme de connivence.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ANNE VIGNA *

« P

OUVEZ-vous donner le nom d'une multinationale brésilienne ?, interrogait en 2000 *The Economist*. Difficile, non ? Plus encore que de nommer un Belge célèbre (1). » L'hebdomadaire britannique ne se doutait pas que les grands groupes brésiliens allaient entrer rapidement et spectaculairement dans la danse de la mondialisation. A l'image d'Odebrecht, qui est désormais au Brésil ce que Tata est à l'Inde ou Samsung à la Corée du Sud (2). A São Paulo, Rio de Janeiro, Buenos Aires ou Asuncion, difficile de passer une journée sans utiliser l'électricité qu'il produit, les routes qu'il construit ou les plastiques qu'il débite.

Souvent décrit comme une société de construction-ingénierie, Odebrecht s'est depuis longtemps diversifié pour devenir le plus grand groupe industriel du Brésil. Energie (gaz, pétrole, nucléaire), eau, agro-industrie, immobilier, défense, transports, finance, assurances, services environnementaux ou encore pétrochimie : la liste de ses activités relève de l'inventaire à la Prévert. Néanmoins, si le brésilien est celui qui construit le plus de barrages dans le monde, avec onze chantiers menés de front en 2012, le secteur de la pétrochimie génère plus de 60 % de ses revenus. Braskem, le « bijou » qu'il partage avec le groupe pétrolier Petrobras, produit et exporte dans une soixantaine de pays des résines de plastique.

Le groupe – pardon !, « l'organisation », comme on est prié de le nommer – dispose désormais de sièges dans vingt-sept pays et emploie plus de deux cent cinquante mille personnes, dont quatre-vingt mille de façon indirecte. En dix ans, son chiffre d'affaires a été multiplié par six, passant de l'équivalent de 5 milliards d'euros en 2002 à 32,3 milliards dix ans plus tard. « Odebrecht est l'un des groupes brésiliens qui ont le plus spectaculairement grandi ces dix dernières années, pour devenir en quelque sorte la colonne vertébrale de l'économie nationale », résume João Augusto de Castro Neves, chargé de l'Amérique latine au centre d'analyses économiques Eurasia Group.

D'origine germanique, la famille Odebrecht émigre en 1856 dans l'Etat brésilien de Santa Catarina, avant de s'installer à Salvador de Bahia,

* Journaliste.

Nos précédents articles

- « Samsung ou l'empire de la peur », par Martine Bulard (juillet 2013).
- « En Chine, la vie selon Apple », par Jordan Pouille (juin 2012).
- « Ikea en Inde, un emploi démontable », par Olivier Bailly, Jean-Marc Caudron et Denis Lambert (décembre 2006).
- « Comment General Electric a réinventé le capitalisme américain », par Olivier Vilain (novembre 2006).
- « Wal-Mart à l'assaut du monde », par Serge Halimi (janvier 2006).

www.monde-diplomatique.fr/archives



JUNIOR LAGO.
– Ouvriers installant les sièges du stade Corinthians dans le quartier Itaquera de São Paulo, 2012 (ci-contre)

ENRIQUE CASTRO-MENDIVIL. – Pose d'un pipeline lors de la réalisation du projet d'irrigation Olmos dans la région de Lambayeque (nord-ouest du Pérou), 2013 (ci-dessous)



REUTERS

le Chili en 1979, l'Angola en 1980, le Portugal en 1988, puis les Etats-Unis en 1991, et enfin le Proche-Orient dans les années 2000.

L'entreprise retrouve son rapport privilégié avec l'Etat lorsque l'ancien syndicaliste Luiz Inácio Lula da Silva accède à la présidence, en 2003. A la surprise de beaucoup, « Lula » cherche contacts et appuis au sein d'un patronat qui, pour partie, s'est estimé un peu trop bousculé par les politiques libéralisantes de M. Henrique Cardoso (1995-2002). Il les trouve.

De là à parler de favoritisme, il n'y a qu'un pas...

« Avec « Lula », explique Pedro Henrique Pedreira Campos, chercheur en histoire sociale à l'Université fédérale de Rio, le capital privatisé au cours des années 1990 va retourner dans le giron public. » Mais sans être nationalisé.

Comment ? « A travers la Banque nationale de développement économique et social [BNDES], Petrobras et les grandes caisses de retraite des fonctionnaires (5), l'Etat brésilien est aujourd'hui présent dans cent dix-neuf groupes, contre trente en 1996. » Ainsi le groupe Odebrecht peut-il compter sur les deniers du fonds de garantie FIFGTS – qui indemnise les chômeurs brésiliens et détient 27 % d'Odebrecht Ambiental ainsi que 30 % d'Odebrecht Transport – ou sur ceux de la BNDES, qui, depuis 2009, contrôle 30 % d'Odebrecht Agroindustrial. Enfin, Petrobras est actionnaire à hauteur de 38 % de Braskem. La stratégie du gouvernement brésilien ? Promouvoir des « champions » susceptibles de se montrer compétitifs sur la scène internationale.

Le charisme du président Lula da Silva et une nouvelle politique étrangère – tournée moins vers les Etats-Unis et l'Europe que vers l'Amérique latine et l'Afrique – ont également contribué au succès des groupes brésiliens à l'international. Au cours de ses deux mandats (2003-2011), le président « Lula » s'est par exemple rendu dans vingt pays d'Afrique et a ouvert sur le continent trente-sept ambassades et consulats. A chaque fois, la BNDES a proposé des crédits pour que les entreprises brésiliennes remportent des marchés, en particulier face à la concurrence chinoise. « La BNDES dispose d'un budget supérieur à celui de la Banque

(1) « Who dares wins », *The Economist*, Londres, 21 septembre 2000.

(2) Lire Martine Bulard, « Samsung ou l'empire de la peur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(3) Peter Evans, *Embedded Autonomy : States and Industrial Transformation*, Princeton University Press, 1995.

(4) Lael Brainard et Leonardo Martinez-Diaz (sous la dir. de), *Brazil as an Economic Superpower ? Understanding Brazil's Changing Role in the Global Economy*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2009.

(5) Previ, Funcep et Petros.

Un patronat bousculé par les politiques libéralisantes

« Le risque, indique M. Márcio Polidoro, le porte-parole du groupe, c'est de grandir trop vite, et que nos nouveaux intégrants [on ne parle pas de « salariés »] n'ont pas le temps d'apprendre ce qui fait notre force : la TEO. » TEO ? La « technologie entreprenante Odebrecht », que des « communautés de connaissances » sont chargées de diffuser auprès des travailleurs. L'idée maîtresse de ce mécanisme de « transmission de l'expérience » : obtenir « une éducation constante grâce au travail » entre les « leaders éducateurs » et les « jeunes talents ». Un modèle d'entreprise-école où le savoir vise moins à émanciper qu'à doper la productivité.

« L'organisation doit avoir une structure horizontale où les décisions et résultats, au lieu de descendre et de monter, fluent et refluent », écrit Norberto Odebrecht dans ses œuvres complètes, publiées sous le titre *L'Education par le travail*, et que chaque nouveau membre salarié a l'obligation de lire. Elevé par un pasteur luthérien, d'abord en allemand puis en portugais, Odebrecht s'efforce des valeurs morales de son éducation. « Le premier devoir de l'entrepreneur est de surveiller sa santé, en menant une vie simple, loin des plaisirs mondains et des vices », écrit ainsi le patriarche. Sa maxime

favorite demeure : « La richesse morale est la base de la richesse matérielle. »

N'en déplaît à Norberto, dans le cas d'Odebrecht comme dans celui de la plupart des multinationales brésiliennes, d'autres facteurs ont au moins autant pesé que l'exemplarité spirituelle. A commencer par l'Etat.

A partir des années 1930, sous l'impulsion de Getúlio Vargas, puis sous la dictature militaire (1964-1985), la stratégie de développement économique autonome et de substitution des importations conduit le pouvoir à jouer ce que l'économiste Peter Evans décrit comme un rôle de « sage-femme » dans « l'émergence de nouveaux groupes industriels ou l'expansion de ceux qui existaient déjà vers de nouveaux types de production, plus risqués » (3). Construction de barrages, de routes, de métros, d'installations pétrolières, d'usines nucléaires : le « miracle économique » engendré par les politiques volontaristes (et antisociales) de la dictature représente une manne pour Odebrecht.

A l'ombre de l'Etat, l'entreprise est en mesure de socialiser le coût de son développement technologique : les contribuables paient plus cher pour des produits et des services que le pays refuse d'importer. Le résultat chahute les présupposés idéologiques de la Brookings Institution, un think tank libéral américain : « paradoxalement », le protectionnisme brésilien aurait « offert de solides fondations à la nouvelle génération d'entreprises privées, tournées vers l'extérieur et engagées dans la compétition mondialisée » (4).

Lorsque le « miracle » brésilien prend fin, au tournant des années 1980, les grands groupes vert et jaune disposent de suffisamment de technologies et de ressources pour conquérir le marché international. Pour Odebrecht, ce sera le Pérou et

mondiale. Et ses crédits à l'étranger sont réservés aux exportations de biens et services brésiliens. C'est-à-dire que seule une entreprise brésilienne peut obtenir un marché, même si c'est un Etat étranger qui va payer la note», explique Oliver Stuenkel, professeur de relations internationales à la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo. En deux ans, elle a financé à hauteur de 1,8 milliard d'euros des projets réalisés par Odebrecht en Afrique et en Amérique latine. Faut-il s'en étonner? Odebrecht a été chargé de construire les principaux stades où se joueront les matchs de la Coupe du monde de football en 2014 (Rio de Janeiro, São Paulo, Recife et Salvador), et s'est vu confier les grands chantiers des Jeux olympiques de 2016, à Rio : le complexe olympique, la nouvelle ligne de métro, l'urbanisation du port.

En juin 2013, les manifestants descendus dans les rues du pays s'en sont directement pris à Odebrecht. Avant que la justice ne leur emboîte le pas : le ministère public vient en effet de lancer une action civile contre le Complexo Maracanã Entretenimento SA (détenu à 90 % par Odebrecht) pour l'obtention de la concession du célèbre stade durant une période de trente-cinq ans. Pourtant, l'Etat avait déjà engagé beaucoup d'argent dans les travaux...

De là à parler de favoritisme, il n'y a qu'un pas, que de nombreux analystes n'hésitent pas à franchir. La presse évoque d'autant plus volontiers la relation privilégiée qui unit la famille Odebrecht à M. Lula da Silva que cela lui permet d'alimenter la rhétorique de la corruption du Parti des travailleurs (PT), principal angle d'attaque dont dispose l'opposition.

Première société à soutenir le Parti des travailleurs

Autorisée par la loi électorale brésilienne, la contribution d'Odebrecht au PT a augmenté entre les deux derniers scrutins présidentiels. Prudente, l'entreprise prend soin néanmoins de financer tous les grands partis politiques, en particulier lors des élections locales. En 2006, le groupe avait déboursé 7,8 millions de réals (environ 2,8 millions d'euros); en 2010, lors de l'élection de Mme Dilma Rousseff, sa contribution a atteint 10,8 millions de

réals. Si le PT n'a pas souhaité répondre à nos questions sur ce sujet, l'actuel président de l'entreprise, M. Marcelo Odebrecht, expliquait récemment au magazine *Negócios* : «Oui, nous sommes en effet alignés sur la position du gouvernement, et nous ne voyons là aucun problème. Au bout du compte, le gouvernement a été élu et représente les intérêts de la population» (6).

L'intellectuel uruguayen Raúl Zibechi, qui a enquêté pendant quatre ans sur la montée en puissance du Brésil et de ses grands groupes, estime qu'il existe bien une «relation très étroite entre "Lula" et M. Emilio Odebrecht, président du groupe entre 1991 et 2004. Cette amitié a débuté dès la première candidature de "Lula", lors de la présidentielle de 1989, et a pris au fil des ans un caractère stratégique. Odebrecht est l'une des premières entreprises à avoir soutenu le PT à une époque où très peu de liens existaient entre ce parti et le patronat».

Le groupe a tiré avantage de cette proximité. En 2006, le président équatorien Rafael Correa, allié politique de M. Lula da Silva, inaugure en grande pompe le barrage de San Francisco, construit dans son pays par Odebrecht grâce à un prêt de 241 millions de dollars consenti par la BNDES. Un an plus tard, la centrale est arrêtée en raison de défaillances techniques graves. Devant le refus de l'entreprise de reconnaître ses erreurs, le président Correa l'expulse du pays et refuse de rembourser la BNDES tant que la centrale n'est pas remise en état de marche. Le Brésil rappelle alors son ambassadeur et rompt les relations diplomatiques avec Quito. «Pour nous, ce fut un désastre, car notre relation avec le Brésil est vitale», nous confie M. Horacio Sevilla, ambassadeur d'Equateur à Brasilia.

Le conflit s'aggrave lors du sommet qui réunit les chefs d'Etat d'Amérique latine à Bahia, en décembre 2008. Odebrecht, dont le siège se trouve justement dans la ville, s'affiche dans de grandes publicités opportunément déployées le long du chemin emprunté par les chefs d'Etat comme «l'entreprise de l'intégration régionale». Lors d'une conférence de presse en marge de ce sommet, le président vénézuélien Hugo Chávez, pourtant proche allié de M. Correa, enfonce le clou en qualifiant Odebrecht d'«entreprise amie du Venezuela».

Une commission indépendante en Equateur révèle pourtant des fautes techniques et des irrégularités dans l'obtention du contrat et du crédit. La

commission, qui enquête sur plusieurs projets du puissant groupe brésilien, relève un ensemble de problèmes qui coûteront cher à l'Etat équatorien : dans le cas de San Francisco, le dépassement du budget initial n'est «que» de 25 %; mais, dans un projet d'irrigation de cent mille hectares dans la province équatorienne de Santa Elena, il atteint 180 % (7).

Qu'à cela ne tienne : ce sera à l'Équateur de faire le premier pas. Quito envoie M. Sevilla à Brasilia pour renouer les relations avec le palais du Planalto. Dans le même temps, le petit pays andin trouve un accord avec l'entreprise. «Tout le monde a fait des concessions... mais surtout l'Équateur», résume l'ambassadeur. Là non plus, au Brésil, ni le ministère des affaires étrangères, ni les conseillers internationaux de «Lula» à l'époque, ni son institut, ne souhaitent commenter l'épisode.

«Lula», un ambassadeur haut de gamme

On relève des ambiguïtés similaires dans la concession d'un contrat d'équipement du ministère de la marine pour la construction de cinq sous-marins, quatre conventionnels et un nucléaire. En 2008, ce marché de 10 milliards de dollars a été attribué sans appel d'offres à Odebrecht (49 %) et à la société française DCNS (50 %). D'ici à 2047, le chantier naval devrait construire vingt autres sous-marins. Ce contrat – qui implique un transfert de la technologie nucléaire française – n'était cependant que le premier d'Odebrecht dans le secteur de l'armement. Par la suite, le groupe s'est allié en 2010 à European Aeronautic Defence and Space (EADS) pour la construction d'avions, de missiles et de systèmes de surveillance, puis a pris en 2011 le contrôle de Mectron, le plus grand fabricant de missiles brésiliens.

Simple stratégie de diversification des activités ? Pas tout à fait. Cette incursion dans le secteur de la défense accompagne la politique de modernisation de l'armée de M. Lula da Silva. Durant le second mandat du président (2007-2011), le budget de la défense augmente de 45 %. Principaux bénéficiaires : Embraer dans l'aviation, et la société du «docteur Norberto» dans la marine.

Le terrain avait été préparé bien avant l'arrivée au pouvoir de M. Lula da Silva. «Odebrecht a noué de précieux liens avec les militaires dès 1950, à travers l'Ecole supérieure de guerre [ESG] du ministère de la défense, principal think tank brésilien, où militaires et industriels se côtoient. La famille Odebrecht et plusieurs des cadres dirigeants du groupe y ont suivi des formations, ce qui a facilité la signature de contrats, pendant la dictature comme aujourd'hui», raconte Zibechi (8). D'ailleurs, M. Marcelo Odebrecht souligne lui-même que l'entreprise diffuse dans ses «communautés de connaissances» la même doctrine que celle enseignée à l'ESG (9) : une vision nationaliste du développement comme vecteur de souveraineté et d'indépendance.

«Etant donné la dimension des grandes sociétés, dont le chiffre d'affaires dépasse souvent de loin le PIB [produit intérieur brut] de certaines nations, ce ne sont plus les pays qui disposent d'entreprises, mais les entreprises qui disposent de pays», estimait M. Marcio Pochmann en 2010,

alors qu'il dirigeait l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA). *Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre solution, à mon sens, que la construction de grands groupes* (10). » Erigée en stratégie économique, la promotion de mastodontes vert et jaune devient une priorité pour l'ancien syndicaliste.

Elle semble continuer à le mobiliser au cours de sa retraite. Le 22 mars 2013, la *Folha de S. Paulo* a révélé que la moitié des voyages de M. Lula da Silva depuis son départ de la présidence avaient été financés par les trois grandes entreprises de construction brésiliennes : Odebrecht, OAS et Camargo Corrêa. Des télexgrammes diplomatiques publiés par le quotidien suggèrent que ces voyages ont permis de «vaincre les résistances» rencontrées par les entreprises brésiliennes, notamment au Mozambique, où une partie de la population se révolta contre le déplacement forcé que lui imposait l'exploitation d'une mine de charbon (11).

Les secteurs que le groupe a identifiés comme stratégiques pour l'avenir se nichent tous dans la formule «développement durable». Qu'entend-on par là, dans les quartiers généraux d'Odebrecht ? Un mélange lucratif impliquant énergie, eau et alimentation.

Ainsi, au Pérou, Odebrecht a, pour la première fois, creusé un tunnel à travers les Andes, dévié un fleuve et construit des barrages et des lagunes artificielles pour irriguer une zone aride. Les travaux terminés, le projet, surnommé «Olmos», est également administré par Odebrecht, qui revend les «services» de l'eau, électricité et terre pour rembourser son investissement initial (qui, comme souvent, a augmenté au fil des mois). Les concessions des premiers cent dix mille hectares ont toutes été attribuées à de grandes entreprises agroalimentaires, chaque lot s'étendant sur un minimum de mille hectares. Impossible donc pour les paysans locaux de profiter de terres irriguées, alors que le projet initial avait été conçu autour de leurs besoins spécifiques. Le groupe ne peut être considéré comme responsable ni de la concession des terres ni de la réinstallation dans un canyon dangereux des populations déplacées ; le tout a en effet été mené par les autorités péruviennes. Il n'est pas non plus prouvé que sa «relation privilégiée» avec le président Alan García (1985-1990 et 2006-2011) ait compté pour l'obtention de ce contrat. Odebrecht estime simplement «avoir répondu à une concession publique, un besoin du pays, comme nous considérons notre rôle : être au service de l'humanité», ainsi que nous l'explique son porte-parole.

Echange de bons procédés, Odebrecht a offert au Pérou le Christ du Pacifique : une sculpture de trente-six mètres de hauteur, réplique du Christ de Rio. «Le voyage en bateau du Christ a duré trente-trois jours pour fêter nos trente-trois ans d'implantation au Pérou.»

ANNE VIGNA.

(6) *Negócios*, hors-série, n° 70, São Paulo, décembre 2012.

(7) Rapport final de la commission sur la dette équatorienne, 2008.

(8) Raúl Zibechi, *Brasil potencia. Entre la integración regional y un nuevo imperialismo*, Ediciones Desde Abajo, Bogotá, 2012.

(9) ADESCG, revue de l'Association des diplômés de l'Ecole supérieure de guerre, édition spéciale, Rio de Janeiro, 2011.

(10) «Estado brasileiro é ativo e criativo», IHU, n° 322, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, 22 mars 2010.

(11) «Empreiteiras pagaram quase metade das viagens de Lula ao exterior», *Folha de S. Paulo*, 22 mars 2013.

Bienvenue à l'Odebrecht Touring Club

MAGINONS qu'une journaliste cherche à enquêter sur la société brésilienne Odebrecht. Elle est d'abord invitée – tous frais payés, bien entendu – au siège du groupe, à Salvador de Bahia (hôtel trois-étoiles, grands restaurants, voyage en hélicoptère). Au programme : entrevue avec le porte-parole du groupe et visite des œuvres de la Fondation Odebrecht, dans le sud pauvre de l'Etat de Bahia (une coopérative spécialisée dans la commercialisation des cœurs de palmier ou des ateliers de formation aux métiers de l'agriculture).

L'entretien souligne le «bonheur» qu'il y a à travailler chez Odebrecht – l'une des entreprises préférées des jeunes Brésiliens, selon une enquête annuelle de la presse nationale –, sans toutefois offrir la possibilité d'interroger directement les salariés.

Le siège abrite également le «noyau de la mémoire», un musée où «l'organisation» présente les photographies de générations de contremaîtres, le récit de l'ascension sociale des fils Odebrecht, ainsi que la devise du fondateur, gravée sur un mur : «Etre optimiste et ressentir du plaisir à travailler produit des richesses pour les autres.»

On découvre l'engagement d'Odebrecht aux côtés d'organisations écologiques pour sauver un petit

bois d'espèces endémiques, planté par Emil Odebrecht en 1860, où la mairie souhaitait construire un terminal de bus. On apprend également, durant ces deux jours, le détail des bonnes œuvres de la fondation, ainsi que les programmes dits «sociaux» qui accompagneraient les chantiers du groupe : «Un ouvrier mal nourri ne travaille pas bien, c'est aussi simple que cela», commente dans un sourire le porte-parole de la société. Une grève violente a néanmoins éclaté sur ce «chantier modèle» en 2009. Les ouvriers demandaient (et ont finalement obtenu) une hausse des salaires, la climatisation dans les baraquements, une meilleure alimentation et davantage de congés pour rendre visite à leur famille.

Au cours de l'entretien à proprement parler, il a fallu donner ses questions à l'avance, et les réponses ont été prédigées. Le conseiller en communication du groupe les lit, puis commente, la plupart du temps en off. Même sous le sceau du secret, les révélations sont rares : les questions les plus délicates ont été ignorées. Comme le seront nos relances pour tenter d'obtenir une réponse.

L'entretien a duré deux heures : quand il s'achève, on sait tout du merveilleux. Moins du reste...

A. V.



PAULO WHITAKER. – Chantier du stade Corinthians, São Paulo, 2012

Que sont les

Le vaste mouvement de réorganisation du commerce international place les institutions douanières et leurs agents au point d'impact de deux forces contradictoires. Celle du contrôle, de la réglementation et de la sécurité, prérogatives régaliennes par excellence. Et celle de la fluidité et de la vitesse, dictée par la circulation de la marchandise. Mais, progressivement, les missions de service public s'effacent...

UNE ENQUÊTE
DE CHRISTOPHE VENTURA *

« Qui voit les douanes voit le monde », s'exclame M. Mikuriya Kunio. Sur la porte de son bureau bruxellois, le secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a punaisé une affiche de *Rien à déclarer*, une fiction populaire sortie en salles en 2011 qui narre la disparition d'un poste de douane situé dans la localité imaginaire de Courquain, en France, et de Koorkin, en Belgique, à la suite de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht en 1993. Ancien négociateur des accords de libre-échange pour le Japon et membre de la direction de l'OMD depuis plus de dix ans, M. Mikuriya observe d'un œil averti la reconfiguration inédite des frontières à l'échelle planétaire.

Jadis essentiellement terrestres et continues, elles se métamorphosent, se fragmentent, se déplacent. En Europe de l'Ouest, l'Union européenne a fait disparaître postes de contrôle, barrières et droits de douane : les lignes de démarcation traditionnelles s'estompent ou se délocalisent en marge de l'espace Schengen. Mais d'autres interfaces internationales gagnent en importance : zones portuaires, aéroports, nœuds ferroviaires, plates-formes de transbordement qui articulent l'ossature du commerce mondial.

Bousculée par cette reconfiguration, l'institution douanière a vu son rôle se

métamorphoser. « Halte ! », ordonnait la signalisation des guérites ; « Circulez ! », s'exclamait en chœur les acteurs du commerce mondial. Le garde-barrière n'a désormais plus vocation à freiner, contrôler, sécuriser, percevoir, protéger. Il régule, agrée, sécurise, fluidifie. Comment la police de la marchandise, refondée par Colbert au XVII^e siècle et officiellement créée comme administration nationale en France en 1791, s'est-elle transformée en garante de la circulation ?

Sur les quais du Terminal de France, une aire spécialisée dans la réception des navires porte-conteneurs au sein du Grand Port maritime du Havre, les agents en pantalon à bande garance ne sont pas légion. Ils disposent de deux petits hangars destinés à l'inspection des « boîtes » suspectes. Deux abris conquis de haute lutte par les syndicats douaniers pour protéger un peu les travailleurs du ballet incessant des machines, camions, grues, cavaliers et autres portiques à côté desquels l'humain fait figure de moustique. La douane utilise également un scanner géant à rayons X, le Sycoscan, capable d'examiner les entrailles des parallélépipèdes métalliques, dont l'avenir est suspendu à un arbitrage budgétaire. Et, plus en arrière, elle occupe un discret bâtiment où s'affairent une partie des trois cent soixante et un agents de la direction régionale des douanes du Havre.

Soutenir la compétitivité des entreprises

Il leur incombe de percevoir certains impôts sur les tabacs, les alcools, les produits pétroliers, mais aussi la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ainsi que les droits de douane à l'importation dans l'Union européenne et la taxe générale sur les activités polluantes. Leur activité englobe aussi la lutte contre la fraude, la contrefaçon – le commerce illicite représenterait entre 7 et 10 % de l'économie globale, selon la Banque mondiale –, ou encore contre les trafics de drogues, d'armes, de produits toxiques.

* Journaliste.

Missions hétéroclites et, au premier abord, décourageantes pour qui voit filer en camion, à un rythme infernal, les milliers de conteneurs fraîchement débarqués des navires géants. D'autant que les dix-sept mille douaniers français ne disposent que de moyens limités : deux cents bureaux répartis sur le territoire, occupés par des fonctionnaires en civil, et deux cent soixante-dix unités de surveillance (douaniers en uniforme). On y exerce les métiers les plus divers : agent administratif, agent de recouvrement, inspecteur, contrôleur, informaticien, pilote d'avion et d'hélicoptère, marin, maître-chien, expert



STUDIO 21BIS. – « Horizon », Sangatte, 2009

scientifique et technique. L'administration bénéficie également de moyens en renseignement terrestre, aérien et maritime.

Mais, ces dernières années, une nouvelle mission a pris une place prépondérante dans le métier : soutenir la compétitivité des entreprises. Et, plus précisément, faciliter et sécuriser les échanges internationaux, dresser les statistiques du commerce extérieur de la France, surveiller la bonne application des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Au Terminal de France, le contrôle physique de la marchandise pratiqué dans le hangar baptisé Pélican se fait rare. Inutile désormais d'en appeler au légendaire flair du douanier pour choisir de desseller un conteneur parmi les montagnes de « boîtes » empilées ailleurs : la cellule de « ciblage » qui pilote les opérations de contrôle s'appuie avant tout sur le traitement informatique des données. On cherchera en vain les liasses de documents imprimés : les déclarations douanières fournies par les opérateurs commerciaux et les transitaires défilent sur les écrans du système Delt@. Quand les informations sur un chargement, parfois complétées par des renseignements issus d'enquêtes, cumulent un certain nombre d'indicateurs alarmants, le système le signale au douanier, qui peut demander une vérification. Il invite alors le transporteur commercial à présenter le conteneur suspect au hangar Pélican, où se déroule l'inspection.

« Nous ne pouvons pas ouvrir plus de dix conteneurs par « vacation », c'est-à-dire par demi-journée de travail des dockers sur le terminal », admet, coupe-boulon à la main, le douanier Frédéric, qui souhaite rester anonyme. « C'est évidemment peu par rapport aux centaines ou aux milliers qui arrivent avec chaque bateau. » En France, comme dans le reste des pays européens, moins de 2 % des « boîtes » sont contrôlées (1) – moins de 1 % à l'exportation. Cette fois, le contrôle se bornera à l'inspection des documents décrivant les marchandises (des verres à pied) et à l'ouverture de trois cartons, choisis de manière aléatoire, afin de vérifier la concordance des informations fournies à la douane avec la marchandise physique.

« Les nouvelles normes nous poussent à devenir des agents de facilitation des importations, et donc, in fine, de désindustrialisation de nos territoires », explique M. Serge Fouché, jeune retraité de la direction régionale des douanes du Havre. La logique des « ciblages » et du renseignement informatisé le laisse perplexe. « L'actualité européenne regorge de scandales sanitaires, comme l'affaire de la viande de cheval, qui indiquent les limites de ce type d'approche. Comment garantir la protection des consommateurs quand on se dessaisit d'une capacité de contrôle physique des marchandises et des

Les conteneurs ne sont plus ouverts

AVEC l'accélération des échanges commerciaux, la baisse du prix des transports et le rabotage des tarifs aux frontières, le bras régalién qui interrompait pour percevoir s'est changé en un simple maillon de la « chaîne logistique ». Laquelle, selon l'OMD, « comprend toutes les activités qui doivent être réalisées [pour un client] par les intermédiaires et les autorités (3) ».

Ces deux lignes anodines décrivent un bouleversement. Car l'activité douanière reposait sur le principe d'une dissociation radicale entre les prérogatives de l'administration publique et l'univers marchand. « Désormais, précise le secrétaire général de l'OMD, nous intervenons dans un processus qui prend en charge l'accompagnement de la marchandise de son point d'exportation à son point d'importation, en passant par son transit. » Ces nouveaux objectifs fixent aux administrations publiques de nouvelles missions : connaître le flux et l'ensemble de ses acteurs, faciliter les démarches d'entrée des marchandises légales sur un territoire. Et sécuriser l'ensemble.

Depuis les attentats de 2001 aux Etats-Unis, explique M. Mikuriya, « il appartient désormais aux Etats et aux administrations de créer les conditions d'une sécurité accrue du commerce international et de ses acteurs. C'est l'ensemble de la chaîne logistique d'un produit qui doit faire l'objet d'un suivi attentif de la part des autorités publiques, en lien avec les

de l'OMD. Celle-ci rassemble cent soixante-dix-neuf administrations douanières (dont l'Union européenne en tant que telle) par lesquelles transitent 98 % du commerce mondial. Chaque accord de libre-échange, chaque négociation conclue au sein de l'OMC se répercute immédiatement sur le travail quotidien des douaniers et contribue à redessiner l'épure du métier.

entreprises dans un marché intérieur sans frontières de vingt-huit pays ? »

Depuis la fin de la décennie passée, les administrations douanières du monde entier – au premier rang desquelles celles de l'union douanière européenne (2) – connaissent une lente et profonde mutation, impulsée et organisée par les Etats au sein

entreprises. C'est une rupture majeure avec les traditions commerciales antérieures. Auparavant, le contrôle d'un produit s'effectuait uniquement à son point d'entrée sur un territoire. C'était le cœur du métier douanier».

Après 2001, les responsables de la sécurité américaine s'aperçoivent que, s'ils découvrent un conteneur rempli d'explosifs ou de matières radioactives au moment de son arrivée au port ou à l'aéroport, il sera déjà trop tard. Dès lors, l'administration impose une nouvelle règle : tout produit à destination du marché américain doit être contrôlé à son point de départ, et non plus à son point d'arrivée. « Ce fut, conclut M. Mikuriya, l'invention de la notion de frontière extérieure. » Elle formera le cœur du système élaboré par l'OMD à partir de 2005, désormais décliné dans une majorité de pays membres (cent soixante-six à ce jour) et de zones d'intégration régionale. C'est notamment le cas de l'Union européenne, qui a amorcé, à partir de cette date, la « modernisation » de son code des douanes communautaires (*lire l'encadré ci-contre*).

(1) François Ruffin, « Contre le dumping social, fiscal, environnemental : vive les douaniers ! », *Fakir*, Amiens, avril 2011.

(2) L'union douanière, inscrite dans le traité de Rome de 1957 et réalisée en 1968, abolit les droits de douane au sein des frontières du marché intérieur et institue un système unique de taxation à l'importation.

(3) « Directives relatives à la gestion de la chaîne logistique intégrée », document de l'OMD (juin 2004).

Circulez, c'est agréé !

EN France, 831 entreprises – dont la centaine qui réalise plus de la moitié du commerce extérieur – jouissent du statut d'opérateur économique agréé (OEA) qui allège les procédures douanières. En 2012, 10649 entreprises étaient certifiées en Europe, 10325 aux Etats-Unis, 482 au Japon. La Chine et l'Inde viennent de se doter de cette certification. Une nouvelle étape (en cours) consiste à multiplier les accords de reconnaissance mutuelle entre pays dotés de certifications OEA. L'Union reconnaît ainsi les Etats-Unis et le Japon ; les Etats-Unis, le Canada, la Corée du Sud, le Japon, la Jordanie (une part importante du commerce de la région vers la première puissance commerciale transite par ce pays), la Nouvelle-Zélande. La Chine, actuellement en discussion avec la Corée, le Japon et l'Union européenne, dispose d'ores et déjà d'un tel accord avec la cité-Etat de Singapour, qui, elle, a signé avec le Canada, la Corée, le Japon. Pékin est également en cours de négociation avec les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande. Pour sa part, le Brésil se dotera du statut en 2014.

NOUVEAU ! ENSEIGNEMENTS À DISTANCE

Résidents à l'étranger, salariés,
étudiants en double cursus...
Ces formations sont faites pour vous !

Diplômes privés d'études fondamentales et supérieures en
Relations internationales
(accessibles après un Bac +3 et un Bac +4)

Découvrez l'école de l'IRIS sur www.iris-sup.org
Renseignements : 01.53.27.60.88 - pinard@iris-france.org

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

DU COMMERCE INTERNATIONAL

douaniers devenus...

Logique en apparence, l'idée de contrôler chacune des millions de « boîtes » quittant les quais de Shanghai ou de Shenzhen présente l'inconvénient d'être parfaitement irréalisable. D'autant qu'elle contredit un autre impératif du commerce mondialisé : la fluidité. Si la plupart des activités commerciales cherchent encore la martingale permettant de concilier rapidité et sécurité, il faut créditer les administrations du commerce et des douanes du coup de force intellectuel qui résout – en théorie du moins – cette épingle équation. Puisque les opérations de contrôle physique des conteneurs et des déclarations coûtent du temps et de l'argent, dématérialisons-les ! Les « boîtes » ne sont plus guère ouvertes, mais une norme internationale (SAFE) déplace l'activité douanière vers l'analyse de risques et le croisement de données informatiques sur les entreprises et les produits. On ne contrôle plus le conteneur déchargé d'un navire, mais la fiabilité de l'entreprise qui l'importe – avec laquelle

on s'emploie à construire une relation de partenariat.

Ainsi, lorsqu'une marchandise part de son point d'exportation (imaginons Shanghai) à destination du territoire européen (imaginons Le Havre), l'importateur reçoit de l'exportateur une pré-déclaration – dite « déclaration sommaire d'entrée » – vingt-quatre heures avant l'embarquement ; la douane locale en est également destinataire. L'importateur, garant de la marchandise, informe la douane d'arrivée via le système informatisé qui évaluera la fiabilité du conteneur importé en fonction des renseignements détenus. Si, dans les minutes qui suivent l'enregistrement de la déclaration, aucun douanier en poste derrière son terminal de supervision ne signale d'anomalie, le programme autorise automatiquement l'enlèvement sans contrôle. Résultat, le temps entre l'analyse de la déclaration et le « bon à délivrer » (BAD) est inférieur à cinq minutes (quatre minutes et quarante-six secondes).

par l'association Green Budget Germany, l'heure est à l'« action économique » et à l'« accompagnement des entreprises ». Bruxelles invite les douanes de chaque pays à stimuler l'attractivité de leurs territoires en offrant aux marchands des conditions de dédouanement toujours plus rapides et moins coûteuses. Elles s'emploieront à limiter les durées d'immobilisation de la marchandise, condition indispensable aux stratégies commerciales du « juste à temps ».

Faite à l'administration douanière, cette injonction paradoxale – défaire d'une main ce que l'autre construit – se traduit en interne par une opposition entre des services qui semblent parfois poursuivre des objectifs inconciliables. En France, depuis 2007-2008, deux pôles autonomes incarnent cette contradiction. D'un côté, le pôle de l'orientation des contrôles gère les contentieux et lutte contre la fraude. De l'autre, le pôle d'action économique, qui offre les services d'audit en vue de l'obtention de la certification OEA, abrite également les cellules de conseil aux entreprises. En partenariat avec les chambres de commerce et d'industrie, il accompagne gratuitement – aux frais du contribuable – les sociétés dans leurs démarches de simplification et de facilitation.

« En théorie, ces deux pôles devraient coopérer, l'un devant alimenter l'autre, nous explique Mme Nadine Lebourdier, chef de la mission grandes entreprises de la direction générale des douanes à Montreuil. Mais, en réalité, c'est plus compliqué. » En effet, détaille cette ancienne douanière, « la douane réalise de l'audit dans une démarche de partenariat. Ce n'est pas du contrôle. En rentrant dans les « process » de l'entreprise, notre administration identifie régulièrement des possibilités éventuelles – intentionnelles ou non – de fraudes ». Dès lors, sa mission lui intime de contrôler et, le cas échéant, de réprimer. « Il est en réalité délicat, alors que nous devons lutter contre une image négative qui nous colle à la peau dans les entreprises, de créer de la confiance par l'action économique pour revenir sanctionner par le contrôle. Certains disent même que c'est un fonctionnement schizophrène », admet-elle. « L'entreprise doit savoir quel type de douanier elle a en face d'elle. Ce n'est pas toujours évident. »

POUR fonctionner, le processus implique une harmonisation des renseignements contenus dans les déclarations électroniques de chargement de la marchandise au départ, pendant le transit et à son arrivée ; l'adoption de critères communs interdouanes en matière de gestion de risques ; l'inspection au départ de la marchandise par des scanners géants – souvent partielle, en réalité. Et la mise en place d'avantages offerts par les douanes aux entreprises qui s'inscrivent dans le dispositif.

Ainsi, dans tous les Etats de l'Union européenne, les transporteurs, logisticiens, ports, aéroports, commissionnaires en douane, sociétés importatrices et expor-

tatrices peuvent, depuis 2008, solliciter auprès des autorités douanières un agrément ouvrant droit à des priviléges administratifs et financiers. Délivré au terme d'un audit de l'entreprise, le statut d'opérateur économique agréé (OEA) (4) garantit à ses bénéficiaires un accès plus rapide aux services de la douane, une simplification des démarches, un dédouanement centralisé, une réduction des obligations de transmission d'informations, etc.

« Less control, fast entry » (« Moins de contrôles, des entrées rapides »), s'enthousiasme dans un sourire ému M. Algirdas Semeta, commissaire européen chargé de la fiscalité et des douanes. Pour ce lauréat 2012 du prix Adam-Smith décerné

13 % du budget européen

Le code des douanes modernisé entré en vigueur en 2008, deviendra code des douanes de l'Union à partir du 1^{er} novembre 2013. Cette refonte vise notamment à adapter le corpus « à l'environnement électronique des douanes et des échanges commerciaux, mais également [à] le réglementer », notamment en formalisant le statut d'opérateur économique agréé (lire l'encadré ci-contre), le dédouanement centralisé, etc.

Environ 17 % du commerce international (deux milliards de tonnes de marchandises) transite par les administrations douanières européennes. En 2011, celles-ci ont traité près de 235 millions de déclarations douanières (140 millions de déclarations à l'importation, 95 millions à l'exportation) et effectué 8,3 millions de contrôles documentaires et physiques. Ceux-ci ont donné lieu à 90 000 retentions réalisées sur des cargaisons soupçonnées de violer des droits de propriété intellectuelle (115 millions d'articles).

En 2011, environ 125 000 fonctionnaires des douanes opéraient au sein des Etats membres de l'Union européenne. Plus de 1 000 postes douaniers se déployaient le long des frontières des Vingt-Sept (terre, air, mer). Les administrations douanières contribuent au financement d'environ 13 % du budget européen, pour un montant estimé à 16,6 milliards d'euros.

Sources : services de la Commission européenne.

LE MONDE.
diplomatique
Sur DVD-ROM

Une base de connaissances
essentielle
pour comprendre
le monde

- 50 000 documents indexés par un moteur de recherche performant
- 450 documents de Manière de voir et 1 000 articles de La valise diplomatique
- Plus de 400 cartes détaillées
- 710 numéros du journal depuis 1954



Pour commander :

www.monde-diplomatique.fr/archives

indirects visant à alléger les obligations fiscales des entreprises. Et ce afin de réduire leurs coûts et faciliter leurs activités au nom de cette compétitivité érigée au rang supérieur des préoccupations de notre hiérarchie ». Dans son numéro consacré à la douane, la publication patronale *Cahiers de la compétitivité* ne disait pas autre chose – mais pour s'en réjouir (5). « La direction générale des douanes s'est engagée dans une modernisation ambitieuse et performante », claironnait Mme Laurence Parisot, alors présidente du Mouvement des entreprises de France (Medef). Elle « s'est ouverte aux entreprises et communiquée activement (...). La charte des contrôles douaniers, à laquelle le Medef a activement participé, constitue une étape majeure de ce processus ».

l'économie et des finances. Accompagnée de deux conseillers aussi concernés que vigilants sur la tenue des échanges, Mme Bricq insiste : « L'explosion du commerce mondial est passée par là. Nous offrons aux douaniers l'opportunité d'être au cœur de ce phénomène. » Et d'ajouter, sur le ton de la plaisanterie : « Ou alors, il faudrait fermer les frontières. Comme ça, ils pourraient retrouver leur métier du XIX^e et du XX^e siècle ! »

« Les procédures douanières n'ont jamais constitué un frein à l'exportation, bouillonne M. Morvan Burel, de Solidaires Douanes. En effet, les contrôles ne portent que très exceptionnellement sur ce qui sort du territoire, mais quasi exclusivement sur ce qui y entre », précise-t-il. « Tous ces outils d'accompagnement et de soutien n'ont donc pas pour principal effet d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises exportatrices, mais bien de favoriser la pénétration des marchandises importées sur le marché intérieur. »

Sur la plate-forme de Port 2000 du Havre, le super-porte-conteneurs *Christophe-Colomb* accoste, et déjà les portiques géants s'ébranlent pour débarquer de ses ponts plusieurs milliers de « boîtes » garnies de lunettes, de sanitaires, de jouets, de tables à repasser, de tuiles et même de granit. Débouanées en quatre minutes et quarante-six secondes, elles quitteront le port pour garnir dans vingt-quatre heures les rayonnages des supermarchés.

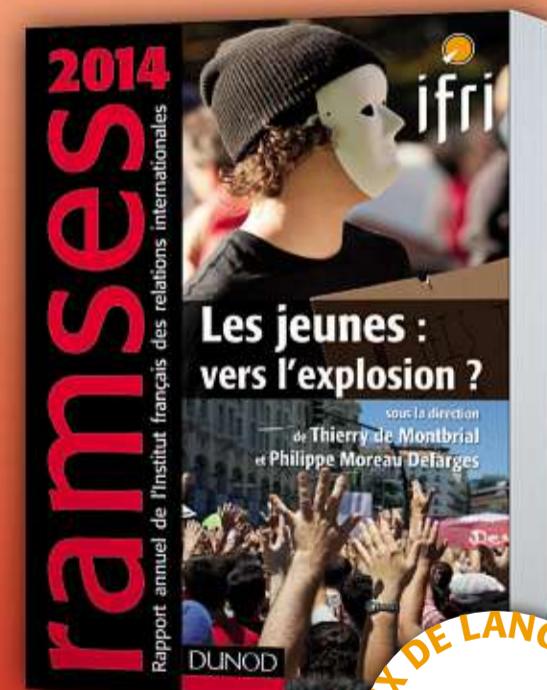
CHRISTOPHE VENTURA.

(4) Trois statuts sont proposés aux entreprises : simplifications douanières, sécurité et sûreté, simplifications douanières/sécurité et sûreté.

(5) « La Douane au cœur des nouvelles régulations économiques », *Les Cahiers de la compétitivité*, magazine hors-série, novembre 2010 (www.douane.gouv.fr).

Les jeunes : vers l'explosion ?

Comprendre les évolutions du monde



Sous la direction
de Thierry de Montbrial
et Philippe Moreau Defarges



ifri

www.dunod.com
www.ifri.org

DUNOD
ÉDITEUR DE SAVOIRS

« Nous avons perdu Detroit »

Empêtré dans un nouveau bras de fer budgétaire entre le président et le Congrès, Washington abandonne les collectivités locales. Pourtant victime de la désindustrialisation, la ville de Detroit a déjà fait faillite en juillet dernier. Et, quelques mois plus tôt, le comté de Jefferson en Alabama avait connu le même sort à cause d'emprunts toxiques. Du Rhode Island à la Californie, les banqueroutes municipales s'enchaînent, révélant les carences des politiques urbaines.

PAR JOHN NICHOLS *

APRÈS la fusion partielle d'un réacteur d'une centrale nucléaire dans le Michigan en 1966, le grand poète soul et jazz américain Gil Scott-Heron dédia un poème à la ville voisine menacée par la catastrophe : *Nous avons failli perdre Detroit*. Que la cinquième métropole des Etats-Unis, la capitale industrielle de la nation, la vénérable cité de l'automobile pût un jour être rayée de la carte, l'idée paraissait inconcevable. Detroit a survécu à la crise nucléaire, mais elle pourrait ne pas survivre à la crise de l'austérité, ou alors dans un état méconnaissable. Le 18 juillet 2013, incapable de rembourser ses 18,5 milliards de dollars de dette, la municipalité a été déclarée en banqueroute. Ainsi placée sous la protection de la loi américaine sur les faillites, elle pourra rééchelonner ses créances, au prix de multiples sacrifices. Une première pour une ville de cette importance ; un signe inquiétant dans un pays où le marché des obligations municipales s'élève à plus de 3 700 milliards de dollars (2 770 milliards d'euros, plus que l'équivalent du produit intérieur brut français).

Loin d'être le résultat d'une mauvaise gestion des finances locales, comme certains se plaisent à la présenter, la banqueroute de Detroit est l'aboutissement d'un long processus de désindustrialisation qui a vu l'ancienne « Motor

City » se transformer en *ghost city* (« ville fantôme »), vidée de ses habitants et de ses activités. De 1995 à 2000, la municipalité a perdu 52 % de ses emplois manufacturiers. Au milieu du siècle dernier, les établissements industriels de la ville faisaient travailler un habitant sur dix ; aujourd'hui, ils en emploient un sur cinquante. Sur la dizaine de grandes usines automobiles qui prospéraient à Detroit autrefois, une seule est encore en activité aujourd'hui (1), malgré une certaine reprise de la production.

Depuis les années 1960, plus d'un million de personnes – soit plus de la moitié de sa population – ont quitté Detroit. La fuite s'est accélérée ces dernières années avec un chômage deux à trois fois supérieur à la moyenne nationale (*lire ci-dessous*). Cela a fatallement réduit les recettes de la ville. La crise économique de 2008 a définitivement plongé les finances municipales dans le rouge, et déclenché une course à l'austérité. Depuis, les tournées de collecte des ordures se font plus irrégulières, des postes de police sont fermés l'après-midi, l'éclairage public et les services de bus ont diminué, etc. Dans certaines casernes, les pompiers ont même été obligés d'acheter eux-mêmes leur papier-toilette. Emue par l'affaire, une entreprise a généreusement donné plus de soixante-dix mille rouleaux aux soldats du feu (2)…

Plan social chez les pompiers

MONSIEUR Richard Snyder, le gouverneur républicain du Michigan, aurait pu décider d'investir des fonds de l'Etat pour réactiver les emplois perdus, ou en créer de nouveaux. Il a préféré piétiner le concept de démocratie en retirant leurs prérogatives aux élus (démocrates) locaux au profit d'un « administrateur financier d'urgence » choisi par ses soins. Nommé en mars 2013, M. Kevyn Orr, un avocat spécialisé dans les faillites d'entreprise, dispose d'un pouvoir considérable : il peut licencier des employés

municipaux, privatiser les biens communaux ou encore modifier les conventions collectives négociées avec les syndicats. Le tout sans aucun mandat électif, mais prétendument dans l'intérêt de la municipalité, afin de « redresser ses comptes ». Colmater les brèches budgétaires d'une ville en interdisant à ses électeurs de se prononcer sur les décisions économiques qui affectent leur existence et leur avenir n'est pas seulement attentatoire à la démocratie, c'est une façon commode de faire payer les victimes pour éviter de changer de politique.

En effet, fort de cette prise de contrôle, le gouverneur a pu précipiter Detroit dans une procédure de faillite qui menace d'am-

puter les retraites et les dépenses de santé, la moitié de la dette de la ville provenant de ces deux postes budgétaires. Or les revenus versés aux employés municipaux, actifs ou retraités, constituent bien souvent l'ultime carburant susceptible d'alimenter l'économie locale. Tair ce réservoir – le dernier filet de sécurité pour les populations les plus vulnérables – ne fera qu'aggraver la situation.

La débâcle budgétaire de Detroit constitue un tournant lourd de conséquences, non seulement pour l'Amérique citadine, mais pour le pays tout entier. Il y a cinquante ans, les Etats-Unis prenaient au sérieux la politique urbaine. Des maires de grandes villes jouaient les premiers rôles sur la scène politique nationale ; les deux principaux partis politiques réfléchissaient à des « stratégies urbaines » et jugeaient vital d'investir dans les infrastructures locales et le développement économique. Mais au fil des ans leur engagement dans ce domaine s'est effiloché, au point qu'aujourd'hui les démocrates tournent le dos aux villes qui votent le plus massivement pour eux tandis que les républicains ravivent la vieille hostilité conservatrice contre les zones urbaines.

Detroit ne constitue nullement une exception dans un pays où plus de 80 % des habitants vivent en ville. Rien que dans le Michigan, cinq autres municipalités (Benton Harbor, Ecorse, Flint, Pontiac, Allen Park), ainsi que plusieurs districts scolaires (Highland Park, Muskegon Park...), ont été placés sous la tutelle d'un « gestionnaire d'urgence » par le gouverneur Snyder. Ensemble, ils abrètent à peine 10 % de la population de l'Etat mais concentrent la moitié de sa population afro-américaine. Si bien que le représentant démocrate du Michigan au Congrès, M. John Conyers, s'inquiète de la « *composante raciale à l'œuvre dans l'application de la loi* (3) » sur la gestion d'urgence.

* Journaliste, auteur avec Robert W. McChesney de *Dollarocracy : How the Money and Media Election Complex Is Destroying America*, Nation Books, New York, 2013.

ARCHIVES



JANVIER 2010

« La ville afro-américaine qui rétrécit »

PAR ALLAN POPELARD ET PAUL VANNIER

DANS le ghetto de Detroit, la ville se consume et disparaît peu à peu. Elle ne subsiste que par fragments. Dans certains blocs ne restent que deux ou trois demeures habitées. La ville prend alors des allures de cité engloutie : les carcasses carbonisées, les parkings abandonnés, les usines désaffectées l'ont transformée en une vaste friche. A l'horizon désert, herbes et arbres arasent les maisons désolées. L'urbain se décompose. Les densités se font rurales. Le paysage s'ensauve lorsque s'y mêle le chant du coq ou les stridulations incessantes des sauterelles. A Detroit, les sons de la nature résonnent dans la ville.

Si 35 % du territoire municipal est inhabité, c'est qu'en un demi-siècle, fait rare dans l'histoire urbaine mondiale, *Shrinking City* (« la ville qui rétrécit ») a perdu plus de la moitié de sa population. A l'exception des abords de l'université ou de l'heure de la sortie des écoles, seuls quelques piétons errent sur les trottoirs de Woodward, Michigan ou Gatiot, les principales avenues de la ville. Avec la crise des subprime, son dépeuplement s'est encore aggravé. (...)

Entre janvier 2008 et juillet 2009, le taux de chômage y a presque doublé, passant de 14,8 % à 28,9 %. (...) En raison de sa spécialisation fonctionnelle, Detroit s'est révélée très vulnérable aux variations des cycles économiques. Le fordisme – dont la matrice, l'usine Crystal Palace, fut construite en 1908 par Albert Kahn – avait fait de la ville des « Big Three » (General Motors, Ford et Chrysler) le centre mondial du capitalisme industriel. Pendant la première moitié du XX^e siècle, l'important besoin en main-d'œuvre d'usines tournées vers la production de masse et les salaires relativement élevés offerts aux ouvriers de l'automobile attirèrent de nombreux travailleurs : des Noirs fuyant les Etats racistes du Sud, mais aussi des étrangers, venant de Grèce et de Pologne notamment. La seconde guerre mondiale, pendant laquelle Detroit, « arsenal de la démocratie », fut au cœur de l'effort de guerre américain, constitua l'acmé de la ville.

Tiré du DVD-ROM Archives, 1954-2012,
www.monde-diplomatique.fr/archives



YVES MARCHAND ET ROMAIN MEFFRE. « Les Ruines de Detroit », 2010

Les municipalités sous tutelle pourraient suivre la trajectoire de la dizaine de villes et comtés qui, ces trois dernières années, ont dû se déclarer en cessation de paiement, sans soulever la moindre réaction de l'Etat fédéral : San Bernardino, Stockton et Vallejo en Californie, Jefferson County dans l'Alabama, Harrisburg en Pennsylvanie, Central Falls dans le Rhode Island... A chaque fois, les mêmes causes ont produit les mêmes effets : le départ des activités a engendré un appauvrissement de la population, qui a provoqué une diminution des recettes ; laquelle a justifié des mesures d'austérité qui n'ont fait que renforcer les

problèmes budgétaires, au point de précipiter la ville vers la banqueroute. Avec ses trois cent mille habitants et ses 700 millions de dollars de dette, Stockton préfigure ce qui pourrait arriver à Detroit. En faillite depuis le 28 juin 2012, la ville a connu une cure d'amaigrissement qui a provoqué le licenciement de 25 % des policiers, 30 % des pompiers et environ 40 % des employés administratifs municipaux. Mais cela n'a pas suffi : un an après la banqueroute, une réduction des pensions de retraite des employés municipaux était annoncée, afin d'économiser 2,5 milliards de dollars au cours des trente prochaines années.

La gourmandise des trouble-fête

SEULON les républicains, les villes en faillite ne devraient s'en prendre qu'à elles-mêmes. Ainsi, depuis des années, le gouverneur Snyder s'acharne à discréditer les élus locaux, les syndicats du service public et les retraités, jugés trop gourmands. A l'entendre, il suffirait d'écartier ces trouble-fête pour que tout rentre dans l'ordre. Le sénateur républicain de la Caroline du Sud, M. Lindsey Graham, fait entendre le même son de cloche lorsqu'il déclare que « *Detroit souffre sans aucun doute de graves problèmes, mais qu'elle les a en partie créés elle-même* (4) ». Le seul reproche que l'on puisse faire à Detroit, comme du reste à n'importe quelle autre ville américaine, c'est que ses électeurs ont parfois voté pour des incompétents. Pour le reste, la municipalité et les syndicats se sont distingués surtout par leur sens du sacrifice. Si le remède consistant à sabrer dans les dépenses publiques produisait les effets qu'on lui prête, « Motor City » ou Stockton seraient aujourd'hui des cités florissantes. En effet, comme le note l'historien Thomas Sugrue, « *entre 1990 et 2013, pour joindre les deux bouts, Detroit a presque divisé par deux le nombre de ses fonctionnaires municipaux* (5) ».

« Depuis trop longtemps, législateurs et régulateurs ferment les yeux devant les municipalités qui se trouvent aux prises avec des déficits budgétaires, un système de retraites non financé et des infrastructures délabrées (6) », dénonce un congressiste du Michigan, le démocrate Dan Kildee. Celui-ci appelle la Réserve fédérale (Fed) à collaborer avec le Congrès en vue de porter remède à la « *défaillance systémique des villes américaines* ». La Fed ayant reçu pour mandat de promouvoir la stabilité économique, c'est-à-dire, en principe, de lutter contre le chômage et de maintenir les taux d'intérêt à long terme au niveau le plus bas possible, M. Kildee, lui-même ancien trésorier de comté, estime qu'il est de son devoir d'étudier les moyens de « *soutenir spécifiquement les villes en faillite* ».

« *Notre système de finances municipales est à bout de souffle*, ajoute-t-il. *Les Etats et le gouvernement fédéral doivent réexaminer la manière dont ils soutiennent les villes et les zones urbaines.* » Outre une politique commerciale plus équitable et des investissements dans les infrastructures, il réclame une subvention globale

pour le développement urbain. Selon l'élu du Michigan, « *il est temps de commencer à réfléchir à la viabilité [des villes] et de mettre en place des mécanismes de soutien aux zones urbaines et périurbaines, qui forment le poumon de notre économie* ».

L'idée de faire intervenir la Fed est d'autant plus judicieuse que le Congrès recharge à accorder aux villes le ballon d'oxygène qu'il a si généreusement délivré aux banques de Wall Street. La Réserve fédérale dispose de l'autorité nécessaire pour contraindre le gouvernement fédéral à intervenir. M. Kildee constate également que les problèmes auxquels se heurtent les villes américaines « *dépassent de très loin la question de la mauvaise gestion locale* ». La crise urbaine relève d'un écheveau complexe dont la responsabilité incombe d'abord à Washington et aux Etats avant de rejoindre sur les villes elles-mêmes. Toutefois, au moment où le Congrès prépare de nouvelles coupes budgétaires, en vertu de ce que le président Barack Obama appelle le « *grand compromis* », la voix d'un Dan Kildee résonne dans le désert.

Pour Detroit, comme pour ses homologues en faillite, le défi le plus urgent consiste à trouver les fonds qui manquent pour régler les prochaines échéances de sa dette. En ce sens, elle se trouve dans la même situation que Wall Street en 2008, quand les grandes institutions financières américaines se sont effondrées. A ceci près que cela avait alors déclenché une réaction immédiate du Congrès, sous forme d'un plan de sauvetage de 787 milliards de dollars et de promesses d'aides supplémentaires en faveur des banques jugées « *trop grosses pour faire faillite* ». Manifestement, le sort des villes américaines intéresse moins Washington.

(1) Lire Laurent Carroué, « *Le cœur de l'automobile américaine a cessé de battre* », *Le Monde diplomatique*, février 2009.

(2) « *Detroit firefighters get 70,000-roll toilet paper gift* », *USA Today*, McLean (Virginie), 6 décembre 2012.

(3) Krissah Thompson, « *Possibility of emergency manager in Detroit prompts civil rights concerns* », *The Washington Post*, 5 janvier 2012.

(4) James Arkin, « *Lindsey Graham's plan to prevent city bailouts* », *Politico*, Arlington (Virginie), 24 juillet 2013.

(5) Thomas J. Sugrue, « *The rise and fall of Detroit's middle class* », *The New Yorker*, 22 juillet 2013.

(6) « *Cities really are too big to fail* », *The Nation*, New York, 22 juillet 2013.

SINGULIERS TÉMOIGNAGES AUPRÈS DU MINISTÈRE AMÉRICAIN DU COMMERCE

Les gros mensonges de Google et Microsoft

En annulant son voyage à Washington prévu en octobre, la présidente brésilienne Dilma Rousseff a souligné la responsabilité de la Maison Blanche dans l'«affaire Snowden»*. Les multinationales de l'Internet sont en revanche souvent épargnées par les commentateurs. En dépit de leurs déclarations vertueuses, elles font pourtant partie du système de surveillance orchestré par les services secrets américains.*

PAR DAN SCHILLER *

PENDANT des années, les autorités américaines ont rudoisé les Etats – Chine et Iran en tête – qui imposaient à leurs citoyens des restrictions sur l'accès à Internet et à son utilisation. Les révélations de M. Edward Snowden sur l'ampleur du système de surveillance des télécommunications mondiales mis en place par Washington n'ont fait que renforcer les doutes qui pesaient déjà sur la sincérité de ces reproches. Mais le problème va bien au-delà de la simple hypocrisie.

En 2010, une commission d'enquête du ministère américain du commerce a pointé l'inquiétude des principaux acteurs du numérique (1). Dans leurs rapports à la commission, ces derniers se sont employés à dénoncer la politique des Etats-Unis concernant la Toile, non sans prendre de multiples précautions – ils n'ont par exemple jamais mentionné directement le programme Prism de la National Security Agency (NSA).

* Professeur de sciences de l'information et des bibliothèques à l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign.

TechAmerica, une association née en 2009 qui regroupe mille deux cents entreprises, a critiqué la volonté du Federal Bureau of Investigation (FBI) d'étendre la loi régulant la surveillance électronique à l'ensemble des moyens de communication. Et de suggérer qu'un tel changement pourrait servir de «*modèle*» à d'autres

pays, avec «*des conséquences tout aussi, voire plus, désastreuses pour les libertés civiles*». L'association a donc appelé à la mise en place de politiques qui «*garantisent la libre circulation de l'information, ici, dans le pays*» (2).

Tout en évitant de se montrer trop précis, Microsoft a estimé qu'à l'étranger «*les utilisateurs avaient eux aussi exprimé des inquiétudes quant au stockage de leurs données aux Etats-Unis, car ils avaient l'impression que le gouvernement américain pouvait y accéder librement*». Avant de conclure : «*Les Etats-Unis et les autres pays doivent prendre en compte l'impact de leurs politiques nationales*» sur le reste du monde (3). On a appris plus tard que l'entreprise fondée par M. Bill Gates collaborait en même temps avec la NSA, en l'a aidant à contourner ses logiciels de cryptage et à intercepter les courriels, conversations Skype et autres services en ligne hébergés par la multinationale (4).

Qui assure la police d'Internet ?

DANS la course à l'hypocrisie, Google n'est pas en reste. «*Protéger et promouvoir la circulation de l'information et la libre expression sont des valeurs fondamentales de Google*», s'est ainsi targuée la multinationale lors des échanges de 2010 ; elle a protesté contre «*les Etats [qui] introduisent des outils de surveillance dans leurs infrastructures Internet*» et enjoint aux Etats-Unis, «*berceau de l'Internet*», de «*continuer d'incarner un exemple de régulation responsable, qui permette aux individus et aux entreprises de bénéficier de la libre circulation de l'information numé-*

rique» (5). Google a longtemps nié avoir permis à la NSA d'accéder à ses serveurs, mais un document PowerPoint de l'agence de sécurité l'a récemment contredit : le mastodonte de la recherche en ligne aurait bel et bien collaboré avec les services de renseignement américains, au même titre que Yahoo, Facebook, Apple, America On Line (AOL) ou Microsoft (6).

Groupe de pression influent qui rassemble des entreprises de toutes tailles (et 200 milliards de dollars de revenus annuels combinés), la Computer & Communi-

cations Industry Association (CCIA) a également affiché une position vertueuse : «*Nous devons reconnaître que la liberté de l'Internet commence à la maison, a-t-elle déclaré à la commission. Nous devons décourager la censure, la surveillance, le blocage et la hiérarchisation des contenus. Si ces procédés sont inévitables, ils doivent être limités dans le temps*,

utilisés à bon escient et mis en œuvre en toute transparence. Enfin, nous ne devons pas nous transformer en police de l'Internet à la place des autres intermédiaires techniques en ligne [hébergeurs, fournisseurs d'accès]. Si les Etats-Unis ne peuvent maintenir un Internet libre et ouvert, il est peu probable que d'autres nations le fassent» (7).

Effet boomerang de la surveillance

LA cible évidente de ces commentaires était un projet de loi devant soumettre les intermédiaires d'Internet à de nouveaux contrôles draconiens. Après deux ans de lutte, le texte a finalement été enterré. Rétrospectivement toutefois, les remarques de ces sociétés au ministère du commerce paraissent fort intéressées. A la différence de la NSA, Microsoft, Google et les autres ont anticipé l'effet boomerang des programmes de surveillance américains qui, une fois découverts, ne nuiraient pas seulement à Washington, mais également à la réputation de ces multinationales, et donc à leurs intérêts économiques. L'enjeu est considérable car, comme le souligne la CCIA, «*quand nous discutons libre circulation de l'informa-*

tion sur Internet au niveau mondial, cela concerne des milliers de milliards de dollars» (8).

Beaucoup de pays contrôlent les activités en ligne de leur population, mais les Etats-Unis le font à une échelle jamais atteinte, se transformant en «*Etat de surveillance global*», pour reprendre la formule du spécialiste Tom Engelhardt. Et ce grâce à la complicité de nombreux acteurs, des moteurs de recherche aux sites d'achats en ligne, des réseaux sociaux aux opérateurs de télécommunication. Pour enrayer cette dérive, il faudrait en revenir aux débats des années 1970-1980 sur la nécessité d'un contrôle démocratique des réseaux de télécommunication.

(1) «*Global free flow of information on the Internet*», ministère du commerce, registre fédéral, 75 (188), Washington, DC, 29 septembre 2010.

(2)

Rapport de TechAmerica à la commission d'enquête «*Global free flow of information on the Internet*», ministère du commerce, 6 décembre 2010.

(3) Rapport de Microsoft à la commission d'enquête «*Global free flow of information on the Internet*», *op. cit.*

(4) Glenn Greenwald, Ewen MacAskill, Laura Poitras, Spencer Ackerman et Dominic Rushe, «*How Microsoft handed the NSA access to encrypted messages*», *The Guardian*, Londres, 11 juillet 2013.

(5) Rapport de Google à la commission d'enquête «*Global free flow of information on the Internet*», *op. cit.*

(6) Charles Arthur, «*Google is not "in cahoots with NSA"*, says chief legal officer», *The Guardian*, 20 juin 2013.

(7) Rapport de la Computer & Communications Industry Association à la commission d'enquête «*Global free flow of information on the Internet*», *op. cit.*

(8) *Ibid.*

LE DÉFI DE LA TRADUCTION DANS LES FORUMS SOCIAUX

Plusieurs langues pour un autre monde

Dans les forums sociaux, des traducteurs bénévoles permettent les échanges entre les centaines de militants venus du monde entier. Cependant, le manque de moyens conduit parfois à privilégier certaines langues au détriment de cultures dites minoritaires, suscitant des incompréhensions et des tensions. En outre, le vocabulaire altermondialiste pose des problèmes inattendus aux interprètes.

PAR JULIE BOÉRI *

ESTION responsable des ressources et des déchets, démocratie participative, commerce équitable, logiciels libres... un forum social doit refléter dans sa propre organisation les changements qu'il appelle de ses vœux. Il doit en particulier assurer le droit des participants à communiquer dans la langue de leur choix ; car, dans ce domaine, on n'échappe pas aux mécanismes de domination. Après le recours à un service conventionnel d'interprétation simultanée en espagnol, portugais, français et anglais pour les séances plénières des deux premières éditions du Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, en 2001 et 2002, des centaines de militants se mobilisent pour la diversité linguistique et pour assurer l'interprétation lors du premier Forum social européen (FSE) à Florence. Ainsi naît le réseau international Babels, présent lors de la plupart des forums organisés ces dix dernières années.

En plus des inévitables langues véhiculaires, Babels propose celles du lieu où se déroule le forum : le hindi et le marathi au FSM de Bombay en 2004, le quechua

au Forum social des Amériques de Quito en 2004, le catalan au Forum social méditerranéen de Barcelone en 2005, le grec au FSE d'Athènes en 2006, le suédois au FSE de Malmö en 2008, la langue des signes britannique (BSL) au FSE de Londres en 2004 et brésilienne (Libras) au FSM de Porto Alegre en 2005, l'arabe au FSM de Tunis en 2013. S'y ajoutent des idiomes stratégiques pour l'extension des forums dans des régions sous-représentées : langues indiennes (telougou, bengali, malayalam) et asiatiques (coréen, indonésien, japonais et thaï) à Bombay, langues méditerranéennes, de l'Europe centrale et de l'Est à Londres, Barcelone et Athènes.

Au-delà de la diversité linguistique, les discours, mots et concepts échangés dans l'enceinte de ces manifestations présentent des difficultés pour les interprètes professionnels. Pour préparer le terrain, les volontaires de l'association Ecos, établie à la faculté de traduction et d'interprétation de l'université de Grenade, ont inventé la préparation situationnelle («*sit-prep*»). Cette formation, organisée selon les langues et les seuils de difficulté, permet aux novices de s'essayer à l'interprétation simultanée avec des vidéos enregistrées lors de forums précédents.



RON WADDAMS.
– «*We the People...*»
(Nous, le peuple...), 1984

Les problèmes de traduction deviennent sources de richesse culturelle grâce au projet Lexicons, qui consiste à élaborer des glossaires plurilingues de mots-clés liés aux grandes thématiques débattues. «*Les interprètes volontaires sont les filtres sur lesquels achoppent tous les problèmes de communication du mouvement altermondialiste*» (1), explique Mme Stéphanie Marseille, animatrice de Lexicons. Ainsi, les notions de «*marchandisation*» ou d'*«altermondialisme»*, dont la traduction dans plusieurs langues est désormais pleinement assumée, posaient problème lorsqu'elles ont commencé à être utilisées.

«L'espéranto de l'Europe de l'Est»

AFIN d'alléger le poids de l'interprétation dans le budget, Babels décide parfois de couvrir les besoins de certaines associations qui tiennent des événements en amont et en marge du rassemblement, en échange du défraiement des billets, voire du logement, des volontaires. Cette stratégie n'est toutefois pas sans entraîner un risque de concurrence déloyale vis-à-vis des interprètes professionnels locaux. Ces derniers, membres ou non du réseau, ne viennent pas d'un bon œil une prestation bénévole

Organisations et militants devraient être sur un pied d'égalité quant au droit à la communication ; et ce quels que soient leurs modes de fonctionnement, leurs positions idéologiques et leurs ressources financières. Atteindre cet objectif requiert une mutualisation des ressources, laquelle peut prendre plusieurs formes. Idéalement, les coûts (matériel pour les cabines d'interprétation simultanée, billets des interprètes volontaires, impression du programme, etc.) sont couverts par un fonds de solidarité constitué par les organisations participantes selon leurs capacités. S'y ajoutent des financements publics et privés.

proposée à des organisations ayant parfois plusieurs millions d'euros de budget annuel.

Une autre méthode mise en œuvre pour pallier les insuffisances de la levée de fonds consiste à instaurer des frais d'inscription pour les organisations participantes, avec un supplément en fonction du nombre de langues d'interprétation demandées. Mais, ce faisant, on met à mal le principe de participation égalitaire sur lequel se fonde le volontariat.

Pour que la diversité linguistique ne soit pas seulement de façade et implique une réelle démocratisation, il incombe aussi aux forums de mobiliser, d'assembler préparatoire en assemblée préparatoire, les communautés linguistiques et culturelles visées. Or la multiplication des forums et leur complexité logistique conduisent à un certain essoufflement, et les langues dominantes gardent un poids prépondérant dans le programme.

La bataille pour la diversité linguistique se heurte parfois à un manque de soutien des organisateurs eux-mêmes, qui ne cernent pas toujours l'enjeu. Chargée de mobiliser des volontaires pour les langues de l'Europe centrale et de l'Est pour le FSE d'Athènes, Mme Barbora Molnarova raconte que, à l'occasion de l'organisation de l'assemblée préparatoire à Prague, en 2005, les animateurs tchèques réclamaient du français, de l'anglais et du russe – qu'ils considéraient comme «*l'espéranto de l'Europe de l'Est*» (2) – plutôt que du grec et du tchèque.

Les écarts entre la planification et les besoins réellement observés peuvent inciter les organisations à embaucher des interprètes rémunérés – ce qui crée des tensions avec les bénévoles – ou à modifier le planning linguistique des salles à la dernière minute. Ainsi, à Athènes, des interprètes de langues minoritaires s'étaient plaints d'avoir été congédiés de leurs cabines pour faire place à des interprètes de langues jugées plus «*utiles*» par les organisateurs. Au programme du FSM de Tunis, cette année, ne figuraient que des langues véhiculaires (arabe, français, espagnol et anglais), signe d'un manque de soutien aux langues minoritaires comme le tamazight (berbère). Une brèche semble s'ouvrir entre principes politiques et pratiques logistiques. Interprètes et autres acteurs volontaires du multilinguisme ont un rôle essentiel à jouer pour la refermer.

(1) «*Réflexion sur les langues dans le mouvement altermondialiste*», séminaire FSE 2003, 30 novembre 2003, www.babels.org

(2) «*Report from Prague EPA*, May 27/29, 2005», 11 septembre 2005, www.babels.org

* Membre du réseau Babels et enseignante-rechercheuse en communication, université Pompeu Fabra, Barcelone.

La société catalane se

Peu impressionnée par le succès de la chaîne humaine organisée le 11 septembre 2013 par les partisans de l'indépendance, la Commission européenne a réaffirmé qu'une Catalogne souveraine sortirait de facto de l'Union. Même si la décision finale appartient aux Etats membres, Bruxelles jette ainsi le doute sur la stratégie des indépendantistes, largement basée sur les bénéfices tirés du Marché unique et de ses mécanismes de solidarité.

PAR JEAN-SÉBASTIEN MORA *

LE 11 septembre 2013, jour de la Diada, la fête nationale catalane, Barcelone baigne dans un nuage de drapeaux indépendantistes sang et or. Plaça Catalunya, Mme Anna Ferri, une enseignante d'une quarantaine d'années, dirige des anonymes venus former la «via catalana», la chaîne de quatre cent mille personnes qui traverse la province du nord au sud. Donner une «visibilité internationale à l'idée d'une Catalogne indépendante», c'est l'objectif de l'Assemblée nationale catalane (ANC), un collectif de trente mille membres. «Tout le monde doit être en place à 17h14», martèle Mme Ferri. Le choix de l'heure fait écho au 11 septembre 1714, date de la fin de l'indépendance de la Catalogne après la prise de Barcelone par les partisans de Philippe d'Anjou, lors de la guerre de la Succession d'Espagne (1). Mme Ferri explique s'être toujours affirmée indépendantiste, mais sans vraiment s'engager, estimant utopique son idéal politique. Le basculement survient pour elle en mars 2012, lors de la création de l'ANC. Désormais convaincue que «les choses bougent de manière très rapide», Mme Ferri devient la coordinatrice politique de son quartier.

Selon M. Mario Domínguez, sociologue à l'université Complutense de Madrid, «pour la première fois depuis la transition

«Nous sommes une nation»

FAIT nouveau en 2010, la question de la souveraineté catalane sort des jalons parlementaires, après que le Tribunal constitutionnel espagnol a rejeté plusieurs articles de l'Estatut, notamment toute référence à la «nation catalane». Et ceci alors que le texte avait été adopté par 73 % des électeurs locaux. «Madrid n'a pas respecté notre vote. Nous avons eu le sentiment d'être spoliés», se souvient Mme Ferri. De vastes manifestations sont organisées et culminent le 10 juillet 2010 avec une marche de centaines de milliers de personnes lancée par Omnium Cultural, une association de promotion de la langue et de l'identité catalanes. A l'exception du PP et du Parti de la citoyenneté (Ciutadans), les formations politiques catalanes soutiennent cette initiative connue sous le nom de «Som una nació. Nosaltres decidim» («Nous sommes une nation. Nous autres décidons»).

La Catalogne est la région la plus riche d'Espagne : avec un produit intérieur

* Journaliste.

brut (PIB) par habitant de 27 430 euros en 2012, elle se situe au-dessus de la moyenne nationale (22 700 euros) et de celle de l'Union européenne (25 134 euros). Cependant, même si l'économie constitue un facteur important du positionnement identitaire, les manifestations de 2010 suggèrent que la question linguistique continue à alimenter le moteur du nationalisme. De plus, l'affirmation catalane s'inscrit dans une perspective historico-politique remontant au X^e siècle, pas nécessairement constante, mais très ancrée dans le caractère composite de la couronne d'Espagne, associant royaume de Castille et royaume d'Aragon-Catalogne. Par quatre fois, la république catalane a été proclamée depuis le XVII^e siècle (4). Après le rattachement à la France (1812-1814), sous la forme de quatre départements pendant la période napoléonienne, l'importance de la révolution industrielle en Catalogne crée les conditions d'émergence de la Renaixença au XIX^e siècle, un mouvement culturel inscrit dans le romantisme européen, puis du syndicalisme et de l'anarchisme jusqu'à

Madrid se réjouit

L'AUSTÉRITÉ anéantira-t-elle le système de santé espagnol ? Dès les premières lignes de l'étude qu'il vient de réaliser, le *British Medical Journal* donne le sentiment d'avoir trouvé la réponse à sa question (1).

Dans un pays où une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté (612 euros par mois), le budget des services sociaux et de santé a été amputé de 13,65 % en 2012. Premières victimes : les migrants sans papiers, qu'un décret royal a privés de couverture médicale (hors soins urgents, pédiatriques et prénaux). Moins remboursés, les médicaments coûtent 60 % plus cher pour un salarié moyen. Fermeture d'un tiers des lits d'hôpitaux, réduction des soins d'urgence dispensés la nuit : «Il y a deux jours, je devais envoyer un patient en chirurgie cardiaque de toute urgence mais tous les blocs étaient occupés ou fermés», relate un médecin interrogé dans le cadre de l'étude. «J'ai finalement réussi à transférer la personne vers un hôpital privé, ce qui veut dire que le public va devoir rémunérer une structure privée pour une opération qu'il s'est interdit de réaliser en fermant ses propres blocs...» Pas tout à fait un hasard selon certains : les

personnes chargées de gérer le système de santé «viennent toutes du monde des assurances», observe un docteur. «Leur intention est claire : privatiser la santé et faire des affaires.»

Conclusion ? «L'Espagne démontre la pertinence des politiques [d'austérité] mises en œuvre dans la zone euro», a récemment proclamé le ministre de l'économie et de la compétitivité Luis de Guindos. «Nous avons adopté des réformes impopulaires. (...) Mais nous voyons la lumière au bout du tunnel (2).» Le gouvernement a annoncé de nouvelles coupes budgétaires dans le domaine de la santé pour l'année 2013.

RENAUD LAMBERT.

(1) Helena Legido-Quigley, Laura Otero, Daniel la Parra, Carlos Alvarez-Dardet, José M. Martín-Moreno et Martin McKee, «Will austerity cuts dismantle the Spanish healthcare system?», *British Medical Journal*, Londres, 13 juin 2013. Sauf mention contraire, toutes les citations sont tirées de cette étude.

(2) Tobias Buck, «Spain lauds austerity as success», *Financial Times*, Londres, 5 septembre 2013.



JOAN PERE VILADECANS. – «Identitat» (Identité), 2007

la guerre civile (1936-1939), qui imprégneront le catalanisme. A contrario, l'idéologie conservatrice «nationale-catholique» que tenta d'imposer le régime franquiste par la répression militaire a longtemps marqué le nationalisme espagnol.

Depuis 2008, la crise a cristallisé la question du déficit fiscal catalan. Selon la Generalitat, la communauté autonome est certes la plus riche, mais elle est aussi la plus endettée (55 milliards d'euros) car elle reverserait trop à l'Etat espagnol. A première vue, il paraît légitime qu'une partie de la richesse de la Catalogne soit redistribuée en Estrémadure, la région la moins favorisée d'Espagne avec un PIB par habitant de 15 394 euros en 2012. Cependant, ce sont d'abord les rapports de forces politiques et la prise en compte de particularismes historiques qui ont défini les règles de redistribution fiscale, notamment le rôle des nationalistes catalans dans la transition démocratique. En d'autres termes, la solidarité intranationale est «une question politique, relative et subjective», analyse Mathieu Petithomme, maître de conférences à Besançon, spécialiste de la question minoritaire en Espagne. Par ailleurs, la majorité des partisans de la souveraineté imaginent qu'une Catalogne indépendante deviendrait membre de l'Union européenne et participerait à la

solidarité économique organisée par les fonds structurels européens.

En 2012, les mouvements populaires catalans s'imposent dans le débat souverainiste, jusqu'alors très institutionnel, en prenant une série d'initiatives inédites : la création de l'ANC; les appels à la désobéissance civile et fiscale; le processus destituant-constituant (5); la création de *territori català lliure* (territoire libre catalan), un regroupement d'un cinquième des

Un profond clivage sociologique

C'EST ainsi que, le 11 septembre 2012, déjà, un million et demi de personnes défilent à Barcelone avec le slogan : «Un nouvel Etat pour l'Europe». «Nous avions comme objectif d'organiser des élections anticipées», nous explique M. Josep Colomer, enseignant et membre du bureau exécutif de l'ANC, «d'obliger le Parlement à proclamer la souveraineté et de demander le droit à l'autodétermination du peuple catalan.» Singularité catalane : au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le mouvement populaire instaure un rapport de forces avec la Generalitat, et donc de manière indirecte avec le pouvoir central à Madrid. Deux jours après la Diada, M. Artur Mas, le président de la Generalitat, responsable de Convergència i Unió (CiU), la droite catalaniste, s'accorde avec l'ANC sur des élections régionales anticipées, qu'il transforme en plébiscite sur l'autodétermination, le 28 novembre 2012. Le scrutin renforce le vote catalaniste avec le bon résultat de l'Esquerre Republicana de Catalunya (ERC), la principale formation de la gauche séparatiste, et cela même si la CiU obtient finalement moins de sièges (6) au Parlement.

Tendre l'oreille à Cornellà de Llobregat, «banlieue-dortoir» sans âme à la périphérie

de Barcelone, c'est parcourir l'Espagne au gré de ses accents régionaux. Attrés par le développement économique remarquable de la Catalogne, un million quatre cent mille Espagnols s'y installent de 1950 à 1975, la plupart provenant des zones rurales d'Andalousie et de Galice. Ainsi, en dépit des politiques d'assimilation impulsées depuis trente ans par la Generalitat, un profond clivage sociolinguistique perdure dans la société. A Cornellà de Llobregat, où les migrants issus d'autres régions ibériques représentent 75 % de la population, on utilise rarement, voire jamais, le catalan et on vote principalement pour le Parti socialiste et le PP de M. Mariano Rajoy. De fait, les deux oppositions gauchiste et catalaniste-espagnole ont toujours considérablement complexifié la vie parlementaire catalane. Or, dans le sillage du scrutin de novembre, les formations qui luttent pour la souveraineté locale, la CiU du président Mas et l'ERC, ont dépassé leur antagonisme historique pour affirmer, le 23 janvier 2013, le «caractère de sujet politique et juridique souverain» du «peuple de Catalogne». Et, pour la première fois, le 11 avril 2013, le Parlement catalan a pris des mesures anticipatoires, comme la mise sur pied d'un Conseil de transition nationale (Consell Assessor

cesc Macià, en 1931, puis par Lluís Companys, en 1934.

(5) Propositions de réforme constitutionnelle au sein desquelles la population est active, contrairement à la Constitution de 1978, qui résultait d'un consensus entre les forces progressistes, celles issues de la dictature et l'armée.

(6) Si l'on compare les scrutins de 2010 et de 2012, l'ERC passe de 62 à 50 sièges, l'ERC obtient 21 sièges (contre 10 en 2010), la Candidatura d'Unitat Popular (CUP), 3 sièges, et Iniciativa per Catalunya-Verds - Esquerra Unida i Alternativa, 9 sièges.

(1) En 1700, Charles II d'Espagne meurt après avoir désigné Philippe d'Anjou comme successeur. Les Catalans appuient la candidature de l'archiduc Charles d'Autriche.

(2) Alicia Fernández García et Mathieu Petithomme, *Les Nationalismes dans l'Espagne contemporaine*, Armand Colin, Paris, 2012.

(3) En contrepartie, les communautés autonomes basques sont tenues de financer une partie des charges générales de l'Etat espagnol, pour l'essentiel la défense et la représentation diplomatique.

(4) Au XVII^e siècle par Pau Claris, au XIX^e siècle par Baldomer Lostau, au XX^e siècle par Fran-

RÉAFFIRMATION DE L'IDENTITÉ CULTURELLE

rallie à l'indépendance

per la Transició Nacional), chargé de conseiller le Parlement pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 2014 et d'examiner la viabilité dans tous les domaines de la nouvelle Catalogne indépendante.

Hasard du calendrier ou tournant historique sur le Vieux Continent ? Les indépendantistes écossais du Scottish National Party (SNP) se sont mis d'accord avec le premier ministre britannique, M. David Cameron, sur la tenue d'un référendum d'autodétermination en 2014. La Flandre, le Pays basque, le Groenland, le Tyrol du Sud, etc. : avec la construction européenne, les «régions-nations» ont tendance à s'affirmer, un phénomène antérieur aux tensions sociales suscitées par la récession dans la zone euro (7). En effet, dès 1982, la Generalitat crée son propre groupe de pression économique auprès de Bruxelles, le Patronat catalan (8). Après l'adhésion du pays à la Communauté économique européenne en 1986, la Catalogne est devenue une actrice majeure de l'Europe des régions en militant au sein de l'Assemblée des régions d'Europe, du Comité des régions, du réseau Eurocities, du quadrigue européen (9), etc.

Cette «paradiplomatie» s'est affirmée en novembre 2012, avec la création du

Conseil de diplomatie publique de Catalogne, Diplocat, qui vient d'ouvrir à Sciences Po Paris un cycle de débats sur le droit des peuples à l'autodétermination. Lorsqu'on l'interroge sur cette dynamique, le chef du gouvernement espagnol, M. Rajoy, a pris l'habitude de déclarer que, «pour figurer parmi les Etats européens, il faut être grand. Les petits ne comptent pour rien». Barcelone se heurte en effet à l'absence de reconnaissance européenne puisque plusieurs Etats redoutent leurs propres mouvements séparatistes et que Madrid invoque régulièrement l'article 4.2 du traité sur l'Union européenne, qui stipule que l'Union doit respecter «l'intégrité territoriale de ses membres».

Dans un courrier adressé au gouvernement espagnol, le 4 octobre 2012, Mme Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, donnait d'ailleurs raison à Madrid. Et, le 16 septembre 2013, Mme Pia Ahrenkilde, porte-parole de l'exécutif bruxellois, confirmait qu'une Catalogne indépendante serait alors un «Etat distinct du reste de l'Union où les traités ne seraient pas applicables». Pourtant, selon M. Alex Salmond, le premier ministre écossais, «l'Ecosse deviendrait automatiquement un membre de l'Union si elle se séparait du Royaume-Uni».

«Retour à un modèle techno-féodal»

PLUS réservé, le Tribunal constitutionnel espagnol a, le 8 mai, suspendu la déclaration de souveraineté catalane du 23 janvier, créant un précédent du genre depuis la transition démocratique de 1975. M. Mas a réagi fermement : «Le peuple catalan n'acceptera pas que sa volonté exprimée démocratiquement par les urnes soit ignorée.» Jusqu'où M. Mas est-il prêt à aller ? Existe-t-il une ligne rouge infranchissable pour le gouvernement de Madrid ?

Une chose semble sûre, l'exercice du droit à l'autodétermination implique désormais une rupture historique avec le légalisme de la CiU à l'égard de l'Etat espagnol. Or, si une bonne partie de l'establishment économique catalan se déclare favorable à l'indépendance, il se montre tout aussi préoccupé par la stabilité des marchés. «C'est pourquoi l'avancée du processus dépendra d'une mobilisation importante des classes populaires catalanes», poursuit M. Colomer. L'ANC enfonce donc le clou : le 1^{er} juin 2013, elle a lancé sa campagne «Signa un vot per la indépendència», dont le but est d'obtenir du Parlement que le référendum d'autodétermination qu'il a promis se tienne avant le 31 mai 2014, prélude à une déclaration unilatérale d'indépendance.

A Reus, petite ville ouvrière entourée d'usines fumantes au sud de Tarragone, la Candidatura d'Unitat Popular (CUP), un parti d'extrême gauche catalaniste, appelle explicitement lors de son meeting à la désobéissance fiscale, une pratique de plus en plus fréquente qui consiste à payer ses impôts non plus au gouvernement espagnol, mais à la Generalitat.

Avec l'élection de trois députés, la CUP a fait une entrée remarquée au Parlement catalan en novembre 2012, autant pour sa conception de la démocratie représentative (mandat non renouvelable et indemnités plafonnées) que pour le franc-parler et la tenue vestimentaire de ses représentants – tee-shirts et boucles d'oreilles – dans l'Hémicycle. «Nous n'avons pas pour objectif la conquête du pouvoir mais la constitution d'une force de proposition, qui pousse le gouvernement catalan vers la rupture», nous explique le député Jordi Salvia, trentenaire alerte. «La libération nationale doit forcément s'accompagner d'un processus de révolution sociale», poursuit-il. Selon M. Salvia, l'arrivée de la CUP dans le jeu parlementaire aurait contraint l'ERC, la gauche catalane, à adopter un projet économique moins social-démocrate.

La question du modèle de développement est évidemment cruciale. Le fait que la Catalogne détienne le PIB le plus élevé de l'Espagne n'est pas forcément synonyme de prospérité pour la population. Dans la seule ville de Barcelone, le taux de pauvreté dépasse 29 %. L'establishment

Seuls restent majoritairement réfractaires les très grands groupes financiers, comme la banque Caixa et l'organisation patronale catalane dans son ensemble.

La sécession de la Catalogne aurait une répercussion profonde sur le royaume ibérique, dont le PIB serait gravement amputé ; il souffrirait aussi d'une perte de représentativité au sein de l'Union européenne et d'une perte de crédit politique en Amérique latine. Cela risquerait également de mettre à mal l'unité de l'Espagne car le Pays basque, bien sûr, ainsi que les autres «pays catalans», comme les îles Baléares (11), pourraient suivre l'exemple. Confronté au cas catalan, le gouvernement de M. Rajoy a choisi de poursuivre la recentralisation, au risque d'alimenter la revendication séparatiste, qu'attisent les scandales de corruption qui, jour après jour, n'en finissent pas d'accabler le PP.

Après la Diada 2013, M. Rajoy est resté très discret, laissant la jeune vice-présidente du gouvernement, Mme Soraya Sáenz de Santamaría, réaffirmer la ligne : pas de réforme constitutionnelle comme l'exigent les socialistes ; pas de référendum comme le réclament les souverainistes. En effet, une rénovation radicale s'est produite au sein de la droite espagnole : baptisée néoconservatisme, cette tendance politique cherche à restaurer les principes d'autorité, de grandeur de la nation et de la religion, tout en défendant une vision

néolibérale de l'économie, à l'image du Tea Party aux Etats-Unis. Un affrontement armé a même été évoqué fin 2012 par l'eurodéputé du PP, M. Alejo Vidal-Quadras : «L'article 8 de la Constitution espagnole confie aux forces armées la défense de l'«intégrité territoriale» de l'Espagne, qui autorise le gouvernement central à reprendre en main une région», a-t-il expliqué. Cette déclaration qualifiée de «postdictoriale» a suscité une levée de boucliers au Parlement européen.

Selon l'universitaire Jean-Pierre Massias, expert auprès de la Commission pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe, «les conflits régionaux en Espagne restent révélateurs des lacunes de la démocratisation de la société espagnole». A la mort de Franco en 1975, ce que l'on nomme la transition démocratique correspond à un changement institutionnel consensuel au cours duquel

l'idéologie fasciste n'a jamais été jugée. Ainsi, presque quarante ans plus tard, le «franquisme sociologique» ne cesse de resurgir dans l'actualité : les rapports accablants d'Amnesty International sur les dérives policières (12), la non-indépendance de la justice (13), l'impunité des politiques impliqués dans des affaires de corruption, ou plus récemment cette proposition du ministre de la justice, M. Alberto Ruiz-Gallardón, de pénaliser l'avortement.

De fait, en Catalogne, l'aspiration à une vraie rupture démocratique s'est fondue dans le sentiment indépendantiste : «Madrid continue à agir selon un colonialisme militaro-religieux qui fait trembler. Il est important de construire une Catalogne où les gens se sentent libres d'être espagnol ou catalan, mais débarrassée d'une Espagne noire», conclut Mme Ferrer.

JEAN-SÉBASTIEN MORA.

(7) Lire Laurent Davezies et Philippe Rekacewicz, «Régions contre Etats-nations», *Le Monde diplomatique*, février 2004.

(8) Joaquín Trigo Portela, Ramon Tremosa i Balcells et Salvador Guillermo Viñeta, «L'empresa catalana en l'economia global», *Papers d'economia industrial*, n° 19, Generalitat de Catalogne, septembre 2003.

(9) En 1998, le Land de Baden-Wurtemberg en Allemagne, la communauté autonome de Catalogne en Espagne, la région Lombardie en Italie et la région Rhônes-Alpes en France signent un accord de coopération multilatéral. Cf. Angélique Bizoux, *Catalogne, l'émergence d'une politique extérieure*, L'Harmattan, Paris, 2006.

(10) Albert Castellanos, «Deu raons per superar la crisi amb independència», *Eines*, n° 13, Barcelone, novembre 2010.

(11) L'expression «pays catalans» désigne les territoires où le catalan est parlé. Le fait que le PP ait interdit à la télévision catalane, TV3, d'émettre à l'extérieur démontre la peur provoquée par le séparatisme.

(12) Amnesty International Espagne, «Adding insult to injury : The effective impunity of police officers in cases of torture and other ill-treatment», 2007, www.amnesty.org

(13) En mars 2010, à Madrid, mille quatre cents juges, soit quasiment la moitié de ceux exerçant en Espagne, manifestaient contre une politisation de la justice.

Avec plus d'1 million de Sociétaires,
on peut déplacer des montagnes

Quand une banque tire sa force de l'esprit coopératif, elle s'appuie sur des valeurs de solidarité, d'écoute et de confiance. Créeée par des enseignants, la CASDEN s'engage ainsi auprès de plus d'un million de Sociétaires à réinvestir leur épargne dans le financement des projets de chacun.

Rejoignez-nous sur casden.fr ou contactez-nous au 0826 824 400*

*Accès téléphonique ouvert de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi (0,15€ TTC/min en France métropolitaine)

BANQUE POPULAIRE

CASDEN

CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture

CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable. Siège social : 91 Cours des Roches - 77161 Nogent-sur-Seine. RCS Meaux, immatriculation ORIAS n° 07 027 38. BIC : SOCOFRPARXXX. Société Anonyme à conseil de surveillance au capital de 467 226 960 €. Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris Cedex 13. RCS Paris n° 08 045 100. Immatriculation ORIAS n° 08 045 042. Immatriculation ORIAS n° 08 045 042 - RCS Paris n° 08 045 042. BIC : SOCOFRPARXXX. Illustration : BENOÎT BROCK & WERNICKE

Agonie silencieuse de la Centrafrique

Deux cent trente mille déplacés internes, soixante-deux mille réfugiés dans les pays voisins... Depuis le coup d'Etat du 24 mars, la Centrafrique, autrefois enfant chérie des présidents français, s'enfonce dans le chaos. Les exactions se multiplient à Bangui. Les cris d'alarme lancés durant l'été par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies semblent enfin tirer les chancelleries de leur torpeur.

PAR VINCENT MUNIÉ *

MAI-SEPTEMBRE 2013, les partisans du président François Bozizé, renversé par un coup d'Etat le 24 mars, lancent une offensive militaire à Bossangoa, dans le nord-ouest de la République centrafricaine (RCA). Ils affirment vouloir reprendre le contrôle du pays, tombé aux mains de la Seleka, une coalition de mouvements rebelles venus du nord (1). Cent personnes auraient péri dans l'attaque. Depuis mars, les combats ont fait des centaines de victimes et provoqué une vaste crise humanitaire affectant plus d'un million d'habitants. Pays pauvre – cent quatre-vingtième en 2013 au classement du Programme des Nations unies pour le développement –, la RCA ne dispose pas de ressources stratégiques. Mais, désormais, c'est l'affondrement de l'Etat tout entier qui se profile, avec à la clé l'apparition d'un vaste territoire d'instabilité et de non-droit en plein cœur du continent, aux frontières de grands voisins explosifs, République démocratique du Congo (RDC), Tchad, Ouganda et Soudan, et au carrefour de l'islam et de la chrétienté.

Silence radio. En mars 2013, les appels à l'aide désespérés de M. Bozizé ne reçoivent, pour la première fois, aucune réponse. La Seleka, maintenue aux portes de Bangui depuis novembre 2011, vient de foncer sur la capitale. Mieux équipée, plus organisée, avec environ quatre mille

combattants, sa puissance militaire est supérieure à celle des Forces armées centrafricaines (FACA) sans formation, sans moyen logistique, et même... sans armes. Sur les cinq mille soldats réguliers, trois mille seulement disposeraient d'un fusil, les autres se voyant cantonnés au rôle de sapeurs-pompiers. Seuls les huit cents hommes de la garde présidentielle semblent en mesure de s'opposer à l'attaque rebelle. Mais ces soldats, redoutés pour avoir renversé le président Ange-Félix Patassé au profit de M. Bozizé en 2003, sont rapidement dépassés, après un court combat dans le nord de la capitale.

Le chef de l'Etat trouve à peine le temps de fuir : il franchit l'Oubangui pour se réfugier en RDC. De leur côté, les soldats africains de la Force multinationale de l'Afrique centrale (Fomac), envoyée en interposition par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac) en 2008, et les six cents Français du détachement «Boali», déployé pour protéger les ressortissants lors du coup d'Etat de 2003, restent l'arme au pied. Alors qu'en mars 2007 une opération parachutiste française, appuyée par des éléments tchadiens, avait chassé les rebelles de Birao près de la frontière soudanaise (2), cette fois Paris et N'Djamena semblent avoir abandonné leur allié.

Un patchwork de factions politiques

TOMBÉE aux mains de la Seleka, Bangui est aussitôt le théâtre de pillages et d'exactions, souvent dirigés contre tout individu suspecté d'avoir soutenu le président déchu. Les locaux de l'Organisation des Nations unies (ONU), notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), sont dévalisés. Etrangement, l'ambassade de France se contente de mesures minimales pour protéger les mille deux cents expatriés, alors qu'ils sont directement menacés.

Présents depuis l'indépendance (*lire l'encadré*) en vertu d'un accord de défense, les parachutistes et mousquins français restent cantonnés dans leur camp de Mpoko. Il est vrai que les risques d'une intervention sont très nombreux : la Seleka se révèle un patchwork de factions politiques de toutes origines. Ainsi on y repère des rebelles tchadiens du colonel Aboud Moussa Mackaye, des janjawids soudanais échappés du conflit au Darfour, des troupes venues du nord, dont le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) et l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) – une coalition créée en 2006 dans le nord du pays par des partisans de M. Patassé, des déçus de M. Bozizé et des soldats en déshérence.

M. Michel Djotodia, musulman du Nord, culturellement proche du Soudan et chef de l'UFDR, est désigné chef de l'Etat par acclamation, et placé à la tête d'un Conseil national de transition (CNT) créé ad hoc. Sans grande légitimité populaire à Bangui, la Seleka fait preuve d'ouverture en accueillant au sein du CNT des membres de l'opposition et de l'ancien gouvernement, et en maintenant M. Nicolas Tiangaye au poste de premier ministre. Ce dernier – une figure de la défense des droits de l'homme – avait été nommé à l'issue des accords de Libre-

ville (Gabon) de janvier 2013 entre la Seleka et le gouvernement de M. Bozizé.

Pourtant, malgré ces signes apaisants, une autre réalité s'impose sur tout le territoire : les soldats de la Seleka font régner la terreur sous divers prétextes, dont le désarmement de la population. Des cas de haine religieuse sont apparus. Les rebelles importent avec eux l'islam du Nord dans un Sud majoritairement catholique. En prêtant serment, le 18 août dernier, M. Djotodia est ainsi devenu le premier président musulman du pays. Mais en cette fin d'été, les incidents et meurtres se sont multipliés dans la capitale. Le 7 septembre, la conquête de Bossangoa par les partisans de M. Bozizé, qui s'en prenaient aux musulmans soutiens du pouvoir, a provoqué des batailles à répétition et une répression antichrétienne meurtrière par la Seleka.

La Centrafrique se trouve au point mort. La mécanique instable des micro-échanges vivriers qui tissent jour après jour la survie de la plupart des quatre millions cinq cent mille Centrafricains est grippée par l'insécurité. De son côté, échaudée par les événements du printemps, l'ONU n'a redéployé qu'une partie de son dispositif. Le 14 septembre, M. Djotodia annonce même la dissolution de la Seleka sans préciser qui contrôlera ses quinze mille hommes. Renforcés par l'enrôlement de toutes sortes de supplétifs armés (3), les «seigneurs de la guerre» n'ont que faire d'un fantomatique pouvoir central.

D'ailleurs à quoi bon ? En dehors de la capitale, l'Etat n'existe plus. Suivant les régions, cet effondrement ne date pas d'hier. En 2013, ce pays, plus étendu que la France, voit la majorité de son territoire dénué de toute infrastructure. A l'exception de celles qui vivent aux abords de Bangui, les populations sont livrées à elles-mêmes, y compris pour se protéger de toutes sortes de prédateurs armés,



nouveaux moyens de projection et la redéfinition de la politique française de la région font désormais largement préférer le Gabon. Les deux bases historiques de Bouar et Bangui, camps de base de toutes les opérations équatoriales postindépendances (Rwanda, RDC, Tchad, Congo), ont été abandonnées en 1998.

Sur le plan diplomatique, la situation apparaît tout aussi sombre. Aucun des «amis» de M. Bozizé (France, Tchad, Afrique du Sud, Ouganda) ne lui est venu en aide, et la «communauté internationale» a brillé par son silence. Il est vrai que la France est, depuis janvier 2013, engagée sur un autre terrain africain, le Mali. Pourtant, l'armée tricolore a toujours façonné la vie politique de la Centrafrique en plaçant ses protégés, quitte parfois à les destituer par la suite. Le «lâchage» de M. Bozizé ne s'accompagne pas d'une once d'intérêt pour l'avenir du pays. Au Mali, Paris a tout fait pour donner un cadre légal à la transition, en obtenant, par le truchement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), la nomination de M. Dioncounda Traoré, président par intérim, avant d'imposer les élections de juillet 2013. Rien de tout cela pour la Centrafrique, si ce n'est un blanc-seing accordé à la médiation de la Ceeac, menée par les présidents Idriss Déby (Tchad) et Denis Sassou Nguesso (République du Congo), dans le dos de l'Union africaine. A la tête de régimes autoritaires, les deux chefs d'Etat sont des alliés historiques de Paris.

Montée en puissance du Tchad

LE président tchadien fut l'un des instigateurs de la prise de pouvoir de M. Bozizé en 2003 et pendant dix ans son principal soutien régional en alimentant de ses troupes les forces d'interposition locales, dont celles de la Fomac. Pourtant, la reconnaissance de la légitimité de la Seleka, alors même que des rebelles tchadiens auraient été le fer de lance de l'assaut sur Bangui, traduit la montée en puissance de M. Déby. En outre, en participant à la guerre malienne aux cotés des Français et en s'imposant comme un interlocuteur majeur en RCA, celui-ci se positionne comme le grand leader de la sous-région. Il redore ainsi son blason terni par la pluie de critiques que lui adressent les défenseurs des droits humains. Bien entendu, M. Bozizé, réfugié à Paris, a beau jeu de rappeler qu'il a été élu «démocratiquement» et qu'il reviendra au pouvoir... Mais la page semble tournée. En reconnaissant le CNT dès le mois de juin, puis en dressant un calendrier de retour à la démocratie avec l'instauration d'élections dans dix-huit mois, la Ceeac entérine le coup d'Etat.

Cependant, à la mi-juillet 2013, les rapports de la mission conjointe de l'Union européenne et de l'ONU, dirigée par Mme Kristalina Georgieva, commissaire européenne à la coopération et aux affaires humanitaires, et Mme Valerie Amos, secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires, ainsi que les déclarations du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, le général sénégalais Babacar Gaye, commencent à secouer les chancelleries. L'Union africaine annonce le remplacement, d'ici la fin de l'année, de la Fomac par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), dotée cette fois de trois mille six cents hommes (5).

De son côté, Mme Fatou Bensouda, procureure de la Cour pénale internationale (CPI), fait part, le 7 août, de «sa préoccupation pour les crimes perpétrés en RCA».

Le 23 août, alors que la tension internationale monte à propos d'une intervention militaire en Syrie, Paris semble se réveiller. Après avoir reçu les représentants d'associations mobilisées à Bangui, le président François Hollande insiste sur «la nécessité absolue de rétablir la sécurité pour l'accès de l'aide humanitaire aux populations» et annonce son intention de saisir le Conseil de sécurité fin septembre. Une prise de position face au désastre humanitaire en cours, contenant en filigrane le danger de «somalisation» du pays. La RCA est d'ores et déjà un immense territoire hors de tout contrôle. Faudra-t-il se satisfaire de voir s'installer au centre de l'Afrique un no man's land supplémentaire, livré à toutes sortes de groupes extrémistes, religieux ou émanations de puissances étrangères, trouvant là un espace de repli ? De Boko Haram à l'Armée de résistance du Seigneur (6), sans oublier Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), les prétendants sont légion...

Une histoire violente

1^{er} décembre 1958. Barthélémy Boganda, président du Grand Conseil de l'Afrique-Equatoriale française (AEF), propose de créer une république centrafricaine composée de l'Oubangui-Chari, du Tchad et du Gabon.

29 mars 1959. Boganda décède dans le crash non élucidé d'un Noratlas.

13 août 1960. Proclamation de l'indépendance de l'Oubangui-Chari sous le nom de République centrafricaine (RCA). Le président David Dacko instaure un régime à parti unique.

1^{er} janvier 1966. Coup d'Etat du colonel Jean Bédel Bokassa.

4 décembre 1977. Bokassa, soutenu par Paris, est couronné empereur.

21 septembre 1979. Bokassa est déposé au profit de Dacko avec l'aide de l'armée française (opération «Barracuda»).

1^{er} septembre 1981. Coup d'Etat du général André Kolingba, qui instaure un régime militaire.

Septembre 1993. Ange-Félix Patassé est élu président. Il est réélu en 1999.

16 mars 2003. Coup d'Etat du général François Bozizé, qui remporte les élections présidentielle et législatives du printemps 2005.

2006. Début de la rébellion dans le Nord.

24 mars 2013. La Seleka s'empare du pouvoir.

14 septembre 2013. Dissolution annoncée de la Seleka.

(1) L'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de M. Michel Djotodia, le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) de M. Abdoulaye Miskine, la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de M. Abdoulaye Hissène et la Convention patriotique du salut du Kodro (CPSK) de M. Mohamed Moussa Dhaflane.

(2) Lire «En Centrafrique, stratégie française et enjeux régionaux», *Le Monde diplomatique*, février 2008.

(3) Dont une estimation de trois mille cinq cents enfants-soldats selon l'OCHA, 6 septembre 2013.

(4) A la suite de la chute des cours consécutifs à la catastrophe de Fukushima.

(5) Depuis quinze ans, la RCA connaît la présence de forces d'interposition aux acronymes labyrinthiques, d'origines multilatérales diverses, mais bien souvent inoffensives : Minurca, Fomuc, Fomac, Eufor, Micopax et Misca.

(6) Lord's Resistance Army (LRA) de M. Joseph Kony, issue de l'Ouganda, et installée de longue date dans l'est du pays.

CE QUE RÉVÈLE LA CRISE SYRIENNE

En quelques jours, on est passé de la perspective de bombardements américains et français en Syrie (pages 1, 16 et 17) à des négociations entre Washington et Moscou. Téhéran, jusqu'ici enfermé dans son soutien inconditionnel à Damas, laisse entrevoir de possibles ouvertures (pages 14 et 15). Ce chassé-croisé reflète les changements de l'ordre international, qui peine à se recomposer depuis la fin de la guerre froide, chahutant

même les règles de la sécurité collective (pages 16 et 17). L'ampleur des conflits qui secouent le Proche-Orient et le Maghreb ainsi que l'affaissement des Etats (carte pages 14 et 15) devraient pourtant redonner sa place à la diplomatie. S'ils cherchent toujours à contenir l'Iran et à rassurer Israël comme l'Arabie saoudite, les Etats-Unis regardent de plus en plus vers l'Asie, avec en ligne de mire la Chine (lire ci-dessous).

Le grand écart de Washington

PAR MICHAEL T. KLAIRE *

DEPUIS les débuts de la guerre civile en Syrie, le président Barack Obama a fait savoir qu'il préférait éviter une intervention directe des Etats-Unis. Selon lui, l'Amérique a déjà livré assez de guerres au Proche-Orient, et ce conflit ne menace pas ses intérêts fondamentaux. Pourquoi alors avoir fait volte-face en menaçant le régime syrien de frappes militaires ciblées après l'utilisation, le 21 août, d'armes chimiques contre la population civile ? Pourquoi le conflit s'est-il déplacé soudain des marges jusqu'au centre des priorités stratégiques américaines ? Pourquoi à ce moment particulier ?

Jusqu'alors, le conflit syrien occupait un rôle négligeable dans la politique extérieure de Washington. Même après deux années de combats sanglants et plus de cent mille morts, la classe politique restait majoritairement hostile à une implication plus franche. Le président Obama s'était contenté du service minimum en appelant son homologue syrien, M. Bachar Al-Assad, à quitter le pouvoir et en promettant une assistance technique aux factions laïques et modérées de l'insurrection. Il refusait de livrer à ces dernières les armes lourdes qu'elles réclamaient et d'engager une action susceptible de modifier le rapport de forces sur le terrain.

Devant l'extension des massacres et des pertes civiles, M. Obama avait certes accepté dès 2012 d'accroître l'aide américaine aux insurgés et d'envisager le scénario d'une opération militaire limitée. Mais en précisant immédiatement que celle-ci n'entrerait en vigueur que si M. Al-Assad franchissait la « ligne rouge » en recourant aux gaz toxiques ou en les fournissant à des groupes armés proches du régime (1).

En transgressant la limite publiquement tracée par la Maison Blanche, l'attaque chimique du 21 août appelait donc une réaction militaire, faute de quoi la première puissance mondiale se discréderait devant la « communauté internationale ». « En refusant d'agir, nous porterions atteinte à la crédibilité des autres engagements sécuritaires souscrits par les Etats-Unis », a expliqué le ministre de la défense, M. Charles (« Chuck ») Hagel. *Le nom des Etats-Unis doit signifier quelque chose. Il s'agit d'un enjeu vital pour la politique étrangère et pour les engagements qui nous lient à nos alliés* (2).

Tandis qu'enflait l'hostilité de l'opinion américaine envers des frappes contre Damas, les calculs stratégiques de Washington ont été altérés par deux facteurs : d'une part, l'implication dans le conflit syrien d'acteurs régionaux déterminés à exploiter les événements pour défendre leurs intérêts propres, par des livraisons d'armes ou une participation directe aux combats ; d'autre part, la place grandissante prise en leur sein par des adversaires stratégiques des Etats-Unis, comme l'Iran et le Hezbollah (lire l'article page 14) (3). Le désir manifesté par M. Obama de maintenir la Syrie à la périphérie des intérêts américains se heurtait, selon lui, à l'intention de ces divers groupes de tirer profit de cette « négligence ».

Aux yeux de Washington, le Proche-Orient est tiraillé par deux centres de gravité : Israël à l'ouest, les monarchies pétrolières à l'est. Si l'alliance avec Tel-Aviv demeure le socle de sa politique dans la région, les pays du Golfe conservent un rôle-clé comme détenteurs de la manne énergétique et contrepoids à la puissance iranienne. Depuis des décennies, l'intérêt stratégique des Etats-Unis consiste à



Les images qui accompagnent ce dossier sont de Youssef Abdelke.
Elles sont extraites de la série « Figures ».

En exil, ce peintre syrien, très critique du régime, est retourné à Damas en 2005. Arrêté en juillet 2013, il a été libéré à la suite d'une large mobilisation internationale.

GALERIE CLAUDE LEHAND, PARIS

garantir la sécurité d'Israël et de l'Arabie saoudite, ainsi que d'assurer l'écoulement sans entraves du pétrole en provenance du golfe Arabo-Persique sur les marchés mondiaux – une politique qui se traduit par une ingérence massive dans les affaires locales et, à l'occasion, par des expéditions militaires (4).

Jusqu'à présent, la Syrie ne les intéressait donc que dans la mesure où elle interférait avec les intérêts d'Israël et des monarchies pétrolières. En vertu de quoi, Washington salua chaleureusement la participation de Damas à la coalition anti-irakienne rassemblée en 1990 par le président George H. W. Bush, tout en condamnant avec vigueur le soutien syrien au Hezbollah libanais. En elle-même, la Syrie importait peu.

MÊME ce que l'on a appelé le « printemps arabe » de 2011 n'entama pas cette indifférence : alors que Washington joua un rôle déterminant dans les transitions politiques en Egypte, en Libye et au Yémen, il se tint à l'écart des secousses syriennes. C'est seulement lorsque l'attention des puissances régionales s'est focalisée sur la Syrie que celle-ci a fini par s'imposer sur l'échiquier américain.

Parmi ailleurs, les dirigeants israéliens s'inquiètent des conséquences du conflit à leurs frontières : la dépendance croissante de M. Al-Assad à l'égard des renforts du Hezbollah pourrait provoquer un arrivage massif d'armes syriennes dans le sud du Liban, tandis que la fragile Jordanie, alliée importante des Etats-Unis, se trouve déstabilisée par l'afflux de réfugiés fuyant les combats. De leur côté, les monarchies pétrolières se sont emparées de la crise pour se livrer à une guerre par procuration contre l'Iran, chaque camp cherchant à mettre en échec l'ingérence de l'autre (5).

Le 31 mai dernier, un influent dignitaire religieux sunnite installé au Qatar, le cheikh Youssef Al-Qaradaoui, appellait par exemple les sunnites du monde entier à se rendre en Syrie pour combattre le Hezbollah et l'Iran, qualifiés d'*« ennemis de l'islam »*.

Comme si cela ne suffisait pas, la Russie partage depuis longtemps avec Damas nombre d'intérêts communs, notamment une base navale à Tartous – la seule implantation militaire russe hors de l'ancien empire soviétique – et des contrats de livraison d'armes (avions de chasse, missiles ultraperfectionnés...). Ces contrats, même s'ils ne sont pas toujours honorés, dépassent les 4 milliards de dollars. Par ailleurs, les investissements russes dans le pays (pour améliorer les infrastructures, le réseau énergétique ou les capacités touristiques) atteignent en moyenne près de 20 milliards de dollars par an. Installée à deux cents kilomètres à l'est de la ville de Homs, une usine de traitement de gaz naturel a par exemple été construite par Stroytransgaz, une entreprise dont le siège social est situé à Moscou (6).

Cette affirmation de la puissance russe n'a pas échappé aux conseillers militaires de la Maison Blanche, qui, depuis plusieurs mois, militent de plus en plus ardemment pour une intervention armée, seule à même, calculent-ils, de garder intacte la zone d'influence américaine. En juin, la décision de M. Obama de livrer aux rebelles des armes de combat, en plus des équipements « non létaux » qu'ils recevaient déjà, a reflété un changement d'orientation. Au même moment, le président décidait également d'intensifier ses démarches diplomatiques en vue d'une résolution non militaire du conflit (7).

S

ELON des conseillers de la Maison Blanche souhaitant conserver l'anonymat, ces discussions informelles auraient débuté un an plus tôt, en marge du sommet du G20 de Los Cabos au Mexique, quand MM. Obama et Vladimir Poutine avaient longuement discuté du démantèlement de l'arsenal chimique détenu par le régime de M. Al-Assad.

Dans un sens, ce repositionnement géostratégique est un effet collatéral de la volonté des Etats-Unis, exprimée par le président il y a deux ans, de réaffirmer leur autorité en Asie et dans le Pacifique. La priorité consiste à faire face à l'érosion de leur influence dans cette partie du globe et à endiguer l'hégémonie croissante du grand rival chinois, auquel Washington, absorbé par ses guerres d'Irak et d'Afghanistan, avait jusque-là laissé le champ libre. Par effet de balancier, ce retour sur la scène asiatique a ouvert un espace au Proche-Orient que l'Iran, la Russie et d'autres mettent aujourd'hui à profit pour se disputer les premiers rôles. Les inquiétudes que cela provoque à Washington ne sont pas étrangères à la soudaine fermeté de M. Obama à l'égard de M. Al-Assad.

En s'engageant dans le processus diplomatique, le président américain fait d'une pierre deux coups. D'abord, la place de premier plan accordée au Kremlin dans la conduite des négociations a mis la Russie sous les projecteurs de la « communauté internationale », ce qui pourrait la dissuader de déstabiliser plus encore la région. Ensuite, la confiscation et la destruction des stocks de gaz toxiques syriens – dont on ignore encore avec quels moyens techniques, logistiques et financiers elles seront mises en œuvre – pourraient inciter Téhéran à plus de souplesse face aux pressions internationales sur son programme nucléaire.

Le temps où les Etats-Unis imposaient leurs vues au monde entier semble révolu, et la Maison Blanche jongle désormais avec deux objectifs pas toujours conciliables : freiner l'influence chinoise en renforçant ses positions en Asie ; contenir les appétits régionaux de l'Iran et de la Russie en s'impliquant dans le dossier syrien.

(1) Cf. James Ball, « Obama issues Syria a "red line" warning on chemical weapons », *The Washington Post*, 20 août 2012.

(2) Déclaration de M. Charles Hagel devant la commission sénatoriale des affaires extérieures, 3 septembre 2013.

(3) Lire Alain Gresh, « De l'impasse syrienne à la guerre régionale », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(4) Michael T. Klare, *Blood and Oil*, Metropolitan Books, New York, 2005 ; Michael Palmer, *Guardians of the Gulf*, Free Press, New York, 1992.

(5) Tim Arango, Anne Barnard et Duraid Adnan, « As Syrians fight, sectarian strife infects Mideast », *The New York Times*, 1^{er} juin 2013.

(6) Yagil Beinglass et Daniel Brode, « Russia's Syrian power play », *The New York Times*, 30 janvier 2013.

(7) Mark Mazzetti, Michael R. Gordon et Mark Landler, « US is said to plan to send weapons to Syrian rebels », *The New York Times*, 13 juin 2013 ; Peter Baker et Michael R. Gordon, « An unlikely evolution, from casual proposal to possible resolution », *The New York Times*, 10 septembre 2013.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 14 ET 15 : Damas, l'allié encombrant de Téhéran, par Ali Mohtadi
Affaissement des Etats, diffusion du djihadisme, cartographie de Philippe Rekacewicz

PAGES 16 ET 17 : Cinglante débâcle de la diplomatie française, suite de l'article d'Olivier Zajec
Sécurité collective recherche bons avocats, par Anne-Cécile Robert



Ils disent « non »

BRÉSIL

On assiste à une tragédie humanitaire généralisée sur le territoire de la Syrie et de ses voisins. Le gouvernement de Damas porte l'essentiel de la responsabilité dans le cycle de violences dont est victime une grande partie de la population civile, notamment des femmes, des enfants et des jeunes. Mais (...) nous sommes également conscients des responsabilités des groupes armés d'opposition, en particulier de ceux qui bénéficient de plus en plus d'un appui militaire et logistique étranger (...). Il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. Diplomatie et dialogue ne sont pas seulement notre meilleure option, c'est la seule possible.

Mme Dilma Rousseff, présidente brésilienne, discours devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), 25 septembre 2012.

ARGENTINE

En tant que membre du Conseil de sécurité [que préside l'Argentine], nous disons, avec le pape, que personne, absolument personne ne souhaite la guerre. Nous ne pensons pas qu'on ressuscite les morts avec d'autres morts. (...) [La perspective d'une guerre] nous semble relever d'une incohérence totale.

Mme Cristina Fernández de Kirchner, présidente argentine, à Saint-Pétersbourg en marge du G20, 5 septembre 2013.

CHILI

Le gouvernement chilien considère que toute action militaire en Syrie doit être décidée dans le cadre d'une structure institutionnelle multinationale, à l'ONU et au Conseil de sécurité, et non pas de façon unilatérale par un seul pays ou par un groupe de pays.

M. Sebastián Piñera, président chilien, conférence de presse, 5 septembre 2013.

INDE

Nous sommes favorables à la proposition russe de placer le stock d'armes chimiques syriennes sous contrôle international. Cette proposition rejoint celle défendue de longue date par l'Inde d'éliminer complètement les armes chimiques de la planète. Toute tentative dans ce sens, dans le cadre de l'ONU, constitue un développement positif. Cela devrait permettre de relancer les efforts de paix en vue d'une solution politique au conflit, y compris la tenue rapide du projet Genève 2 (...). Dans le même temps, toute intervention militaire extérieure dans les affaires intérieures de la Syrie doit être exclue.

M. Salman Khurshid, ministre des affaires étrangères indien, The Hindu, New Delhi, 14 septembre 2013.

AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud s'inquiète de la dangereuse rhétorique évoquant la possibilité d'une intervention militaire (...). Les conséquences d'une telle opération sont imprévisibles et ne feront que durcir le conflit (...). Nous condamnons l'usage d'armes chimiques (...). Mais le gouvernement ne croit pas que bombarder des populations qui souffrent déjà et détruire des infrastructures en Syrie contribuera à une solution durable du conflit.

Communiqué du ministère des affaires étrangères sud-africain, Afrik.com, 29 août 2013.

LIBAN

Je rejette toute intervention militaire en Syrie. J'appelle à une solution négociée du conflit (...). Je remercie les cinq représentants ici présents du soutien de leur pays à la stabilité et à la souveraineté du Liban.

M. Michel Sleimane, président libanais, devant les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, 3 septembre 2013.

A l'occasion d'un entretien donné au « Washington Post » le 20 septembre, le président iranien Hassan Rohani a offert sa médiation dans le conflit syrien. Vieilles de plus de trente ans, les relations stratégiques entre Damas et Téhéran sont-elles menacées ? La République islamique se prépare-t-elle à infléchir sa politique et à lâcher le président Bachar Al-Assad ?

PAR ALI MOHTADI *

EXILÉ depuis 1964 à Nadjaf, en Irak, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny avait décidé en 1978 de quitter ce pays pour échapper aux pressions du pouvoir baasiste de Saddam Hussein. Certains de ses proches lui conseillèrent alors de choisir la Syrie, elle aussi dirigée par le parti Baas mais par une branche résolument hostile au président irakien. Echaudé, l'ayatollah se décida finalement pour la France. Pourtant, malgré cette méfiance, la Syrie de la famille Al-Assad, au pouvoir depuis 1970, a su devenir un allié stratégique de la République islamique d'Iran et en tirer profit durant trente ans sur les plans financier, militaire et économique.

Divers éléments ont contribué à cette alliance. Dès 1978, après les accords de Camp David entre Anouar El-Sadate et Menahem Begin, préludes à la paix entre l'Egypte et Israël, le président Hafez Al-Assad a cherché un nouveau partenaire pour remplacer Le Caire. Il s'est transformé en allié indispensable de Téhéran en condamnant l'invasion irakienne de l'Iran en septembre 1980, à l'opposé des monarchies arabes du Golfe.

La création et le développement du Hezbollah au Liban, à la suite de l'invasion israélienne de 1982, ont renforcé cette alliance, les armes iraniennes destinées à l'organisation chiite devant transiter par la Syrie. Signe de l'importance de ces relations, seul l'ambassadeur de la République islamique à Damas est directement nommé par le Guide suprême. Il suffit d'ailleurs d'un simple regard sur la liste de ces envoyés spéciaux et sur leur carrière pour constater leur poids. Ainsi, à leur retour en Iran, MM. Mohammad Hossein Akhtari et Hossein Moussavi ont travaillé au sein du cabinet du Guide suprême et abandonné leur carrière au ministère des affaires étrangères.

* Journaliste.

Damas, l'allié encore

L'élection à la présidence de M. Mohammad Khatami en 1997 affaiblit le lien entre Téhéran et le Hezbollah, car les réformateurs iraniens cherchaient à normaliser leurs relations avec les pays arabes du Golfe. Ainsi, lors de sa visite au Liban en avril 2002, le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Kamal Kharazi, appela l'organisation à faire preuve de plus de retenue (1), ce qui amena son secrétaire général Hassan Nasrallah à se plaindre auprès du Guide suprême Ali Khamenei. A cette époque, les relations entre l'ambassade à Beyrouth et le Hezbollah étaient tellement empreintes de méfiance qu'elles furent transférées aux « gardiens de la révolution » (pasdaran), qui traitèrent directement avec l'organisation.

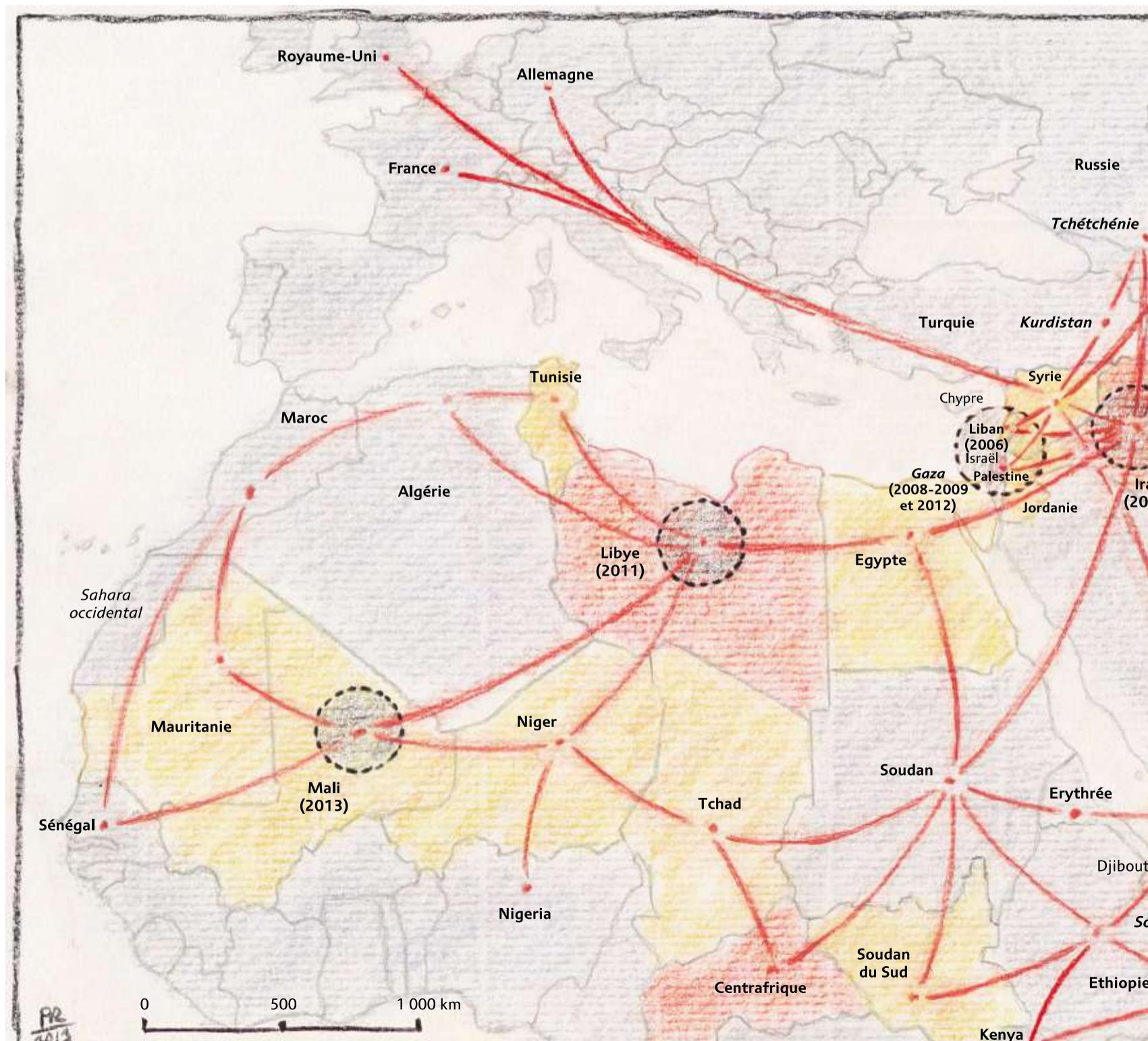
Mais les efforts de normalisation de M. Khatami seront sapés par la décision du gouvernement de M. George W. Bush d'inclure en janvier 2002 l'Iran dans les pays de l'« axe du Mal ». En novembre 2004, l'administration américaine rejette le compromis sur le dossier nucléaire signé par les ministres des affaires étrangères de la « troïka » européenne – France, Royaume-Uni et Allemagne – et par M. Hassan Rohani, alors secrétaire du Conseil supérieur de la sécurité nationale, qui prévoyait de suspendre le programme d'enrichissement de l'uranium.

DÉBAT AU SEIN DU POUVOIR IRANIEN SUR LE SOUTIEN À M. BACHAR AL-ASSAD

Ce durcissement favorise la victoire de M. Mahmoud Ahmadinejad à l'élection présidentielle de 2005. Les forces de sécurité et les « gardiens de la révolution » renforcent alors leur mainmise sur la gestion des relations régionales. Le soutien au Hezbollah se fait plus déterminé et les liens se développent avec le pouvoir syrien, affaibli et isolé après l'assassinat le 14 février 2005 de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais – attentat dont Damas est accusé par les Etats-Unis et la France.

Avec le déclenchement, début 2011, de ce que l'on a nommé le « printemps arabe », la politique régionale de l'Iran entre dans une zone d'incertitudes. D'un côté, Téhéran essaie d'accréditer l'idée que ces « révoltes » ont été inspirées par la sienne ; l'arrivée des islamistes au pouvoir est présentée comme l'accomplissement de la promesse de l'ayatollah

Affaissement



.../...

Cinglante débâcle de

(Suite de la première page.)

Maître des horloges, M. Poutine a conservé en permanence sa liberté d'action et mené le bal, forçant ses partenaires à emprunter toutes les issues qu'il ouvrait. Il augmente encore son emprise sur le régime de M. Bachar Al-Assad, tout en renforçant un argumentaire efficace car très simple : dans quelle mesure, demande-t-il, des frappes ciblées et limitées dans le temps soulageraient-elles le peuple syrien ? La force favorise-t-elle l'objectif d'une conférence internationale de paix ? Pourquoi pourchasser le djihadisme partout dans le monde, et lui venir en aide en Syrie ?

Dans ce jeu cynique de realpolitik à trois bandes, Moscou a rendu service au président américain en le tirant d'une opération qu'il redoutait, tandis que Paris, déjà sorti de la tranchée, jouait le clairon excité et vertueux en courant vers les lignes de barbelés sans s'assurer d'être couvert. Quelle que soit son orientation politique, tout Français ne peut qu'avoir été accablé par l'isolement du président François Hollande à Saint-Pétersbourg, et par la subordination au moins apparente de Paris envers le positionnement américain et les jeux d'appareil du Congrès. L'Elysée et le Quai d'Orsay auront réussi le tour de force simultané d'exaspérer Washington, de gêner Londres, de faire lever les yeux au ciel à Berlin, de désespérer Beyrouth, de déclencher un concert de soupirs à Bruxelles et d'amuser les joueurs d'échecs de Moscou.

UNE PARTIE DE LA POPULATION SE RANGE AUX CÔTÉS D'UN RÉGIME QU'ELLE N'AIME PAS

Pour clore ce tableau, mentionnons le ralliement révélateur du député de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) Frédéric Lefebvre au prurit d'ingérence français (3), qui établit un pont entre l'aventurisme libyen de M. Nicolas Sarkozy et l'imprudence syrienne de M. Hollande, au nom d'une géographie de l'inadmissible qui sélectionne ses indignations : la Palestine et une quinzaine d'autres scandales internationaux ne figurent pas dans la liste de ses « Munich » putatifs. A l'arrivée, le réel crédit acquis au Mali est entamé, cependant que l'image positive du refus de la guerre d'Irak en 2003 apparaît soudainement abîmée tant sur le plan de l'indépendance que sur celui de la lucidité jusque-là prêtées à la France.

Le président de la République, venu cueillir les dépouilles opimes à Bamako le 19 septembre, va peiner à faire oublier les fourches caudines de Saint-Pétersbourg, ce dont personne ne peut se réjouir. D'autant que le discours prononcé à cette occasion a permis d'apprendre que la France fournirait désormais officiellement des armes à la rébellion. M. Hollande évoque des livraisons « dans un cadre contrôlé, car nous ne pouvons pas accepter que des armes puissent aller vers des djihadistes » et non à l'ASL, l'Armée syrienne libre. Le problème est malheureusement que l'équation présente trois inconnues, puisque les termes « contrôlé », « djihadistes » et même « ASL » ne sont aucunement définissables en l'état. Quel degré de porosité entre l'ASL et des groupes aux « tendances islamistes plus marquées » comme Ahrar Al-Cham et Liwa Al-Tawhid, ou le Front Al-Nosra, encore plus extrémiste ? La décision de « livrer des armes », légitimée par le fait que « les Russes [le font] régulièrement » (5), jette de l'huile sur le feu et pourrait prolonger la folie de la boucherie syrienne, permettant à M. Al-Assad de dénoncer encore plus commodément l'ingérence étrangère. En somme, un coup de dés sans aucun espoir de traçabilité, contredisant la volonté proclamée par toutes les parties de parvenir à un règlement politique du conflit.



Comment en est-on arrivé là ? La faute, comme l'analyse Bernard-Henri Lévy, à une « *diplomatie d'opinion* » (6) enchaînée aux sentiments munichois d'un public qui refuse, sans doute par incomplétude cérébrale, de prendre la mesure de la gravité des événements syriens ? Comme toujours chez le chroniqueur du *Point*, la formule a le mérite de l'aplomb. Mais l'ellipse indignée peut-elle pour autant remplacer le raisonnement géopolitique et diplomatique ?

(3) Frédéric Lefebvre, « Je soutiens François Hollande à 100 % sur la Syrie », entretien au blog LUMP d'après, sur le site du journal *Le Monde*, 5 septembre 2013.

(4) Armin Arefi, « Dix aberrations sur le conflit en Syrie », *Le Point*, Paris, 5 septembre 2013.

(5) « Syrie : Hollande pour une livraison d'armes « contrôlée » pour les rebelles », *Le Monde* fr avec l'AFP et Reuters, 20 septembre 2013.

(6) Bernard-Henri Lévy, « Contre la diplomatie d'opinion », *Le Point*, 12 septembre 2013. L'auteur y compare la « punition » promise par la France à la décision de sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) prise par le général de Gaulle en 1966. A tout prendre, l'évocation d'un Gaulle volant « vers l'Orient compliqué avec des idées simples » aurait mieux convenu au fond de ce bloc-notes.

(7) Michel Aflak, Syrien chrétien né à Damas en 1910, est un des créateurs du nationalisme et du socialisme panarabes, avec le sunnite Salah Al-Din Al-Bitar et l'alaouite Zaki Al-Arzouki. Fondateur du Baas en 1947, chante d'un nationalisme arabe laïque, ancré dans les valeurs de l'islam, il se voit écarté par les militaires et contraint à l'exil. Il meurt à Paris en 1989.

(8) Alfred de Montesquiou, « Syrie, surenchère dans l'horreur », *Paris Match*, 11 septembre 2013.

Désormais, les diplomates discutent davantage de droits de la personne que de protection collective, au risque de déstabiliser les Nations unies.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

LE VETO que Moscou a, par trois fois, opposé à des résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) menaçant Damas de sanctions repose « sur une conception insupportable de la légalité internationale », estime un diplomate, en marge de la XXI^e conférence annuelle des ambassadeurs de France à l'Elysée le 28 août 2013 (1). De plus en plus fréquentes dans les débats de politique étrangère, des assertions de ce type révèlent l'inflexion des relations internationales.

Depuis le XIX^e siècle, l'ordre juridique mondial tend prioritairement à « éradiquer le fléau de la guerre », selon les termes de la Charte de l'ONU. Comme la Société des nations (SDN) qui l'a précédée (2), l'Organisation fait de la paix la valeur suprême, en fonction de laquelle les institutions et la législation s'organisent. Son premier but est de « maintenir la paix et la sécurité internationales » (article premier, alinéa 1). Dans cette perspective, le recours à la force et l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats sont interdits (article 2), parce qu'ils perturbent les relations internationales et peuvent déboucher sur la guerre.

Pour préserver – et au besoin rétablir – la paix, la sécurité collective implique des garanties : mécanismes juridiques, diplomatiques et institutionnels, coercitifs ou non, permettant de réagir en commun contre une menace pour la paix et la stabilité internationales. Le chapitre VI de la Charte porte ainsi sur le règlement pacifique des différends. Précédant le fameux chapitre VII, il a ainsi la présence sur le recours à la force que peut autoriser le Conseil de sécurité. L'article 33 précise notamment : « Les parties, à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. »

Il s'agit, par la coopération et les « relations amicales », d'élaborer un espace public mondial de discussion et de négociation où se définissent des règles du jeu acceptées par tous. Les immunités diplomatiques ont ainsi permis la fluidité des rapports interétatiques, les ambassadeurs et autres émissaires de paix ne craignant plus d'être sacrifiés à la colère d'un hôte mécontent. Elles ne sont certes pas un moyen de combattre les dirigeants criminels, mais elles créent la possibilité d'un dialogue, limitant les incompréhensions.

Les échecs de la sécurité collective ne manquent pas, comme le rappelle le retrait du Japon et de l'Allemagne de la SDN dans les années 1930, prélude à la seconde guerre mondiale. De même, après 1945, la guerre n'a pas disparu de la surface de la terre. Cependant, une norme est fixée pour la collectivité des Etats ; celui qui veut s'en écarter doit se justifier. Et l'on compte tout de même quelques beaux succès de l'ONU, comme l'autodétermination du Timor-Leste (3) ou la décolonisation de la Namibie.

« IL N'Y A RIEN À DÉCOUVRIR DANS LA CONTEMPLATION DE LA VIOLENCE »

Si la paix constitue la valeur mère, il ne s'agit pas d'exclure la protection des droits de l'homme du champ de l'intervention internationale mais d'établir un ordre de priorité. Le développement de la sécurité collective s'accompagne de celui du droit humanitaire, dont les prémisses apparaissent après le carnage de la bataille de Solferino en 1859. L'insuffisance des moyens sanitaires avait alors suscité la création de la Croix-Rouge et l'adoption de règles juridiques facilitant l'accès des secours aux champs de bataille. Plus tard, le massacre d'Ypres par l'armée allemande en avril 1915 a conduit, en 1925, à une convention interdisant de recourir aux armes chimiques. C'est dans la petite ville belge que les gaz avaient été, pour la première fois, utilisés à grande échelle. D'où le nom d'ypérite donné au gaz moutarde (4).

Du point de vue de la sécurité collective, l'invocation des droits de l'homme suscite initialement la méfiance car elle a servi de prétexte à des stratégies impériales. Au XIX^e siècle, les puissances européennes y recourent pour justifier l'ingérence dans les pays qu'ils voulaient coloniser (« interventions d'humanité » [5]). Idéalement, la protection des populations devrait être un des avantages collatéraux de la paix. Et, dans la défense

des libertés, le recours à la force n'intervient qu'en dernier ressort quand toutes les voies pacifiques ont échoué.

Le monde de l'après-guerre froide ne remet pas en cause la vision d'un droit international comme tour de contrôle des comportements étatiques à l'étranger. Depuis l'affaire du Mandchoukouo (l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931), les annexions de territoire par la force sont proscrites. Ordonnée par le Conseil de sécurité, la guerre pour la libération du Koweït en 1990 s'inscrit dans ce cadre. Mais l'enchaînement des événements laisse alors entrevoir le tournant « émotif » des relations internationales. C'est après le faux témoignage de la fille de l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis, relatant l'agonie de bébés dans des couveuses débranchées, que le Congrès américain décide d'autoriser l'action militaire contre l'Irak (*lire pages 18 et 19*).

En 1999, avec l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au Kosovo, non autorisée par le Conseil de sécurité, se confirme l'amorce d'un changement dans l'ordre des priorités internationales. Les médias et la pression de nombreuses associations alimentent le mouvement. Les images de femmes et d'enfants fuyant les exactions de l'armée serbe, accusée d'organiser une « épuration ethnique », suscitent alors une légitime réprobation contre le régime de Slobodan Milošević. Mais, quinze ans après, si le « maître de Belgrade » est décédé dans une prison de La Haye et si le Kosovo a proclamé son indépendance, ses nouveaux dirigeants ne sont pas des parangons de vertu, et on ne compte plus les incidents de frontières entre Albanais, Serbes et Kosovars. Peu importe à l'Alliance atlantique : penser la sécurité collective compte moins que d'avoir « puni » Milošević.

Un scénario semblable caractérise l'intervention franco-britannique en Libye au printemps 2011 : les crimes du régime de Mouammar Khadafi, abondamment relatés par des intellectuels à la réflexion chétive et au

(1) *Le Figaro*, Paris, 28 août 2013.

(2) Cf. « Sécurité collective », dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (sous la dir. de), *Dictionnaire de stratégie*, Presses universitaires de France, Paris, 2000.

(3) Lire Frédéric Durand, « Fragile rétablissement au Timor-Leste », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

(4) Un million de soldats auraient été gazés durant la première guerre mondiale ; quatre-vingt-dix mille en seraient morts.

(5) Les Européens ont notamment invoqué la nécessité de protéger les chrétiens dans l'Empire ottoman. Cf. Antoine Rougier, « La théorie de l'intervention d'humanité », *Revue générale de droit international public*, Paris, 1910.

la diplomatie française

ont eu le vent en poupe dans cette guerre civile. De nombreux experts – peu abonnés aux plateaux télévisés – ont discrètement fait valoir cette complexité, dérangeante sur le plan moral mais éminemment factuelle, à leurs interlocuteurs officiels à Paris. Leurs analyses semblent cependant avoir été passées par pertes et profits lors de la folle semaine qui a vu monter aux extrêmes la position de la France sur ce dossier.

Cet emballement diplomatique et médiatique constitue sans doute le second élément le plus préoccupant de l'affaire syrienne. La France avait-elle assez brocardé le vocabulaire de cow-boy des Américains après le 11-Septembre ? Avec raison, chacun en convient à présent. « *Vous êtes avec nous ou avec les terroristes* » : on se souvient de cette expression de l'ancien président américain George W. Bush, qui restera comme le degré zéro du positionnement diplomatique, sur le mode néo-conservateur (9). On peut donc se demander, dans le cas syrien, pourquoi il a été jugé si nécessaire d'annoncer à grand fracas la volonté de Paris de « punir » M. Al-Assad. A quoi cette « punition » correspond-elle dans la grille de gravité évolutive qui régit et pondère l'expression de la position des Etats dans le système des relations internationales ? Comme le regrette le professeur Bertrand Badie, « tout a été mêlé : la responsabilité de protéger le peuple syrien – le conflit syrien a fait plus de cent mille morts en deux ans – et la volonté de punir le régime de Bachar Al-Assad. Or punir et protéger sont deux choses différentes (10) ».

« LA GUERRE CIVILE EST LE RÈGNE DU CRIME » (CORNEILLE)

L'indignation est compréhensible, et l'ignoble attaque chimique du 21 août dans la plaine de la Ghouta ne peut laisser indifférent. Elle ne doit cependant pas faire perdre le sens de la mesure au plus haut sommet de l'Etat. La Syrie est aujourd'hui le cadre d'une guerre civile qui, par définition, transforme les hommes en bêtes : « *La guerre civile est le règne du crime* » (Pierre Corneille). Aucune des deux parties ne pouvant prendre l'ascendant sur l'autre, et aucune des deux n'étant en réalité plus « vertueuse » que l'autre, l'urgence est de stabiliser politiquement et militairement les lignes de front existantes, de manière à ce que les massacres cessent.

La Russie livre des armes au régime. Certains Etats du Golfe approvisionnent les différents groupes de la rébellion, en fonction de leur degré d'inféodation à leurs objectifs géopolitiques. La guerre civile s'est transformée en guerre régionale, où la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran prennent des positions de plus en plus antagonistes, transformant l'une des terres les plus anciennement civilisées du monde en un champ clos dont le destin s'écrit ailleurs.

Dans ces conditions, le rôle du Quai d'Orsay, appuyé tant sur Moscou que sur Washington, aurait pu être de proposer une autre voie, diplomatique et équilibrée (11). Evidemment imparfaite. Assurément incomplète. Mais adaptée au nombre des inconnues de l'équation.

En devenant tout au contraire un élément d'instabilité supplémentaire dans le maelström syrien, Paris s'interdit pour le moment le rôle exigeant et indispensable d'arbitre. Berlin, froid et pondéré, repré-

sentera parfaitement l'Europe lorsqu'il s'agira, dans quelques mois, de réunir autour d'une table les Caïn et Abel syriens, sous la présidence sourcilleuse des Etats-Unis et de la Russie, et avec la présence probable de l'Iran, ce qui pourrait contribuer à débloquer en partie la situation. Bien que les présidents Rohani et Obama n'aient pu se rencontrer à l'ONU le 25 septembre, la diplomatie américaine semble favorable à un traitement plus réaliste des relations diplomatiques avec Téhéran. De son côté, M. Hollande, qui estimait le 18 juin que M. Rohani serait « *bienvenu (...) s'il était utile* » à la prochaine conférence internationale sur l'avenir de la Syrie, a finalement accepté de discuter avec le président iranien à New York.

Ces retournements pragmatiques montrent combien le terme de « punition », slogan de vengeur autoproclamé méprisant le Conseil de sécurité avant même qu'une inspection de l'ONU ne se soit penchée sur le drame de la Ghouta, peut être considéré comme l'une des bavures les plus incompréhensibles de ces dernières années, de la part d'un pays dont l'appareil diplomatique conserve à l'étranger une réputation méritée de professionnalisme et de mesure. Voilà ce que juge, en son for intérieur, « *l'antipeuple qu'est l'opinion [publique]* (12) », qui a sans doute tort, dans sa naïveté, de ne pas oublier la fiole de M. Colin Powell et les « *armes de destruction massive* » irakiennes.

De nombreuses voix, sur tout le spectre politique, appellent à revenir, sinon à la raison, du moins à la prudence, comme celle de M. Jean-Pierre Chevènement : « *Autrefois, il y avait le droit. Aujourd'hui, on a remplacé le droit par la morale. Et de la morale on passe à la punition. C'est plus facile, mais c'est très dangereux, car le fameux "droit d'ingérence", c'est toujours le droit du plus fort : on n'a jamais vu les faibles intervenir dans les affaires des forts* (13). » En 2002-2003, la France, sans nier les crimes du régime irakien, appelait avec une hauteur de vue remarquée à une précautionneuse fermeté, dans le respect du fonctionnement des Nations unies.

Les gazages présumés de M. Al-Assad répondent à ceux avérés d'Hussein en Irak en 1988. Le parallèle doit-il être poursuivi à vingt-cinq ans de distance en faisant se répondre invasion de l'Irak et bombardements en Syrie ? M. Obama, qui lit quotidiennement les dépêches de ses services sur l'état réel de l'Irak après que Washington y a dépensé des centaines de milliards de dollars en pacification démocratique entre 2003 et 2013 (14), semble avoir une idée de la réponse. Elle ne sera que peu goûlée par les hérauts français de l'ingérence-réflexe (15). Ce qui devrait nous incliner à penser qu'elle est raisonnable.

OLIVIER ZAJEC.

(9) « President Bush addresses the Nation », *The Washington Post*, 20 septembre 2001.

(10) « La force n'est pas la seule façon de punir », interview dans *La Vie*, Paris, 4 septembre 2013.

(11) Le parallèle avec la stratégie du célèbre général romain Fabius Maximus Verrucosus, surnommé « le Temporisateur », peut bien entendu être fait.

(12) Bernard-Henri Lévy, « Contre la diplomatie d'opinion », *op. cit.*

(13) « La France n'a pas intérêt à entrer dans une guerre de religion », interview dans *Le Parisien*, Paris, 1^{er} septembre 2013.

(14) Lire Peter Harling, « Dix ans après, que devient l'Irak ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2013.

(15) Jacques Bérès, Mario Bettati, André Glucksmann, Bernard Kouchner et Bernard-Henri Lévy, « Assez de dérobades, il faut intervenir en Syrie ! », *Le Monde*, 24 octobre 2012.



....

MAROC

Nous condamnons l'utilisation des armes chimiques à la Ghouta, en banlieue de Damas. J'appelle à une solution politique et définitive à la crise syrienne à travers un dialogue sérieux et global. (...) La délégation marocaine partage pleinement le constat du haut-commissaire au sujet du retard accusé par la communauté internationale pour entreprendre des actions conjointes sérieuses afin de mettre fin au cycle de violence en Syrie.

M. Omar Hilale, ambassadeur, représentant permanent du Maroc à Genève, devant le Conseil des droits de l'homme (CDH), 10 septembre 2013.

TUNISIE

La Tunisie condamne fermement l'usage de l'arme chimique contre des civils. (...) Je rappelle le refus de la Tunisie d'une intervention militaire étrangère dans un pays indépendant. Un tel acte pourrait avoir de graves répercussions sur toute la région, de même type que celles déjà enregistrées par des interventions similaires dans d'autres conflits locaux.

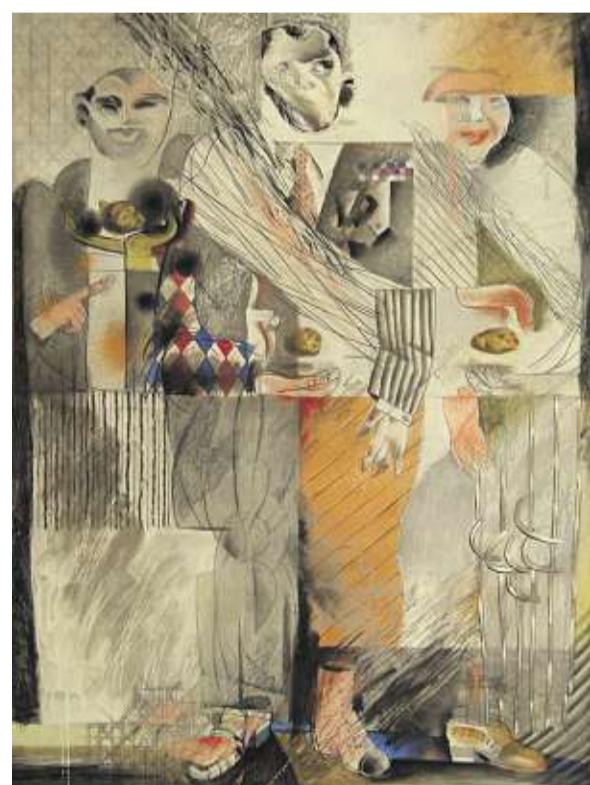
M. Othman Jarandi, ministre des affaires étrangères tunisien, Agence Tunis Presse, 30 août 2013.

EGYPTE

L'Egypte condamne l'utilisation d'armes chimiques, où que ce soit et pas seulement en Syrie. [Elle] ne participera à aucune frappe militaire, conformément à son opposition à toute intervention étrangère en Syrie (...). Nous attendons beaucoup d'une nouvelle conférence à Genève, seul moyen de préserver l'unité de la Syrie.

M. Nabil Fahmy, ministre des affaires étrangères égyptien, conférence de presse, Ahram On Line, 27 août 2013.

recherche bons avocats



Un enfant qui pleure, le corps criblé de balles d'une jeune fille ou le cadavre d'un paysan sous un amas de bombes contraint facilement la réflexion. « *Le souci*, explique cependant Mme Françoise Bouchet-Saulnier, de Médecins sans frontières, c'est qu'il n'y a rien à découvrir dans la contemplation de la violence. » Un cadavre n'explique rien de son triste sort. Et, depuis l'incident de Moukden en 1931, on connaît la propension des régimes impatients de faire la guerre à organiser la précipitation des événements (7). Durant l'été 1994 au Rwanda, les médias français s'apitoyaient sur des colonnes de réfugiés avant de s'apercevoir qu'il s'agissait de génocidaires en fuite...

LES BRICS NE VEULENT PLUS RESTER DANS LA SALLE DES PAS PERDUS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Avec l'émergence de la « responsabilité de protéger les populations (8) », le droit international plonge un peu plus profondément dans le bain de l'émotivité, chacun plaçant la « ligne rouge » à l'endroit qui lui convient, sans même faire semblant de se préoccuper de la sécurité collective. Mais, une fois de plus dans le dossier syrien, les diplomates semblent s'être persuadés qu'ils ne pouvaient pas « ne rien faire », certains frisant le messianisme. Comme s'il n'existant que la voie armée.

A rebours de la tradition qui est la sienne depuis des décennies, le Quai d'Orsay fait ainsi preuve d'un « absolutisme moral » qui n'est pas sans rappeler l'attitude des néoconservateurs américains (*lire l'article ci-dessus*). Ces derniers avaient, à l'époque de M. George W. Bush, plongé la « communauté internationale » dans une ambiance d'Ancien Testament, à coup de « punitions » et de « châtiments » de l'« axe du Mal » en Irak ou en Afghanistan. Ce faisant, Paris empêche toute négociation sérieuse en écartant des discussions une partie de l'opposition syrienne.

Comme le soulignent certains psychanalystes, l'émotivité révèle l'imaturité du sujet qui n'a pas résolu certains conflits affectifs de l'enfance. La société internationale serait-elle en pleine régression ? L'idée de « frappes », plus ou moins « chirurgicales », qui évitent habilement les innocents pour n'atteindre que les bourreaux relève assurément de la pensée magique. Les victimes civiles deviennent, dans cette vision, de simples « dégâts collatéraux ». Et le recours aux drones, dirigés à distance par des soldats tenus bien à l'abri des combats, participe d'ailleurs de l'euphémisation infantile de la violence. Cette pratique est assurément moins traumatisante pour les militaires que la réalité d'un bombardement, comme l'Europe en a connu entre 1939 et 1945, à Rotterdam ou à Dresde.

Selon Amnesty International, cent douze pays sont accusés d'avoir torturé leurs citoyens en 2012 ; dans cinquante, les forces de sécurité sont responsables d'homicides illégaux commis en temps de paix ; dans trente et un, on a recensé des disparitions forcées. Nul doute que la Syrie figure dans chacune de ces « listes noires ». Comme d'autres Etats dictatoriaux dont les populations n'ont pas, dans leur malheur, la chance de faire l'objet de l'attention diplomatique et médiatique. On dénombre des millions de morts en République démocratique du Congo depuis 1997, et la répression des Tamouls au Sri Lanka a fait quarante mille victimes en 2012.

Que chercent in fine les grandes puissances qui, depuis 1990, mènent des interventions militaires « humanitaires » ? Qu'ont-elles à gagner dans la banalisation du recours à la force ? En tordant la Charte onusienne, n'ouvre-t-on pas la porte de l'ONU, déjà fragile, aux vents tumultueux des rapports de forces débridés ? On dé legitime les règles de jeu établies en 1945. Signe avant-coureur de ces perturbations, l'intervention de l'OTAN au Kosovo avait justifié, aux yeux de Moscou, la répression en Tchétchénie. Si l'abus de pouvoir est, de tout temps, l'apanage des puissants, pourquoi le faciliter en affaiblissant ce qui peut le freiner ?

La mobilisation de Paris et de Washington, face à l'opposition des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), dans le dossier syrien jette une lumière crépusculaire sur les équilibres internationaux hérités de la seconde guerre mondiale. La justification du recours à la force, sans craindre de violer la Charte des Nations unies, ravive, dans la mémoire des pays du Sud, le souvenir des « interventions d'humanité ». Brasilia, Pretoria et New Delhi en demandent le respect. Ils refusent d'être relégués dans la salle des pas perdus de la « communauté internationale ». Ils ne sont plus les Etats dépendants et soumis de jadis. En pensant justifier, par un activisme militaire débridé, son rang international, la France n'est-elle pas en train de préparer son expulsion de l'histoire et, concrètement, la perte d'un droit de veto que son identification à un Occident guerrier ne saurait plus justifier ?

ANNE-CÉCILE ROBERT.

(7) La destruction d'une voie ferrée appartenant à une société japonaise à Moukden (Shenyang aujourd'hui) a servi de prétexte au Japon pour envahir la Mandchourie, le 18 septembre 1931. L'attentat avait été organisé par les Japonais eux-mêmes.

(8) Lire « Origines et vicissitudes du « droit d'ingérence » », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

verbe haut, préparent l'opinion à l'action militaire internationale. Mais, après la chute du Guide, les mercenaires désœuvrés et les arsenaux pillés de la Libye favorisent la déstabilisation du Sahel, avec pour point culminant la partition du Mali et, un an plus tard... une nouvelle opération militaire occidentale.

Une fois de plus, la sécurité collective avait été reléguée au second plan, malgré les efforts notables de l'Union africaine, qui tenta plusieurs médiations avec Khadafi – toutes avortées sous la pression des chancelleries européennes. Fin août 2013, la dramaturgie est à nouveau à son comble tant les crimes chimiques commis en Syrie révoltent les cœurs les mieux accrochés.

Images propres,

Irak, Libye, Mali : la communication des militaires en temps de guerre s'est professionnalisée. Plutôt que de retrouver ses réflexes de Grande Muette, l'armée préfère ne pas tout dire. Ou dire qu'elle ne peut rien dire. Les militaires veulent établir leurs règles du jeu. La consigne est de ne pas mentir, pour échapper aux accusations de manipulation et de désinformation.

UNE ENQUÊTE
DE PHILIPPE LEYMARIE *

« GUERRE à huis clos... sans images... virtuelle... sans ennemis... sans victimes... sans prisonniers... » : les premières semaines du conflit au Mali, en janvier 2013, furent déconcertantes pour les médias comme pour l'opinion. On soupçonnait la Grande Muette d'avoir mitonné une communication semi-hermétique qui, contre les « djihadistes », attribuait à la France le beau rôle : celui de « mère de la victoire », aux moyens abondants et rodés, à la tactique parfaite, à qui rien ne résiste. Elle aurait même réussi à ménager la susceptibilité de l'armée malienne, tout en donnant au président François Hollande l'occasion d'une tournée triomphale, semblable à celle de l'*imperator* Nicolas Sarkozy à l'issue de son équipée libyenne (1).

Mi-janvier 2013, aux premières heures de l'intervention, une déferlante de cent cinquante journalistes se retrouvaient bloqués à Bamako, la capitale, ou plus au nord, sur les arrières d'un front fuyant. Ils

A la conquête des cœurs et des esprits

PENDANT tout le conflit, cet officier aguerri aux relations avec les médias a dû gérer la concurrence commerciale entre les grandes chaînes de télévision, « quelquefois au détriment de l'info », par exemple lorsque l'une d'elles a préféré demander l'annulation générale d'un embarquement sur un véhicule militaire plutôt que de voir sa concurrente partir seule. Mais, constate Jean-Marc Tanguy sur son blog Le Mamouth, « la version qui prédomine [chez les journalistes à propos du conflit au Mali] est celle d'un retour en arrière par rapport aux pratiques d'ouverture qu'on avait observées jusque-là, par exemple en Afghanistan (3) ».

La majorité des envoyés spéciaux au Mali étaient des jeunes peu au fait des techniques militaires et des réalités africaines, renchérit M. Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la défense (Dicod). Selon lui, ces néophytes attendaient « de la bagarre, des flammes, des explosions » ; mais on n'a pu leur offrir que de la logistique. La guerre asymétrique est une « guerre à distance, peu visuelle ».

* Journaliste, auteur du blog Défense en ligne, <http://blog.mondediplo.net>

cherchèrent dans un premier temps, nous raconte le colonel Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major des armées, « à tourner des images qui n'existaient pas, à voir des combats qui n'avaient pas lieu ». Impossible de les raisonner : « Tous voulaient embarquer à bord du premier VAB [véhicule de l'avant blindé] de la colonne. » Or on ne pouvait leur montrer que des rotations d'avions, des arrivées ou des départs de soldats – comme durant l'opération « Tempête du désert » en 1991 dans le Golfe.

Deux mois plus tard, en mars 2013, lors de la première semaine de combats dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas, à l'extrême nord-est du pays, les journalistes voulaient là aussi tout voir : des prisonniers, des cadavres de « djihadistes ». Encore une fois, « des images qui n'existent pas », affirme le colonel Burkhard. A l'en croire, filmer la guerre n'est pas aisément : « Ça ne donne ni la bataille de Stalingrad ni La Chute du faucon noir (2) », lance-t-il.

des téléspectateurs maliens. En l'espace de deux mois, il a accueilli au sein des forces quatre cents journalistes représentant deux cent douze médias. Surtout, l'armée française peut se targuer d'avoir, grâce à ses propres équipes de reporters, fourni les images qui manquaient tant aux envoyés spéciaux : cent vingt vidéos et cinq cents photographies libres de droits, « parfois utilisées sans mention de leur origine militaire », s'étonne M. Burkhard.

Tout en « comprenant que les journalistes ne soient jamais contents de ce qu'on leur montre », il estime que la couverture médiatique était finalement plus facile en Afghanistan, avec un parcours très organisé, l'option *embedded* (littéralement : « dans le même lit », c'est-à-dire intégré aux unités militaires) étant pratiquement la seule possible. Un avantage pour les communicants, puisqu'il leur est plus facile de sensibiliser les journalistes à l'impérieuse « séc'ops », la sécurité des opérations. Mais aussi des contraintes majeures en termes de transport, procédures, protection : la présence d'une équipe de troupes de combat françaises hors d'Afghanistan, deux ans avant celles de la coalition. « Votre imprudence est venue casser le travail dans la région », a reproché plus tard à Ghesquière le général Jean-Louis Georgelin, qui était chef d'état-major des armées durant la captivité des deux hommes. « Vous nous avez obligés à adopter une posture agressive qui nous a compliquée la tâche dans notre mission de « conquête des cœurs et des esprits ».

Hervé Ghesquière, grand reporter à France 3, incarne tous ceux qui ne se satisfont pas d'un embarquement aux côtés de l'un des belligérants. Après un séjour négocié avec les autorités dans une base avancée des militaires français et afghans fin 2009, fatigué d'être toujours accompagné par ses « anges gardiens », il avait voulu recueillir lui-même l'avis de villageois dans la vallée de la Kapisa. Il souhaitait alors faire le point sur l'engagement français en Afghanistan pour le magazine « Pièces à conviction », un an après l'embuscade meurtrière d'Uzbin, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Kaboul, qui avait fait dix morts et vingt et un blessés parmi les soldats français les 18 et 19 août 2008.

Avec son caméraman, Stéphane Taponier, Ghesquière a été enlevé et retenu en otage durant cinq cent quarante-sept jours (5). Considéré par les dirigeants politiques et militaires de l'époque comme « indiscipliné », « imprudent », « insensible aux mises en garde », « bravant les interdictions », accusé d'avoir « recherché le scoop à tout prix (6) », « fait courir des risques à des militaires » et coûté cher à la République (7), il tente une explication d'ordre stratégique. Son aventure devient un dommage collatéral, et lui-même un bouc émissaire : « Notre erreur a été de nous faire enlever par les talibans sur une route importante située entre deux bases françaises, Tagab et Tora. Ces bases avaient pour mission, justement, de sécuriser cet axe essentiel, baptisé « Vermont », qui relie l'est de l'Afghanistan au Pakistan. »

Avec le recul, le journaliste de France 3 conclut à un « terrible échec de la mission française », qui expliquerait la polémique suscitée par son rapt, alors que s'esquisse déjà le débat qui a conduit à l'évacuation des troupes de combat françaises hors d'Afghanistan, deux ans avant celles de la coalition. « Votre imprudence est venue casser le travail dans la région », a reproché plus tard à Ghesquière le général Jean-Louis Georgelin, qui était chef d'état-major des armées durant la captivité des deux hommes. « Vous nous avez obligés à adopter une posture agressive qui nous a compliquée la tâche dans notre mission de « conquête des cœurs et des esprits ».

Chef d'une vingtaine d'officiers de presse de l'armée française à Kaboul entre septembre 2009 et avril 2010, le lieutenant-colonel Jacky Fouqueray a vu passer près de deux cents journalistes, dont Ghesquière et Taponier. Tous avaient droit, au début de leur séjour, à un briefing de sécurité : zones interdites, zones où la liberté de mouvement est limitée, attitude à adopter avec les employés et les soldats afghans, etc. Ils se voyaient ensuite attribuer un officier de presse chargé de leur sécurité immédiate,

ainsi que de la gestion de leurs rapports avec l'encadrement des troupes. Le lieutenant-colonel se souvient notamment d'un accrochage avec des journalistes américains à propos d'une descente sur un marché considéré comme peu sûr, qui ne pouvait s'organiser sans un lourd dispositif, à la fois pour les protéger et pour rassurer la population.

De manière générale, la communication opérationnelle, qui est par définition une communication de crise, impose une série de conditions. « Ce n'est pas de la téléréalité : le colonel en charge d'une unité, d'une opération, n'a pas forcément envie d'avoir le micro sous le nez pendant qu'il agit... », fait valoir M. Fouqueray. Il affirme avoir averti l'équipe de France 3 que son escapade était « du domaine de l'impossible », et s'est étonné – y compris auprès de la direction de la chaîne et de sa hiérarchie au ministère de la défense – de ce « changement de portage » dans une enquête qui devait être axée sur l'ambiance au sein du contingent français un an après Uzbin.

Ayant passé outre, les journalistes furent enlevés dans la région de Tagab le 29 décembre 2009. Les jours suivants, le front de la vallée de la Kapisa était

(1) Lire « Mali, la victoire en chantant » et « Victime collatérale », Défense en ligne, respectivement 1^{er} février 2013 et 1^{er} septembre 2011, <http://blog.mondediplo.net>

(2) Film américain de Ridley Scott (2001) inspiré de l'intervention en Somalie de l'US Army en 1993.

(3) Jean-Marc Tanguy, « La com' de Serval devant la mission d'information », 2 juillet 2013, <http://lemamouth.blogspot.fr>

(4) Fusil d'assaut en dotation dans l'armée française.

(5) Hervé Ghesquière, 547 jours, Albin Michel, Paris, 2012.

(6) Claude Guéant, ministre de l'intérieur, 17 janvier 2010.

(7) Le 21 février 2010, le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, évaluait déjà à 10 millions d'euros en deux mois les dépenses induites par cette prise d'otages, avec la mobilisation de quatre cents soldats et d'une cinquantaine d'agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).



GEORGE ADAMS GALLERY, NEW YORK

Désinformation à répétition

Dans nos archives,
des exemples d'événements inventés ou exagérés...



www.monde-diplomatique.fr/archives

Janissaires et faux charnier

Chute du régime roumain, 1989. [A la veille de Noël, alors que tombe la dictature de Nicolae Ceausescu, les téléspectateurs découvrent les images d'un charnier à Timisoara où, disait-on, gisaient quatre mille corps affreusement mutilés.] Un mythe domine : celui de la conspiration. Celle des « hommes de la Sécurité », décrits comme innombrables, invisibles, insaisissables ; surgissant la nuit, à l'improvisé, de souterrains labyrinthiques et ténébreux, ou de toits inaccessibles ; des hommes surpris, surarmés, principalement étrangers (arabes, surtout, palestiniens, syriens, libyens) ou nouveaux janissaires, orphelins élevés et éduqués pour servir aveuglément leur maître ; capables de la plus totale cruauté, d'entrer dans les hôpitaux, par exemple, et de tirer sur tous les malades, d'achever les mourants, d'éventrer les femmes enceintes, d'empoisonner l'eau des villes...

Tous ces aspects horribles que la télévision confirmait sont – on le sait aujourd'hui – faux. Ni souterrains, ni Arabes, ni empoisonnement, ni enfants enlevés à leurs mères, ni charnier de Timisoara... En revanche, chacun des termes de ces récits – « D'un bunker mystérieux, racontait une journaliste, Ceausescu et sa femme commandaient la contre-révolution, ces bataillons noirs, chevaliers de la mort, courant, invisibles, dans les souterrains... » – correspondent exactement au fantasme de la conspiration, un mythe politique classique ayant servi à accuser, en d'autres temps, les jésuites, les Juifs et les francs-maçons.

(Ignacio Ramonet, « Télévision nécrophile », mars 1990.)

Couveuses débranchées

Guerre du Golfe (1990-1991). L'invasion américaine fut aussi une vaste entreprise de manipulation. A l'ère proclamée de la libre circulation de l'information, les images et les mots furent contrôlés par les états-majors alliés et les spécialistes en communication. L'émirat du Koweït loua les services d'une grande agence qui « mit en scène » le document « amateur » présentant l'entrée des chars irakiens à Koweït-Ville, le 2 août 1990. Elle organisa le témoignage, massivement relayé, d'une infirmière jurant que les soldats irakiens avaient débranché des enfants dans des couveuses : il fut décisif pour rallier l'opinion américaine à la mobilisation contre l'Irak. Quelques mois plus tard, on apprit que le « témoin » en question était la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington...

Le Pentagone ne fut pas en reste. Il présenta à l'Arabie saoudite des photos truquées pour faire croire que l'Irak était sur le point de l'envahir et arracher ainsi l'acquiescement de Riyad au déploiement de ses troupes dans le royaume. Il distilla l'idée que les alliés devaient affronter la « quatrième armée du monde ». Il enrôlea les journalistes au service de sa seule vérité. Dévoilés petit à petit, ces mensonges créèrent dans les opinions occidentales un solide scepticisme. Les médias promirent qu'on ne les y reprendrait plus. Innombrables furent les colloques sur ce thème. Désormais on enquêterait sérieusement...

(Alain Gresh, « Une guerre si propre », février 2001.)

PAR TEMPS DE CONFLIT

guerres sales

neutralisé, le plan de campagne français au sein de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) revu à la baisse, les journalistes sur zone rapatriés, et toute communication suspendue dans le secteur pour plusieurs mois.

Depuis, même si la prise d'otages sur un théâtre d'opérations reste une hantise, l'épisode Ghesquière ne s'est pas reproduit. Lorsqu'on leur explique qu'une information est sensible (le nom d'un village, une route suivie...), «les journalistes admettent en général ce souci de discréption», souligne le colonel Burkhard. Ils comprennent qu'ils sont, de par leurs liaisons et comptes rendus en temps réel, avec les téléphones satellitaires, les blogs, les réseaux sociaux (*lire l'encadré*), la meilleure voie la seule source d'information d'adversaires qui ne disposent pas

de moyens sophistiqués. «Les amis d'en face, dans les grottes, se battent aussi sur Internet. Ils captent du renseignement», rappelle M. Bayle.

Mais, pour cet ancien professionnel (8), le droit et le devoir du journaliste sont bien d'aller chercher l'information. Il cite Yves Debay, «soldat de l'info, mort en première ligne» en janvier 2013 en Syrie, comme l'exemple type du correspondant de guerre *wildcat* («tête brûlée») ou FTP (franc-tireur photographe) (9). Et regrette le «tournant du 11 septembre 2001», à partir duquel «le journaliste occidental est apparu comme l'ennemi». Dès lors, il est devenu plus difficile de couvrir un conflit des deux côtés, que ce soit lors de la première guerre du Golfe, dans les Balkans, en Israël-Palestine ou dans les grandes guerres civiles de la Corne de l'Afrique.

Couchers de soleil sur chars rutilants

OUTRE qu'il accroît les risques de manipulation, ce suivi «d'un seul côté» s'est souvent accompagné d'un durcissement de l'encadrement des journalistes, d'appels répétés à l'autocensure, voire d'une interdiction d'accès à certaines sources ou à certains lieux. Cela n'a toutefois pas été le cas au Mali : même si les journalistes n'ont pas obtenu les images qu'ils désiraient, ils ont joué d'une assez large autonomie. Ils n'ont pas été acheminés jusqu'à Bamako aux frais de la République, comme dans d'autres conflits : les opérations de communication «voyages inclus» sont devenues l'exception en raison des restrictions budgétaires. «L'ennemi principal ne s'appelle plus le taliban, mais la RGPP (10) !», ironise le directeur de la Dicod.

L'embarquement des médias dans les forces françaises revient d'ailleurs, pour Patricia Allémontière, rédactrice en chef au service étranger-défense de TF1 et de LCI, à avoir en permanence «une main sur l'épaule» : les professionnels sont accompagnés et encadrés par une armée qui songe avant tout à délivrer un message positif afin de susciter l'adhésion de l'opinion en France. De la même manière, cette habituée de la couverture des conflits trouve pesante la sollicitude des militaires français qui, au nom du «zéro mort», veulent à tout prix éviter des pertes chez les journalistes, au risque, selon elle, d'un excès de précautions (11).

«L'important est-il que la guerre soit montrée ou gagnée?», interroge le général Vincent Desportes, ancien commandant de l'enseignement supérieur militaire. Il insiste sur la dimension psychologique d'un conflit : l'adversaire, par exemple, aura intérêt à insister sur l'étendue des «dommages collatéraux», ou à mettre l'accent sur une manifestation de villageois en faveur d'un groupe rebelle.

La bataille se livrant également sur le front de la communication, «il fallait pouvoir mettre en avant les soldats maliens avec leur drapeau» durant la remontée des soldats français vers Gao et Tombouctou, dans le nord du Mali, même s'ils n'avaient joué aucun rôle dans l'offensive-éclair, afin

de ménager l'opinion et l'armée malienne. Preuve, selon l'officier général, que «les images du moment peuvent empêcher la réalisation finale d'une opération». Et que, «si tout, en principe, peut être vu et transmis, nos concitoyens n'ont pas toujours le recul nécessaire pour en juger». Il estime donc normal de conserver une certaine «maîtrise de l'image» (12).

Cette rétention de l'information contredit cependant l'un des objectifs essentiels de la communication opérationnelle : convaincre l'opinion publique du bien-fondé de l'intervention, et expliquer comment les soldats procèdent sur le terrain pour atteindre les objectifs assignés. «Outre la légitimité qu'un soutien fort confère à nos opérations, il s'agit aussi d'un facteur déterminant pour le moral des militaires et de leurs familles», commente M. Burkhard (13).

Mais jusqu'où, par exemple, montrer les morts? Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui, en janvier dernier, avait recommandé aux médias de ne pas diffuser d'images de cadavres au Mali, s'était attiré une réplique immédiate de Reporters sans frontières : «Au nom de la protection des

jeunes téléspectateurs, le CSA ne protège-t-il pas la communication officielle d'une opération militaire? Il est aberrant de ne montrer de la guerre que des couchers de soleil sur des chars rutilants. Le public ne peut se satisfaire des informations récoltées sous contrôle militaire ou directement transmises par l'armée.»

«A la guerre, il y a des images propres et des images sales», titrait le site Arrêt sur images le 29 août 2008, quelques jours après l'embuscade d'Uzbin. Pierre Babey, journaliste à France 3, y avait rappelé les consignes en vigueur à l'époque sur le terrain : pas de photos ou de vidéos de cadavres; pas de vues de l'embuscade d'Uzbin; pas d'images de cercueils rapatriés par avion. En outre, en Afghanistan, comme durant la guerre d'Algérie ou la guerre du Golfe, les reportages sur le camp adverse étaient rares, d'où un «sentiment de domination des images occidentales».

Le photographe allemand Horst Faas a couvert la guerre du Vietnam de 1962 à 1974, dirigé le service photo de l'agence Associated Press à Saïgon et publié des clichés de soldats mourants ou de civils vietnamiens terrorisés par les bombardements. Selon lui, il était possible, à l'époque, de publier des images de morts si la famille était prévenue. Depuis, la guerre est devenue «une bureaucratie. Il faut des autorisations pour tout». Comme le résume la journaliste Claire Guillot qui s'est entretenue avec lui, «l'accès au terrain est limité et, du coup, les photographes montrent surtout l'avant et l'après des combats. Côté censure, l'administration américaine a fixé "des règles bizarres", qui interdisent de prendre en photo un blessé sans son autorisation.» Et Faas de s'interroger : «Est-ce qu'on demande à ces gens leur autorisation avant de leur envoyer des bombes sur la figure?» (14).

Les militaires américains – ainsi que, en Europe, leurs collègues allemands – sont passés maîtres en «psy ops» : des techniques d'influence qu'ils ont fait adopter par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), notamment en Afghanistan. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le Pentagone a créé dans le plus grand secret l'Office of Strategic Influence (OSI), une agence de propagande

chargée de «modeler les opinions publiques au niveau planétaire par une intoxication massive des médias, des clubs de réflexion influents et des groupes de pression (15)». L'OSI a été remplacé en 2002 par l'Office of Special Plans (OSP), devenu ensuite, en 2003, le Northern Gulf Affairs Office, bureau d'analyse et de communication sur la situation au Proche-Orient qui avait pour objectif principal de «répandre des informations, vraies ou inventées, sur les armes de destruction massive, afin de préparer l'intervention américaine en Irak». Ce bureau avait pris appui sur la société privée de relations publiques Rendon Group, spécialiste de la stratégie d'influence, qui préparait des argumentaires et classait les journalistes sur une échelle de «degrés de confiance».

Longtemps très marqués à droite, les militaires français ont également su mener une guerre de l'information (16) lors des grands conflits coloniaux des années 1950, sous prétexte de lutte contre le communisme. En Indochine, face à des nationalistes qui savaient compenser leur handicap militaire par le recours à l'arme idéologique, un Bureau de la guerre psychologique était chargé d'étudier et de diriger toutes les formes d'action autres que le combat susceptibles d'«attaquer le moral de l'ennemi et sa volonté de combattre».

avec propagande, censure, mise en scène de ralliements, etc. Ces techniques furent perfectionnées et généralisées en Algérie, avec notamment la création d'un Centre d'instruction, de pacification et de contre-guerilla qui enseignait les moyens de démolir, de convaincre et de rallier l'ennemi. Le Groupe de renseignement et d'exploitation (GRE), lui, orchestrerait des manœuvres de désinformation à destination du Front de libération nationale (FLN) et de ses partisans.

On se souvient aussi d'entreprises plus récentes de manipulation : le faux charnier de Timisoara, en Roumanie, avant la chute de Nicolae Ceausescu en 1989, ou l'étrange contrôle des images et des mots par les états-majors alliés et les spécialistes en communication lors de la guerre contre l'Irak de 1990-1991; et enfin, toujours en Irak, l'invasion de 2003, avec «fabrication de l'ennemi (17)» à la clé. Le mensonge du président George W. Bush sur la présence d'armes de destruction massive, pour justifier l'invasion du pays, ainsi que le détournement en 2011 de la résolution de l'ONU autorisant l'imposition d'une zone d'exclusivité aérienne, contribuent à expliquer pourquoi la France et les Etats-Unis ont dû finalement renoncer à lancer leur opération punitive contre le régime syrien.

PHILIPPE LEYMARIE.

(8) Ancien journaliste, M. Bayle a notamment dirigé la lettre TTU, puis la communication du groupe European Aeronautic Defence and Space (EADS).

(9) Ou encore «Fuck the pool», allusion aux photographes qui préfèrent accéder librement aux zones de conflit plutôt qu'embarquer dans les combat pools organisés par les communicateurs militaires.

(10)

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été lancée en 2007 dans le but de «réduire l'endettement de l'Etat», et poursuivie selon des modalités qui ont varié au fil des ans.

(11) Débat sur le métier de reporter de guerre organisé le 17 février 2013 à Paris par Libération.

(12) Cf. Michel Klen, *Les Ravages de la désinformation d'hier à aujourd'hui*, Favre, Lausanne, 2013.

(13) Cf. Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La République et son armée face au «péril subversif»*. Guerre et action psychologiques, 1945-1960, Les Indes savantes, Paris, 2005.

(14) Cf. Pierre Conesa, *La Fabrication de l'ennemi*, Robert Laffont, Paris, 2011.

Les réseaux sociaux face au secret-défense

Au lieu d'essayer de restreindre l'usage par les militaires de réseaux sociaux devenus incontournables, le ministère de la défense a préféré en fixer le «bon usage» en publiant un guide dont voici quelques extraits :

- Respecter la sécurité en opération : de simples statuts, photos ou vidéos peuvent parfois contenir des informations stratégiques. Dans les conflits modernes, nos ennemis scannent régulièrement le Web, à la recherche d'informations sensibles et pour détecter nos vulnérabilités.
- Les positions de bâtiments, le détail des déploiements, les éventuels dommages, les évaluations du moral des troupes, les modalités et bilans d'actions, etc., sont des données protégées, qui ne doivent pas être publiées.
- Penser à ne pas publier de dates et lieux précis des activités opérationnelles en cours ou planifiées, ou les noms de militaires.
- Ne jamais utiliser la géolocalisation sur vos photos publiées : penser à la désactiver sur Facebook. Eteindre le GPS de votre smartphone. Vérifier systématiquement avant publication les arrière-plans de vos photos et vidéos, etc.

(«Guide du bon usage des médias sociaux», avril 2012, www.defense.gouv.fr/)

«Et nous, nous sommes si bons»

Guerre du Kosovo (1999). Aux frontières [du pays], des journalistes débarquent. Ils découvrent d'immenses tragédies humaines ; ils ne purent que s'offusquer. Ils clamèrent l'urgence d'une «ingérence humanitaire», associèrent leurs journaux à des collectes, affichèrent des numéros verts, se sentirent confortés par des sondages, image instantanée d'une opinion instantanément confectionnée par des images.

Armés de notre générosité et de nos dons, ils poussèrent l'avantage, envisagèrent la guerre terrestre qui seule libérerait ces foules errantes, «cette femme, cet homme, cet enfant à la peau blanche», «la petite fille de 5 à 6 ans qui écrasait son visage en pleurs sur la vitre arrière d'un car». En vérité, ce n'était ni la couleur de la peau ni les larmes de l'enfance qui comptaient. Mais les déportés erraient devant nos caméras. Et nous, nous sommes si bons. (...) La bonne propagande de guerre, ce n'est plus la vieille censure, c'est de savoir attirer les caméras devant des images irrésistibles et manichéennes, devant des scènes qui charrient une émotion mille fois plus docile que l'intelligence, cette machine lente et redoutable qui trie, digère, relativise, compare, intégrant à la fois le souvenir de très vieilles histoires sans image et l'imagination de conséquences forcément infilmables.

(Serge Halimi, «Quand le doigt montre la Lune», mai 1999.)

Du plomb dans les têtes

Offensive d'Israël à Gaza (décembre 2008). En 2006, l'offensive de Tsahal contre le Hezbollah au Liban avait été vécue comme un demi-échec, dans l'esprit de ses généraux, notamment parce que l'information n'avait pas été bien maîtrisée, et que l'opinion internationale avait vite été gagnée au sort des populations bombardées. Fin 2008, lors de l'offensive «Plomb durci» contre le Hamas, à Gaza, la solution trouvée par le gouvernement israélien consiste donc à étendre aux journalistes le blocus de Gaza pendant le conflit qui se prépare. Loin des caméras et du regard des reporters, les dramatiques conditions de vie des Palestiniens et les souffrances endurées par la population sont donc escamotées – autant que possible – aux yeux des témoins directs venus de la presse internationale. En dépit d'un arrêt de la Cour suprême israélienne, les reporters seront ainsi cantonnés en dehors de Gaza dans la zone israélienne exposée aux roquettes du Hamas, sorte de «jungle-listland» où les confrères tuent le temps en montrant des images d'une sorte de musée des roquettes Qassam ou en filmant à distance très respectable les lieux des explosions qui parviennent du territoire palestinien. D'où un biais désastreux dans la couverture du conflit...

(Marie Bénilde, «Gaza, du plomb durci dans les têtes», Information 2.0, février 2009.)

SENS INTERDITS

FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE

SENS INTERDITS

MÉMOIRES IDENTITÉS RÉSISTANCES

LYON, DU 23 AU 30 OCTOBRE 2013 3^e ÉDITION

SLOVÉNIE CROATIE

MAUDIT SOIT LE TRAITRE À SA PATRIE

**OLIVER FRJIČ
Théâtre Mladinsko
CELESTINS, Théâtre de Lyon**

FRANCE INVISIBLES

**NASSER DJEMAI
Théâtre de la Croix-Rousse**

CHILI VILLA + DISCURSO

**GUILLERMO CALDERÓN
Théâtre National Populaire**

ÉGYPTE BUSSY MONOLOGUES

**SONDOS SHABAYEK
Théâtre de l'Élysée**

ALLEMAGNE ARABQUEEN

**GÜNER YASEMIN BALCI / NICOLE ODER
Théâtre Nouvelle Génération**

BILLETTERIE 04 72 77 40 00

CHILI/ARGENTINE EL AÑO EN QUE NACÍ

**LOLA ARIAS
Radiant-Bellevue**

LIBAN/ÉGYPTE REGARDS DE FEMMES BEYROUTH/LE CAIRE

**CHRYSTELLE KHODR & CHIRINE EL ANSARY
Théâtre des Asphodèles
Théâtre de l'Élysée**

CAMBODGE L'HISTOIRE TERRIBLE MAIS INACHEVÉE DE NORODOM SIHANOUK, ROI DU CAMBODGE

**1^{ERE} ET 2^{ÈME} EPOQUES COPRODUCTION HÉLÈNE CIROUX, GEORGES BIGOT ET DELPHINE COTTU
CÉLESTINS, Théâtre de Lyon
Théâtre de Vénissieux
COMÉDIE DE VALENCE**

SENS INTERDITS .ORG

Célestins



Design: Clémence Rolland

Que regardent les téléspectateurs chinois ?

Dans les transports en commun comme à la maison, nombre de Chinois sont penchés sur leur écran : en différé ou en direct, ils regardent leurs programmes préférés, qui n'ont rien à envier à ceux diffusés en Occident. Si autrefois les séries historiques occupaient le devant de la scène, désormais les émissions de téléréalité font un tabac... mais sous l'œil vigilant du Parti communiste.

PAR JORDAN POUILLE *

AUCUN journal n'a jamais traîné sous les sièges des bus articulés 639, qui sillonne chaque matin le nouveau quartier financier de Jianwei Soho. Car les passagers n'ont d'yeux que pour leurs smartphones, sur lesquels se déroulent les joutes verbales entre le charismatique Pan Shiyi, 49 ans, et son invité du jour. Le magnat de l'immobilier anime «Les amis de Pan Shiyi», une émission de débat très populaire diffusée de bonne heure, puis téléchargée pour être visionnée dans les transports.

Il concurrence «L'appel matinal», une causerie en ligne quotidienne de Gao Xiaosong, 44 ans, compositeur aux cheveux longs, ex-juge d'un télé-crochet ayant purgé une peine de six mois de prison pour conduite en état d'ivresse. Durant vingt minutes et sans prompteur, ce faux dilettante livre ses réflexions éclairées sur des sujets décalés : les matchs truqués du football chinois, le code de la route américain, le cinéma européen. Avec trois millions de spectateurs assidus, «L'appel matinal» désarçonne les chaînes traditionnelles, qui se bagarrent pour en acquérir les droits de rediffusion... à défaut d'innover elles-mêmes.

La télévision chinoise et ses quatre cents millions de récepteurs (soit un pour trois habitants) sont un temple du concours de chant. Les chaînes des provinces du Hunan, du Zhejiang ou du Jiangsu adaptent avec brio les émissions de téléréalité musicale étrangères. Cette

Des «valeurs pernicieuses»

CETTE année, «I am a singer» a damé le pion à «Chinese idol» («Idole chinoise») et à «Zhongguo da renxiu» («La Chine a du talent») de Dragon TV (Shanghai), tout comme à «The voice of China» («La voix de la Chine») de Zhejiang TV. La chaîne du Hunan ne compte pas en rester là. Elle vient de lancer «China's strongest voice» («La plus forte voix de Chine») et «Super boy», tout en surveillant l'arrivée de «Super star China», produite par Hubei TV. Sans compter la rediffusion aux heures creuses de toutes les anciennes saisons, qui achève de transformer les téléspectateurs chinois en véritables karaokés.

«Se contenter d'adapter encore et toujours des concepts de programmes étrangers à succès prouve qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir dans la connaissance du marché chinois», se désole le journaliste Yuan Zhiqiang, du quotidien *Global Times*. Pour l'instant, les sociétés de production chinoises se préoccupent surtout d'adapter les programmes aux besoins des annonceurs potentiels, sans craindre l'overdose.

* Journaliste, Pékin.

année, chaque vendredi entre janvier et avril, Hunan TV proposait en première partie de soirée «I am a singer» («Je suis un chanteur»). Un concept simple : sept célébrités chinoises, taïwanaises ou hongkongaises s'affrontent au micro en représentant les triomphes du répertoire national. Le moindre élément du plateau – des boissons du jury au justaucorps siglé des artistes – était prétexte à un matraquage publicitaire inédit, permettant d'engranger 300 millions de yuans (37 millions d'euros) de recettes. Grâce à sa diffusion satellitaire garantissant une audience nationale, Hunan TV est devenue en quelques années la deuxième chaîne la plus regardée du pays, juste derrière China Central Television 1 (CCTV-1).

La petite chaîne du sud de la Chine avait frappé fort, dès 2004, grâce à son télé-crochet «Super girl». Sa conception était originale : les jeunes vocalistes, sélectionnées parmi trois cent mille candidates, étaient toutes non professionnelles, et le téléspectateur avait le privilège de voter par SMS pour sa voix préférée. Toutefois, n'étaient distinguées que les personnalités délurées et les physiques farfelus – ce qui ne manqua pas de susciter des critiques jusqu'au sommet du Parti communiste chinois (PCC). Sous la pression de l'Administration d'Etat de la radio, du film et de la télévision, Hunan TV a mis fin à son programme-phare. Le soir de la dernière finale, le 1^{er} avril 2011, l'émission a réuni quatre cents millions de téléspectateurs.

grâce aux conseils de médaillés olympiques, remporte un franc succès sur Zhejiang TV, malgré le décès par noyade d'un technicien, le 19 avril. Sa concurrente Jiangsu TV n'a pas tardé à cloner le programme, rebaptisé «Des stars en danger» et diffusé aux mêmes horaires. Seuls les invités diffèrent...

Sans surprise, les employés de ces chaînes sont aussi jeunes que leur public. Le Canadien Mark Rowswell, alias Dashan, est un humoriste à succès, maître du show individuel (*stand up*) en Chine. Il enchaîne les performances télévisées depuis bientôt vingt ans : «J'étais récemment à Changsha pour un show sur Hunan TV. J'ai 48 ans, et j'aurais juré que j'étais la personne la plus âgée du bâtiment, nous a-t-il expliqué. Les producteurs, les réalisateurs ou les scénaristes ont à peine 30 ans et me traitent comme une icône, une vieille rock star.»

Les antennes paraboliques sont proscrites – excepté dans les grands hôtels, les administrations centrales, les sièges des entreprises d'Etat ou les quartiers diplomatiques – depuis un décret de M. Li Peng, en septembre 1993. Le premier ministre n'avait guère apprécié une déclaration à l'emporte-pièce d'un certain Rupert Murdoch. Le milliardaire australien et magnat de la presse anglo-saxonne, qui venait d'arracher une participation majoritaire dans une chaîne hongkongaise à la dérive pour la bagatelle de 525 millions de dollars, affirmait : «Les nouveaux moyens de télécommunication se sont avérés une menace directe pour tous les régimes totalitaires à travers le monde. La diffusion par satellite donne la possibilité aux habitants, avides d'informations, de ces nombreuses sociétés fermées de contourner les chaînes de télévision contrôlées par l'Etat (1).» Exit les paraboles.

Toujours pas de British Broadcasting Corporation (BBC) ni de Cable News Network (CNN) pour les Chinois ordinaires, même si l'accès à un large

bouquet de chaînes provinciales – chaque province pouvant diffuser une chaîne nationalement via le satellite –, soit une quarantaine de canaux gratuits (*lire l'en-cadré*). Ceux-ci s'ajoutent aux dix-neuf de la CCTV, fondée en 1958. Le tout est accessible grâce à un boîtier semblable aux décodeurs de la télévision numérique terrestre (TNT) française, qui équipe aujourd'hui la majorité des foyers.

Au centre du quartier financier de Pékin, le nouveau siège de CCTV, en forme de caleçon, peut être un objet de râilleries, mais la télévision d'Etat et ses quatre cents programmes règnent toujours dans les foyers. En moyenne, un téléspectateur chinois regarde CCTV quarante-cinq minutes par jour sur deux heures passées devant le poste (hors téléchargement sur Internet).

13 000 euros la seconde de publicité

«**X**INWEN LIANBO», le journal télévisé (JT) de 19 heures de la chaîne généraliste CCTV-1, repris simultanément par les chaînes d'information de chaque province, demeure le programme le plus regardé du pays depuis sa naissance en 1978, avec cent trente-cinq millions de «téléspectateurs fidèles» en 2013, selon les statistiques officielles. Mais il est souvent très critiqué. Rencontres de chefs d'Etat dans les salons de réception du Palais du peuple, déclarations solennelles des cadres du parti, valorisation des succès économiques du gouvernement : ce JT de trente-quatre minutes est l'instrument privilégié de la propagande politique. Une plaisanterie veut que la seule information vérifiable qu'il délivre soit sa phrase d'introduction : «Bonsoir, il est 19 heures. Voici le «Xinwen Lianbo».» Et encore : le journal n'est pas diffusé en direct, mais enregistré quelques minutes plus tôt, afin de permettre aux censeurs de vérifier son contenu...

Autre exemple frappant du contrôle inamovible du parti sur le réseau des chaînes publiques : CCTV-7. Dès l'aube, propulsée par l'hymne national, la chaîne se consacre aux questions militaires. Précédé de publicités pour divers alcools de riz, le «Military report», ou bulletin d'information, est présenté par deux jeunes officiers en uniforme. Il diffuse principalement des scènes d'entraînements militaires et s'achève sur des images de popotes bon enfant.

En soirée, dans un décor digne d'un film de science-fiction, un colosse surgit sur le plateau en treillis, rangers et lunettes noires. D'un ton énergique, il détaille la puissance de feu des chars d'assaut MBT-3000, la rapidité des avions furtifs Chengdu J-20 ou la précision des drones Lijian. Puis de respectables experts de l'Université de la défense prennent la parole et rappellent les ambitions militaires chinoises dans le contexte géopolitique de la souveraineté nationale sur les îles Diaoyu (Senkaku, pour le Japon), en mer de Chine orientale, ou de l'armement de Taïwan par les Etats-Unis. Quand surviennent des séismes ou des glissements de terrain, tragédies aux cours desquelles les militaires sont massivement sollicités pour secourir les victimes, CCTV-7 assure une couverture en direct.

Pour des raisons financières, CCTV est aussi la seule autorisée à couvrir les événements sportifs. C'est donc elle qui a retransmis en intégralité les soixante-quatre matchs de la dernière Coupe du monde de football, à l'été 2010... et qui en a tiré des revenus colossaux, à raison de 13 000 euros la seconde de publicité.

Outre le gala du Nouvel An chinois – qui a fait connaître Mme Peng Liyuan, chanteuse et femme de l'actuel président Xi Jinping –, l'autre programme véritablement intergénérationnel s'intitule «Collections sous le ciel». Une émission consacrée à la brocante proposée quatre fois par semaine depuis avril 2006, sur la chaîne satellitaire de Beijing TV, à l'image du programme britannique «Antique roadshow».

Des Chinois de toutes conditions sociales se succèdent sur le plateau, une statue de jade ou un vase de la dynastie Ming dans les bras. Face à eux, quatre experts réputés scrutent l'objet dans ses moindres détails. S'il s'agit d'une authentique antiquité, il reçoit le sceau de «trésor national», assorti d'une évaluation chiffrée. Le candidat regagne alors ses pénautes couvert de gloire. Mais si l'objet s'avère n'être qu'une breloque, l'animateur Wang Gang s'en empare et le détruit sur-le-champ, offrant en pâture aux téléspectateurs amusés la mine déconfite de son propriétaire. Une violence toute chinoise à l'opposé du fair-play britannique, où les propriétaires d'objets recalés peuvent, s'ils le souhaitent, préserver leur anonymat...



MALEONN & NIO. – « Big Dream » (Le Grand Rêve), 2010

Plus de deux mille chaînes

La télévision d'Etat, Télévision centrale de Chine (CCTV), compte seize chaînes nationales, auxquelles s'ajoute un bouquet de chaînes dans les vingt-deux provinces, les cinq régions et quatre municipalités autonomes, ainsi que dans les deux régions administratives spéciales. Chaque province a le droit de diffuser nationalement au moins un canal par satellite. On peut aussi avoir des chaînes à l'échelle d'une ville, d'un district, ou dédiées à la langue de chaque minorité. A cela s'ajoutent des chaînes thématiques, privées comme publiques, et très spécialisées (bricolage, billard, téléachat, séries...).

Au total, on estime à deux mille le nombre de chaînes sur l'ensemble du territoire et chaque foyer peut en recevoir gratuitement entre quarante et deux cents, selon son lieu d'habitation. Parmi les émissions les plus regardées (hormis le journal télévisé de CCTV-1, diffusé simultanément par les chaînes d'information locales), les émissions de télé-crochet tiennent le haut du pavé.

J. P.

(1) George Monbiot, «Rupert Murdoch doesn't even have to ask to get what he wants», *The Guardian*, Londres, 22 avril 2008.

ALAIN SORAL TISSE SA TOILE

Les embrouilles idéologiques de l'extrême droite

(Suite de la première page.)

Mais alors, que signifie cet amalgame ? Faut-il, avec Jacques Julliard, y voir le mystère d'un basculement émotif, sur fond de « scepticisme à l'égard des milieux dirigeants, gauche et droite confondues » (2), ou le choix de transcender les clivages, parce que les « extrêmes » pourraient enfin, salutairement, se rejoindre ? Définies d'emblée comme « transcourants » et comme des outils de résistance au « système », les vidéos mensuelles de Soral sur son site, dont l'audience n'est, elle, assurément pas anecdotique, en particulier chez les jeunes (quinze millions de vues pour trois cent quatre-vingt-deux vidéos), permettent d'éclairer ce qui se joue.

Soral s'adresse, en son seul nom, aux citoyens de bonne volonté qui essaient de comprendre quelque chose à tout ce « bordel » – terme « soralien ». En tee-shirt, sur un canapé, désinvolte et concentré, il explique la situation : l'actualité, et le sens de l'histoire. Son passé témoigne de sa sensibilité d'artiste : plusieurs films, un roman. Mais également de son courage intellectuel, car son parcours politique correspond aux tentations de bien des inquiets. De l'adhésion au Parti communiste (brève, semble-t-il) dans les années 1990 à la Liste antisioniste fondée avec l'humoriste Dieudonné pour les élections européennes de 2009, en passant par deux années au Front national (2007 à 2009), il l'a accompli sans peur des paradoxes et des ruptures. Il affiche sereinement son « mauvais esprit », tout comme le fit l'avocat Jacques Vergès, qu'il salua en étant présent lors de ses obsèques (20 août 2013), aux côtés de l'ancien ministre socialiste Roland Dumas, de l'ancien ministre du gouvernement Balladur Michel Roussin, et de Dieudonné...

Adepte de surcroît des sports de combat (boxes, et française et anglaise), il se présente, discrètement mais fermement, comme la symbiose d'un adolescent prolongé – caractérisé comme il se doit par l'intensité de son questionnement, le non-conformisme de ses engagements (et dégagements) – et d'un individu presque moyen, confronté à la solitude héroïque mais musclée de celui qui, sans parti, sans appui, contre tous, tente d'y voir clair. On est loin de l'image du penseur universitaire ou du cadre politique. Ce qui facilite d'autant le butinage idéologique, pratiqué par de nombreux internautes, souvent dépourvus de la formation que



PHILIPPE RAMETTE. – « L'Hésitation métaphysique (incitation à la dérive) », 2012

dispensaient hier partis ou syndicats et qui structurait la réflexion.

C'est autour de quelques émotions et notions-clés que le propos s'organise : le sentiment d'impuissance face à la mondialisation et à la perte d'autonomie d'un pays soumis aux lois européennes ; l'inquiétude devant les régressions économiques et sociales ; malaise à l'encontre des valeurs de la modernité autoproclamée progressiste ; la difficulté d'envisager un avenir différent. Sous le parraînage intrépidement conjoint d'une sainte guerre et de dirigeants politiques peu portés sur le consensus, Soral donne son analyse et ses réponses.

pour le sens qu'on peut donner à sa vie personnelle ; la nation, pour le sens qu'on peut donner à la vie collective.

Si les rapports de classe sont une thématique omniprésente dans son propos, leur étude y demeure floue. Car l'essentiel de son analyse est porté par une conception de l'homme que le libéralisme, devenu synonyme de modernité, chercherait à détruire. L'ennemi fondamental, c'est ce qui incite « à la consommation compulsive et à l'individualisme » (charte d'E&R), c'est-à-dire l'*« idéologie du monde marchand »*. Bien davantage que l'exploitation, ce qui est à condamner dans le néolibéralisme, c'est qu'il produit « une société vouée à ses pulsions » (vidéo, mai 2013), entraînant ainsi un affaiblissement du sens du collectif, et donc de la conscience politique, via l'épanouissement sollicité de l'égoïsme, de l'esprit de compétition, de la recherche du plaisir. Or seule la nation est « apte à protéger les peuples des profits cosmopolites qui n'ont ni patrie ni morale », et pervertissent les valeurs qui dépassent la seule satisfaction personnelle. Le saut est brutal.

De quoi la nation est-elle donc ici le nom ?

A l'évidence, pour « protéger les peuples », elle devrait être l'incarnation du refus de l'égoïsme et des « profits cosmopolites ». Ce qui suppose, d'une part, qu'elle est une essence singulière, le génie propre à une culture particulière. Et, d'autre part, qu'elle doit exclure le cosmopolite amoral.

Sacré dévoilement. De la demande de souveraineté face, entre autres, aux lois supranationales, on en vient à recourir à une notion quasi mystique, censée permettre, si on la revendique, de créer un « front du travail, patriote et populaire, contre tous les réseaux de la finance et l'ultralibéralisme mondialisé (4) ». « Communauté nationale fraternelle, consciente de son histoire et de sa culture », où se retrouvent « ceux qui veulent un plus juste partage du travail et des richesses », et « ceux qui veulent conserver ce qu'il y avait de bon, de mesuré et d'humain dans la tradition », cette tradition hellénico-chrétienne qui aurait conduit à l'exigence d'égalité réelle. Pour en finir avec le matérialisme, il faut, selon Soral, retrouver la force spirituelle qui lui faisait autrefois contrepoids, repré-

sentée tant par la religion que par le communisme ou l'universalisme français : le sens de la fraternité, le respect de soi et de l'autre, la conscience d'être un individu lié à un ensemble.

La nation serait donc une entité par nature anticapitaliste, dont s'excluent de fait tous les agents, conscients ou non, du néolibéralisme : à gauche, ceux pour qui le combat se réduit à l'*« égalité en droit »* ; à droite, ceux qui « veulent conserver leurs priviléges ». Ce qui importe, c'est la possibilité de rassemblement dans le partage de valeurs communes, plus grandes que les appétits et caractéristiques individuels. Peu importe donc la laïcité, devenue « une religion, la plus fanatique de toutes », peu importe l'origine du citoyen – les Français musulmans intégrés « sont une chance pour la France » au contraire de « cette nouvelle génération de paumés, issus des ghettos de la relégation (...) porteurs d'une idéologie délinquante américaine libertaire ». L'ennemi de la fraternité, c'est aussi

bien le communautariste, au nom de l'égalité « victime », que l'improductif, l'avidé, le jouisseur – l'individualiste. Tous les « progressistes » et tous les « réactionnaires » ne composent donc pas deux groupes homogènes.

Il importe de définir les authentiques contributeurs à une société désaliénée de la représentation du monde néolibérale : le vrai peuple, porteur de l'esprit de la nation. Loin des faux antagonismes, loin des clivages-clés, il inclut la petite bourgeoisie qui peut être proche du prolétariat, le petit patron qui n'a pas les mêmes pratiques que le Medef. Tous ensemble, paysans, ouvriers, petits entrepreneurs... pourront aller vers une « société mutualiste de petits producteurs citoyens », car, pour chacun, « la responsabilité économique et sociale – donc politique – résulte de la propriété de ses moyens de production ». Soral n'est pas loin de Pierre-Joseph Proudhon, ni de Pierre Poujade. Mais il est très loin de Karl Marx.

Un facilitateur de dévoilement

CETTE société « réconciliée », digne, pourrait constituer un objectif commun pour la droite antilibérale et la gauche radicale. « Il existe une droite morale qui est, si on y réfléchit bien, l'allié de la gauche économique et sociale. Et, à l'inverse, une gauche amorphe qui s'est révélée comme la condition idéologique de la droite économique dans sa version la plus récente et la plus brutale. » « Gauche du travail, droite des valeurs » : le slogan d'E&R prend tout son sens. La gauche sociale intègre le sens de la transcendance porté par les valeurs de la nation, et la lutte des classes s'abolit dans une société diverse et unie.

Reste à expliquer la victoire du néolibéralisme, y compris dans son emprise idéologique sur la gauche amorphe. C'est assez simple : elle est due au complot américano-sioniste.

Si la démocratie est factice, si les thèses en faveur du néolibéralisme sont aussi fortement propagées, si l'opposition est si souvent affaiblie, c'est parce que des réseaux occultes infiltreraient l'ensemble des organes de décision de... l'Empire, neutralisant ou corrompant l'action politique : des diners du Siècle (5) aux « nouvelles maçonneries pour l'hyperclasse que sont les think tanks, style Bilderberg et Trilateral », l'oligarchie prépare et manœuvre et l'opinion, tandis que, de complot en complot, elle crée la menace terroriste avec les Twin Towers ou la guerre civile en Syrie. Ce qui justifie le soutien de Soral à l'*« islam de résistance »* et à ses alliés, qui, seuls, s'opposeraient à la domination mondiale de cette caste...

Au cœur de ces conspirations se tiendraient, liés à l'Amérique rapace, les « Juifs », sinon errants, du moins par nature étrangers à la nation, et de surcroît portés sur l'accumulation de capital. La banque est juive, la presse est juive, le destructeur de l'unité nationale est juif... Soral a pour eux une haine positivement fascinée. Il les voit partout. Evidemment, il lui est facile de préférer parler d'antisémitisme ou d'opposition à la politique d'Israël. Mais c'est tout bonnement de l'antisémitisme, et non l'expression d'un soutien au peuple palestinien ou d'un goût marqué pour la provocation supposée libératrice. S'il réédite des classiques de l'antisémitisme dans Kontre Kulture, sa maison d'édition (Edouard Drumont, *La France juive*, etc.), c'est par ardente conviction. Aucune ambiguïté.

Pourtant, ce déchaînement maniaque ne suffit pas à le discréditer auprès de ses fidèles. C'est que les théories du complot, franc-maçon, juif, Illuminati et autres, renvoient à ce grand sentiment d'impuissance aujourd'hui répandu, que n'atténuent guère les attaques, elles aussi fréquentes, contre les élites et l'oligarchie. C'est sans doute aussi que, parfois, existent des arrangements effectivement tenus secrets (qu'en fut-il, pour rester sobre, des rapports entre les Etats-Unis et certains éléments du patronat chilien dans la préparation du coup d'Etat qui renversa Salvador

Allende ?). Mais il importe quand même de se demander si ce type de réflexion, qui se veut avant tout morale, au-dessus des partis, anticapitaliste et nationaliste, ne conduit pas assez fréquemment à un populisme « rouge-brun », fort peu anticapitaliste mais fort teinté de xénophobie, sinon de fascism. A en croire l'histoire, la réponse est oui.

Il serait néanmoins frivole de considérer que les habitués de Soral sont tous de la graine de fascistes. Il le serait tout autant de ne pas prêter attention à ce qui, dans son discours, est un « embrayeur » d'équivoque, un facilitateur de dévoilement. C'est autour de la mise en parallèle des valeurs sociétales et des questions sociales, ainsi que du retour à la nation, que se joue l'essentiel de ses développements et de leurs conséquences : une vue apparemment cohérente des ravages sociaux et intimes de la modernité libérale, qui délivre les internautes de leur propre soupçon d'être de tristes réactionnaires, tout en les confortant dans le sentiment d'appartenir à une minorité enfin éclairée. Il n'est donc peut-être pas sans intérêt, pour la gauche déterminée à créer les conditions d'une véritable justice sociale, de rappeler que rien dans ses propos et objectifs ne saurait être confondu avec ceux d'une droite extrême. Pour ce faire, mieux vaudrait préciser sa propre analyse sur ces questions, quand bien même elle serait conflictuelle dans son propre camp.

EVELYNE PIEILLER.

(2) Marianne, Paris, 29 juin 2013.

(3) Alain Soral, *Comprendre l'Empire. Demain la gouvernance globale ou la révolte des nations ?*, Blanche, Paris, 2011. Toutes les citations, sauf indication contraire, y renvoient.

(4) Charta d'E&R. Les autres citations du paragraphe sont également issues de cette charte.

(5) Libre François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Thine, « Aux diners du Siècle, l'élite du pouvoir se restaure », *Le Monde diplomatique*, février 2011.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 31 octobre 2013

1 ^{er}	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête de l'indépend.
	NIGERIA	Fête nationale
	PALAU	Fête de l'indépend.
	TUVALU	Fête de l'indépend.
2	GUINÉE	Fête nationale
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête de l'indépend.
9	OUGANDA	Fête de l'indépend.
10	FIDJI	Fête nationale
	TAIWAN	Fête nationale
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête de l'indépend.
24	ZAMBIE	Fête de l'indépend.
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indépend.
	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
28	GRÈCE	Fête nationale
	RÉP. TCHÈQUE	Fête de l'indépend.
29	TURQUIE	Fête nationale

L'obsession de la morale et de la nation

TOUT d'abord, il importe de lutter contre le « mondialisme », un « projet idéologique visant à instaurer un gouvernement mondial et à dissoudre en conséquence les nations, sous prétexte de paix universelle », le tout passant par la « marchandisation intégrale de l'humanité » (3). Ce mondialisme se traduit par une « domination oligarchique », qui bafoue la souveraineté populaire et entretient le mythe de la toute-puissance du marché, « comme si ce n'était pas politique, pas un rapport de forces et un rapport de classes » (vidéo, janvier 2013). L'attribution de droits spécifiques aux « minorités opprimées » vient alors se substituer aux acquis sociaux collectifs, et conduit à une balkanisation qui risque de mener à la guerre civile : le témoignage le plus vif de cette dérive serait la « lecture racialiste des rapports sociaux », « « souchiens » contre « Arabes », tous en bas de l'échelle, plutôt que travail contre capital », et qui fait des musulmans des « boucs émissaires ».

En résumé, le Nouvel Ordre mondial, également nommé l'Empire, veut faire triompher une démocratie formelle, simple « pouvoir du plus riche » (vidéo, mai 2013), tenant d'un égalitarisme abstrait qui substitue des « questions sociétales » à celles de « la question de l'inégalité sociale, de l'exploitation de classes » (vidéo, mai-juin 2013) : brandir les droits de l'homme la justifie.

Soral propose donc de « sortir de l'Union européenne, sortir de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique

APPEL AUX DONS

Nous ne sommes pas des robots

PAR SERGE HALIMI

LA PRESSE écrite sera-t-elle morte en 2032 ? M. Jeff Bezos l'avait annoncé l'an dernier. Il vient pourtant de racheter le *Washington Post*. Une contradiction ? Pas vraiment. Quand on possède Amazon, quand 1 % de sa fortune suffit pour acheter un titre qui, deux décennies plus tôt, en valait dix fois plus, on peut s'offrir quelques fantaisies. Détenir les clés du quotidien qui a révélé l'affaire du Watergate coûtera tout juste un peu plus cher à M. Bezos que son projet d'enfourir cent cinquante mètres sous terre au Texas une horloge qui donnera encore l'heure dans dix mille ans. La presse écrite sera-t-elle vraiment morte alors ?

Les journaux ne se vendent pas bien, c'est certain, et on les achète pour une bouchée de pain. En cinq ans, leur diffusion a baissé de 13 % en Amérique du Nord, de 24,8 % en Europe de l'Ouest et de 27,4 % en Europe de l'Est (1). Comme les recettes publicitaires, attirées par la Toile, se portent encore plus mal, la valorisation des titres qui en dépendaient s'est effondrée. Aux Etats-Unis, elle a été divisée par dix en vingt ans, inflation non comprise (2). Cette dégringolade pourrait constituer une bonne nouvelle si elle permettait de débroussailler le paysage idéologique des médias de marché, assurément trop nombreux.

Mais rien n'annonce un tel rééquilibrage. Au contraire : les périodiques en rupture avec les orientations dominantes et avec les oukazes des annonceurs sont à la peine ; pour les autres, l'argent coule à flots. Ancien directeur des *Echos*, où il veillait aux intérêts de LVMH et de M. Bernard Arnault, actuels propriétaires du titre, après être passé au *Figaro*, où il défendait avec autant de fougue ceux de M. Nicolas Sarkozy, Nicolas Beytout a lancé un quotidien en mai dernier. L'obole des milliardaires lui aurait permis de récolter entre 12 et 15 millions d'euros (3), pour des ventes en kiosques qui, péniblement, plafonnent autour de trois mille exemplaires. Si *Le Monde diplomatique* disposait lui aussi de 4 000 euros par exemplaire vendu, notre appel annuel aux dons (*ci-dessous*) n'aurait plus d'objet...

Le patronat a donc les yeux de Chimène pour *L'Opinion* de M. Beytout. Son quotidien se proclame fièrement « libéral, probusiness, européen ». Il est sur ce point, en somme, comme *Les Echos* de

M. Arnault. *Le Figaro* de M. Serge Dassault se veut plutôt « libéral, conservateur, européen (4) », sans se montrer pour autant farouchement antibusiness. Il faut assurément être un peu farfelu, aveugle ou sourd pour continuer à répéter que les idées libérales et « européennes » seraient maltraitées en France.

Quand l'Etat aide des journaux qui n'en ont pas besoin

Elles le sont d'autant moins que Christine Ockrent, une journaliste qui pense comme une multinationale, vient d'ajouter à son émission hebdomadaire de France Culture une matinale quotidienne d'information sur i-Télé. Et que les talents de Mme Laurence Parisot, ex-dirigeante du patronat français, ont aussitôt trouvé (re)preneurs dans deux stations de radio concurrentes, RTL et Europe 1. Le jour où l'actualité portera sur BNP Paribas, Natixis ou Michelin, Mme Parisot en informera ses auditeurs avec compétence, sinon indépendance, puisqu'elle siège au conseil d'administration de ces trois entreprises ou de leurs sociétés mères. Bref, les jérémiades médiatiques sur le « matraquage fiscal » risquent de ne pas s'apaiser de sitôt. Au risque de nous faire oublier que cette pression serait peut-être moins appuyée si, par exemple, Natixis et BNP Paribas payaient leurs impôts ailleurs qu'au Luxembourg et à Singapour.

Lorsque les lecteurs et les annonceurs se dérobent, le patronat n'est pas seul à se porter au chevet de la presse. En France, l'Etat continue de consacrer à cette assistance des centaines de millions d'euros par an, soit, selon la Cour des comptes, entre 7,5 et 11 % du chiffre d'affaires global des éditeurs (5). D'abord pour subventionner l'acheminement postal des journaux, en favorisant presque toujours les titres obèses, c'est-à-dire les sacs à publicité, plutôt que des publications plus fluettes, plus austères et plus libres. Mais le contribuable consacre également plus de 37 millions d'euros au portage des quotidiens, là aussi sans faire le tri. Et il ajoute 9 millions d'euros, cette fois réservés aux plus pauvres d'entre eux.



Tant de miséricorde souvent mal ciblée peut déboucher sur de savoureux paradoxes. Grand pourfendeur des dépenses publiques sitôt qu'elles concernent l'éducation plutôt que l'armement, *Le Figaro* de M. Dassault a reçu 17,2 millions d'euros du Trésor public entre 2009 et 2011 ; *L'Express*, presque aussi hostile que *Le Figaro* à l'« assistantat », 6,2 millions d'euros ; *Le Point*, qui aime dénoncer la « mamma étatique », 4,5 millions d'euros. Quant à *Libération* (9,9 millions d'euros d'aides, toujours selon la Cour des comptes) et au *Nouvel Observateur* (7,8 millions d'euros), comme ils sont bien introduits auprès du pouvoir actuel, plusieurs régions ou municipalités présidées par des élus socialistes financent également leurs « forums » locaux (6).

L'information gratuite n'existe pas

Pour *Le Monde diplomatique* aussi ? Son existence immédiate n'est pas menacée. Sa diffusion totale flétrit (- 2,6 % au premier semestre 2013), mais nettement moins que celle de la plupart des titres ; et sa vente en kiosques résiste là où les quotidiens essuient des reculs à deux chiffres (9). A défaut d'être satisfaisants, nos résultats sont honorables d'autant qu'ils ont été obtenus sans recours à des anabolisants. Pas de distribution gratuite du journal sous forme de « ventes » groupées à des écoles de commerce, hôtels, taxis, épiceries de luxe. Pas d'offre du dernier gadget polluant en prime de bienvenue. Pas d'abonnement à prix sacrifié, contraire aux magazines, nombreux, dont la médiocrité du contenu devance les attentes des annonceurs. Résister à toutes ces tentations comporte un avantage immédiat : nos comptes ont été équilibrés en 2012, grâce à vous. Mais l'année qui vient sera plus rude : malgré la hausse prévisible de la plupart de nos coûts, nos prix ne peuvent pas être relevés une nouvelle fois ; la baisse du pouvoir d'achat pénalise les ventes de nos publications hors-série ; la stabilisation de la

Vous aussi, soutenez « Le Monde diplomatique »

7 144 lecteurs nous ont déjà versé des dons défiscalisés*, pour un montant de 635 805 euros.

Je fais un don de €
au profit exclusif de **MONDE diplomatique**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de :
Presse et pluralisme / Opération *Le Monde diplomatique*

Je précise mes coordonnées
(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu 2013, acquitté en 2014)

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi informatique et libertés. Vous bénéficierez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès et de rectification sur toutes ces informations.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Téléphone

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à :
Presse et pluralisme, TSA 32649,
91764 Palaiseau Cedex

Boomerang de la « gratuité »

Peter R. Kann a dirigé jusqu'en 2007 la société éditrice du *Wall Street Journal*. Dans cet extrait, publié en 2009, il raille les publications américaines qui ont fait le pari (ruineux pour elles) de la gratuité. Depuis, la plupart ont fait machine arrière, réclamant un paiement aux internautes.

IMAGINEZ que vous possédez une entreprise à la fois vénérable et rentable dont le succès repose sur la qualité d'un produit donné, la fidélité de ses clients et le prix raisonnable que ceux-ci consentent à payer en échange de ce produit.

Un jour, vous embauchez un directeur général qui développe une version nouvelle, améliorée, de votre produit, disponible plus rapidement et plus facilement que l'ancienne. Bien qu'elle se présente différemment, elle lui ressemble beaucoup, vu que ses éléments de base sont identiques. Elle plaît aux clients traditionnels et en attire de nouveaux. A dire vrai, ce succès n'est pas très mystérieux car, différente en cela de la version antérieure qui demeure payante, la nouvelle est gratuite.

Résultat : le nombre de vos clients augmente, mais pas vos recettes. Et, à mesure que la version gratuite attire d'anciens habitués de la version payante, vos profits ne cessent de baisser. Vous commencez alors à vous dire que votre nouveau *business model* comporte peut-être un défaut, que vous auriez peut-être dû faire payer votre version nouvelle et améliorée. Mais tous les experts vous expliquent qu'il est trop tard.

Et bien, c'est ainsi que les choses se sont passées quand, séduits par les capacités de distribution d'un nouveau média nommé Internet, les propriétaires de journaux ont permis à leurs prodiges de la Toile de s'emparer d'un produit travaillé avec soin – les informations – pour le reformater avec toutes sortes de cloches et de sifflets, de l'interactivité à l'actualisation permanente, afin que ces génies puissent ensuite proposer le tout, gratuitement, à ceux qui auparavant payaient le produit traditionnel constitué de feuilles de papier pleines d'encre.

Quelque chose ne tourne pas rond dans cette logique-là.

Peter R. Kann, « Quality reporting doesn't come cheap », *The Wall Street Journal*, New York, 26 septembre 2009.

Plus rapide et plus écologique
www.monde-diplomatique.fr/dons

diffusion du mensuel représenterait presque un exploit dans le contexte actuel. Au demeurant, l'a-t-on compris, les mécènes ne se bousculent pas à nos portes...

Pour nous, l'information gratuite n'existe pas (10). La plupart des articles du mensuel ne sont donc pas en accès libre sur notre site, sauf au bout d'un certain temps (six mois), pour une durée réduite (deux ans), et uniquement parce que le prix de cette information comme celui de sa mise en ligne peuvent encore être mutualisés grâce aux recettes que nous procurent nos acheteurs, nos abonnés et ceux qui, chaque année plus nombreux, nous versent des dons. Tous soucieux à la fois de garantir l'indépendance du *Monde diplomatique* et de faire connaître ce mensuel et *Manière de voir* à ceux qui pourraient le trouver utile. Notre modèle économique repose ainsi sur trois piliers : la vente, l'abonnement, le don.

Le troisième excède désormais la totalité de nos recettes publicitaires et contribue puissamment au maintien de tout l'édifice. L'an dernier, 2075 d'entre vous ont versé à notre journal un total de 177 500 euros. Grâce à cette somme, supérieure de 20 % au montant collecté l'année précédente, nous avons achevé plusieurs projets qui contribuent dès à présent à notre développement, dont une édition numérique apparemment très appréciée. Depuis avril dernier, nous l'offrons à tous les abonnés de notre édition papier dès lors qu'ils ont rempli un de nos bulletins (*voir page 2*) ou ont eu recours à notre site. S'abonner directement auprès de nous nous permet en effet d'économiser les commissions, souvent très importantes, dues à des intermédiaires. Avec le versement de dons, c'est l'un des meilleurs moyens de nous soutenir (*lire l'encadré «Mieux nous acheter pour mieux nous aider»*).

Tout conspire à détruire le journalisme qui enquête et vérifie

Les débats relatifs à Internet et à la «gratuité» ont fait surgir plusieurs contradictions éclairantes. Souvent, ceux-là mêmes qui dénoncent la précarité des conditions d'existence de certains journalistes, écrivains, photographes, artistes, réclament qu'au nom de la diffusion des idées et de la culture tout soit aussitôt gratuit sur la Toile. Des pigistes mieux payés pour écrire des articles qui seront offerts : le compte n'y est pas. A moins d'admettre que le travail d'informer devienne un sacerdoce ou un bénévolat réservé aux seuls privilégiés qui disposent déjà d'un autre emploi ; à moins de devenir très vite esclaves d'un modèle économique fondé sur la publicité et dépendant des algorithmes de Facebook, Amazon, Google.

A terme, le diagnostic est simple : l'information va se numériser et s'automatiser, c'est-à-dire que sa

collecte et son organisation seront de plus en plus confiées à des robots. Déjà, toute une presse en ligne se contente d'agréger des nouvelles en fonction des affinités des consommateurs, elles-mêmes mesurées par leurs usages courants (11). Si, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, les journalistes s'informent et écrivent en restant derrière leur ordinateur, leur emploi sera bientôt délocalisé ainsi que le furent, avant les leurs, ceux des centres d'appel des prestataires de services informatiques. Ensuite, pourquoi même conserver des correspondants à l'étranger quand ceux-ci se contentent de lire et de paraphraser des articles locaux, dorénavant disponibles en ligne et compréhensibles par tous grâce à des systèmes toujours plus performants de traduction automatique ?

Toutefois, certains contenus de presse sont plus facilement automatisables et délocalisables que d'autres. Et c'est là que *Le Monde diplomatique* dispose d'un avantage. L'enquête de terrain, l'analyse, surtout quand elles renvoient à un contexte historique, quand elles comportent des mises en perspective internationales, un engagement intellectuel et politique, exigent une compétence, un savoir-faire qu'un robot ne possédera pas de sitôt. Pas avant, en tout cas, que l'horloge de M. Bezos ait cessé de fonctionner.

En somme, l'avenir de la presse imprimée est menacé, mais pas forcément celui des journaux dont le contenu ne se limite pas à la collecte, au classement et à la mise en ligne instantanée des informations. Une place existe encore pour ceux qui commentent, comparent, enquêtent, analysent, vérifient.

Et qui parfois aussi proposent. Dans une période où préparer la reconquête permet de combattre l'apathie ou la désespoir, il ne suffit plus de dire : présentons des expériences positives ; il faut également en rappeler le contexte et les conditions de réalisation. Il ne suffit plus de formuler des propositions progressistes ; il faut aussi se demander si elles sont conciliaires entre elles. En d'autres termes, quelle est au juste notre analyse du monde et de la société, des rapports de forces, du poids relatif des groupes sociaux, de la possibilité d'alliance entre eux, des solidarités internationales qui ne sont pas seulement celles du capital ? Et, à partir de cette analyse, essayer de repérer quelques propositions prioritaires, susceptibles d'enclencher d'autres transformations, mais sans jamais oublier de réfléchir aux stratégies permettant de les faire aboutir. Cela non plus, un robot ne le peut pas. La plupart des journaux non plus, d'ailleurs.

En vérité, trois éléments propres à l'information en ligne soulignent par contraste la singularité du *Monde diplomatique*. D'abord, une surabondance qui découle à la fois de la multiplication des contenus et de celle des supports, les nouveaux écrans s'ajoutant aux médias traditionnels. Face à ces milliards de textes, de sons, de vidéos postés chaque

Mieux nous acheter pour mieux nous aider

LES LECTEURS nous demandent souvent quel est le meilleur moyen – achat en kiosques ou abonnement – de soutenir *Le Monde diplomatique* et de contribuer ainsi à la défense de son indépendance.

Un journal comme le nôtre doit une part de son influence à sa présence sur la voie publique. Laquelle dépend du niveau des ventes réalisées par les kiosques et les maisons de la presse. Il est donc important que ceux d'entre vous qui préfèrent acheter ainsi leur mensuel et *Manière de voir* continuient à le faire, surtout de façon régulière, et incitent leurs proches à visiter ces lieux où survit une partie de ce qu'il reste de pluralisme médiatique dans notre pays.

Un abonné rapporte cependant davantage au *Monde diplomatique* qu'un acheteur au numéro à condition qu'il souscrive directement son abonnement auprès de nous (*cf. le bulletin d'abonnement page 2 ou notre site <http://boutique.monde-diplomatique.fr/abonnements>*). Des sociétés intermédiaires proposent également notre publication dans leurs catalogues. Mais leur travail de prospection de nouveaux abonnés s'accompagne de frais de commission élevés.

L'autre moyen de nous soutenir consiste à choisir le prélèvement automatique. Le coût, écologique autant que financier, des lettres de relance, déjà particulièrement lourd, va le devenir davantage avec le relèvement prévu des tarifs postaux. L'an dernier, ces courriers nous ont coûté 92 000 euros, soit davantage que les 56 000 euros de déficit de notre résultat net.

Nous invitons ceux de nos abonnés qui préfèrent malgré tout éviter le paiement par prélèvement automatique à choisir d'emblée une période de souscription de deux ans. Ce qui, après tout, représente moins de numéros qu'un abonnement de six mois à un hebdomadaire, et pas davantage qu'un abonnement d'un mois à un quotidien.

jour et qui dégorgent de partout, ce journal limite tous les mois son propos à vingt-huit pages, et il privilégie la pertinence au bavardage.

Ensuite, une cacophonie des producteurs d'information : des centaines de millions d'internautes envoient et partagent en permanence leurs centres d'intérêt sur les réseaux sociaux. *Le Monde diplomatique* compte plutôt sur quelques centaines de collaborateurs – journalistes, universitaires, militants associatifs – dotés de facultés rarement associées, qui maîtrisent leur sujet et s'emploient à transmettre leurs connaissances sans céder aux raccourcis.

Enfin, un quasi monopole des moyens de hiérarchisation de l'information, détenu par Google et les moteurs de recherche. *Le Monde diplomatique* organise en revanche ses priorités en fonction des choix de son comité de rédaction.

Tout conspire à détruire le journalisme que nous représentons. Le réseau de distribution s'effiloche en raison du sort réservé aux marchands de

jouaux, que les éditeurs de presse sacrifient en connaissance de cause chaque fois qu'ils proposent à leurs lecteurs des tarifs d'abonnement très inférieurs au prix du numéro réclamé en kiosques. Les aides publiques, au lieu d'être réservées à des titres porteurs d'idées, continuent d'être gaspillées pour acheminer des magazines de divertissement et soulager la fortune des groupes Dassault, Lagardère, Arnault ou Bolloré. Les applications électroniques comme iTunes enrichissent davantage son propriétaire Apple que les publications qui y ont recours pour être repérées et vendues sur la Toile.

Mais rien de tout cela n'arrêtera notre aventure intellectuelle et celle des cinquante publications qui nous accompagnent dans le monde entier, aussi longtemps que cette aventure vous concernera assez pour que vous nous donnez les moyens de la poursuivre. Car à qui d'autre pouvons-nous les demander ? Et de qui d'autre voudrions-nous les recevoir ?

SERGE HALIMI.

(6) Lire Julien Brygo, «Forums locaux pour renflouer la presse nationale», *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

(7) «La loi sur la transparence et le pluralisme de la presse», *Dossiers de la Lettre mensuelle de Matignon*, mensuel du service de diffusion et d'information du premier ministre, n° 9, décembre 1983.

(8) Selon l'étude de la Cour des comptes citée plus haut. A titre de comparaison, le chiffre d'affaires annuel du *Monde diplomatique* est de 10 millions d'euros.

(9) Seul *La Croix* progresse, avec une diffusion réelle désormais supérieure à celle de *Liberation*, en chute libre.

(10) Cf. «L'information gratuite n'existe pas», 13 octobre 2010, www.monde-diplomatique.fr

(11) Lire Ignacio Ramonet, «Automates de l'information», et Evgeny Morozov, «Un robot m'a volé mon Pulitzer», *Le Monde diplomatique*, respectivement mars 2011 et septembre 2012.



Les Amis du *MONDE diplomatique*

RÉGIONS

ALÈS. Le 15 octobre, à 20 heures, école des Mines (amphi Peyre), 6, avenue de Clavières : rencontre avec Martine Bulard sur la Chine. (04-66-88-35-41 et amd30@orange.fr)

AVIGNON. Le 4 octobre, à 20 h 30, au cinéma Utopia, 4, rue des Escaliers-Saint-Anne, projection du film de Bertram Verhaag *La Science achetée*, suivie d'un débat : «Quelle liberté d'expression pour les chercheurs?». Soirée animée par François Warlop. Informations sur le site : Sciencesenbobine.org (ruiz.bouqueran@wanadoo.fr)

CAEN. Le 17 octobre, à 18 h 30, au café des Arts, Hérouville : enregistrement en public de l'émission «T'es autour du Diplo», avec un débat sur le dossier du mois. A écouter sur le site de l'association et sur www.zones-dondes.org (06-34-28-61-03)

CARCASSONNE. Le 8 octobre, à 20 h 45, au théâtre Na Loba, Pennautier : «Histoire de France et archéologie préventive», avec Jean-Paul Demoule. Le 11 octobre, à partir de 18 h 30, au Chapeau rouge, «Cabaret des AMD», avec une conférence-débat d'Anne-Cécile Robert : «France-Europe-Afrique, des relations à repenser», un repas africain (à régler sur place) suivi d'un concert des Yakassémé (percussions et danses africaines) et Ezza (rock touareg). (04-68-47-69-22 et amd11@free.fr)

CLERMONT-FERRAND. Le 5 octobre, à 17 heures, au café-lecture Les Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins : «Italie : où en est-on?». (xaphi@orange.fr)

DIJON. Le 9 octobre, à 18 heures, à Sciences Po, avenue Victor-Hugo : «Politique économique, le différend franco-allemand», avec Claude Gnos. Festival ciné-Attac du 1^{er} au 17 octobre : informations sur <http://local.attac.org/attac21> (annie.munier.petit@laposte.net)

DORDOGNE. Le 17 octobre, à 20 h 30, au foyer municipal de Montpon-Ménestérol : débat autour de l'article de Sylvain Leder, «A l'école de l'entreprise» (*Le Monde diplomatique*, septembre 2013). (05-53-82-08-03 et henri.companain@sfr.fr)

FRANCHE-COMTÉ. Le 16 octobre, à 20 h 30, Maison du peuple, Belfort, et le 17 octobre, à 20 h 30, Vesoul (lieu à préciser) : «L'homme augmenté. Biotechnologie et autres utopies posthumaines», en présence de Pièces et main-d'œuvre. (03-84-30-55-73 et odile.mangeot@wanadoo.fr)

GIRONDE. Le 23 octobre, à 19 heures, au Poulailler, place du 14-Juillet, Bègles : «café Diplo». Le 24 octobre, à 19 heures, à la médiathèque de Mérignac : «Les médias et leur rôle dans la société», avec Anne-Cécile Robert. (06-85-74-96-62 et amis.diplo3@gmail.com)

GRENOBLE. Le 8 octobre, à 20 heures, salle Juliet-Berto, passage du Palais-de-Justice, projection-débat du documentaire de Patricio Guzmán *La Bataille du Chili. I. L'insurrection de la bourgeoisie*. Organisée par le Collectif Chili 1973-2013 et le Centre culturel cinématographique. Programme complet des rencontres sur le site de l'association. (04-76-88-82-83 et jacques.toledano@wanadoo.fr)

TARN. Le 19 octobre, à 16 h 45, à Labastide-Rouairoux, dans le cadre du festival Echos

METZ. Le 10 octobre, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots, rue Saint-Clément, «café Diplo» : «Manuels scolaires, manipulateurs ou manipulés?», à partir du dossier du *Monde diplomatique* de septembre 2013. Le 16 octobre, à 20 heures, au cinéma Cameo-Ariel, projection de *Michael Kohlhaas*, d'Arnaud des Pallières, suivie d'un débat avec Christopher Pollmann. Projection coorganisée avec la faculté de droit. Le 17 octobre, à 20 heures, au Grenier des Récollets : «L'enjeu des retraites», avec Bernard Friot. Le 18 octobre : «Qui veut la peau de la Sécurité sociale?», avec Frédéric Pierrot. Rencontre coorganisée avec Attac et la Ligue des droits de l'homme. (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

MONTPELLIER. Le 17 octobre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, rue Pitor : «Référendum sur l'indépendance de l'Écosse, quelles perspectives?», avec Keith Dixon. (jannierovert@wanadoo.fr)

NORD. Le 10 octobre, à 20 heures, au cinéma Méliès, rue Trudaine, à Villeneuve-d'Ascq, projection du film de Lech Kowalski *La Malédiction du gaz de schiste*, suivie d'un débat avec Annie Durand et Thomas Porcher. En partenariat avec la Fondation sciences citoyennes. Le 16 octobre, à 20 h 30, MRES, 23, rue Gosselet, Lille : «L'accord de libre-échange transatlantique ou le deal du siècle pour un libre dumping», avec Jean Gadrey, en partenariat avec Attac. (06-24-85-22-71 et amdnord@yahoo.fr)

PARIS. Le 2 octobre, à 18 h 30, à l'Iremmo, 5, rue Basse-des-Carmes : rencontre avec Georges Corm sur le Proche-Orient. ([Inscription : info@iremmo.org](mailto:info@iremmo.org)) Le 15 octobre, à 19 heures, au Théâtre Dunois, 7, rue Louise-Weiss : «Luttes en classe», rencontre autour du dossier du *Monde diplomatique* de septembre 2013 et de *Manière de voir*, n° 131, «Feu sur l'école», avec Benoît Bréville, Allan Poplard, Renaud Lambert et Laurence De Cock. (amis.diplo75@gmail.com)

ESSONNE. Le 10 octobre, à 20 heures, à La Ferme, 31, avenue Henri-Barbusse, Viry-Châtillon : «Le projet d'accord transatlantique et ses conséquences sur notre quotidien», avec Frédéric Viale. Dans le cadre de l'Université populaire de Viry. Le 14 octobre, à 20 h 30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses, Viry : réunion mensuelle des Amis. (91.evry@gmail.com)

VAL-DE-MARNE. Le 3 octobre, à 20 h 30, à la Maison du citoyen et de la vie associative, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry, Fontenay-sous-Bois : «Sur la corde raide. Le feu de la révolte couve toujours en banlieue», avec Hacène Belmessous, auteur du livre époustouflant. (06-88-82-14-48 et amd94@numerical.fr)

YVELINES. Le 5 octobre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Clément-Ader : «Histoire et enjeux de la Sécurité sociale et des cotisations», avec Bernard Friot. (06-07-54-77-35 et evleveque@wanadoo.fr)

HORS DE FRANCE

LUXEMBOURG. Le 7 octobre, à 20 h 30, à la cinémathèque de la ville de Luxembourg : projection du film de Frederik Gertten, *Big Boys Gone Bananas*. Le 16 octobre, à 12 heures, au Citim, 55, avenue de la liberté, Luxembourg-Gare, les «midis du Diplo» : «Stratégie pour une reconquête», discussion à partir de l'article de Serge Halimi paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2013. (deckertr@pt.lu)



EUROPE	MAGHREB	ASIE	LITTÉRATURES
<p>MURDOCH'S POLITICS. How One Man's Thirst for Wealth and Power Shapes Our World. – David McKnight <i>Pluto Press, Londres, 2013, 272 pages, 11,50 livres sterling.</i></p> <p>« Je n'ai jamais rencontré M. Murdoch, mais il m'est arrivé d'avoir le sentiment qu'il était le vingt-quatrième membre du cabinet. On entendait rarement le son de sa voix, mais on ressentait toujours sa présence. » Au-delà de ce qu'il dévoile des affinités politiques du New Labour, le commentaire de M. Lance Price, ancien conseiller en communication du premier ministre Anthony Blair, illustre la connivence que le magnat de la presse Rupert Murdoch entretient avec la plupart des puissants (s'ils se situent confortablement à droite des sociaux-démocrates les plus timides). Comme le montre l'enquête extrêmement vivante de David McKnight, quand M. Murdoch claque des doigts, ils accourent. Que les récents scandales d'écoutes téléphoniques n'aient pas réussi à fragiliser son empire témoigne de son pouvoir. Comme le suggère Robert McChesney dans sa préface, « il y a fort à parier que toute autre personne se serait retrouvée en prison ». </p> <p>RENAUD LAMBERT</p> <p>L'OMBRE ET LA LUMIÈRE. – Andy Cave <i>Nevicata, Bruxelles, 2013, 347 pages, 22 euros.</i></p> <p>« Il y a ceux qui ont fait grève jusqu'au bout et les autres. » Andy Cave, né en 1966, fit partie des premiers et conserve une marque indélébile de la grande grève illimitée des mineurs contre le gouvernement Thatcher en 1984-1985, du travail de sape des médias, de la soupe populaire, des fins de mois impossibles... Et, de façon tout aussi puissante, il se rappelle l'autre versant de sa vie : les journées consacrées à la montagne.</p> <p>Il entre dans les mines du Yorkshire à l'âge de 16 ans, plus tard il deviendra l'un des meilleurs alpinistes britanniques. Il gravit les sommets les plus difficiles : envouté par l'immense paroi du Changabang, en Inde, il bataille dans des conditions inimaginables pour ouvrir une voie à l'ascension, avant de perdre un compagnon et de risquer la mort. Son récit mêle ainsi deux mondes qui s'ignorent. Pendu sur un fil dans le vide ou confronté à l'obscurité des profondeurs, il faut pourtant la même maîtrise de son imagination face à la peur. Cave mesure combien ses compagnons de la mine lui ont appris l'humour et le respect de soi, indispensables à la survie.</p> <p>PHILIPPE DESCAMPS</p>	<p>MÉMOIRE VIVE D'ALGÉRIE. Littératures de la guerre d'indépendance. – Catherine Milkovich-Rioux <i>Buchet-Chastel, Paris, 2012, 396 pages, 22 euros.</i></p> <p>La langue : un « butin de guerre », écrivait Kateb Yacine, parfois chèrement payé par ceux qui ont choisi la plume comme arme. Catherine Milkovich-Rioux, spécialiste de la littérature contemporaine de langue française, trace ici le panorama littéraire de la période coloniale à la postindépendance. Tous les genres sont représentés dans cette « bibliothèque imaginaire de l'histoire » habitée par Kateb Yacine, Assia Djebbar, Mouloud Feraoun, Tahar Djoua, Albert Camus, Frantz Fanon, Jean Genet, Pierre Guyotat... et les auteurs algériens et français actuels, présentés par étapes chronologiques et thématiques. Un point commun : tous, ceux qui naissent durant la période coloniale comme ceux qui en sont les héritiers, interrogent les fractures et perversions de l'histoire, dans une appropriation intime de ses combats.</p> <p>VIOLAINE RIPOLL</p> <p>MOULLOUD FERAOUN, UN ÉCRIVAIN ENGAGÉ. – José Lenzi <i>Solin - Actes Sud, Arles, 2013, 376 pages, 25 euros.</i></p> <p>L'écrivain algérien d'origine kabyle Mouloud Feraoun, à la fin de la domination coloniale, sait qu'il n'est pas français, que l'Algérie n'a jamais été et ne sera jamais la France ; mais il redoute ce qu'elle deviendra à l'issue d'une lutte dont il approuve l'objectif tout en s'alarmant des comportements réactionnaires et brutaux de ceux qui la mènent. Cette ambivalence se retrouve dans ses romans (<i>Le Fils du pauvre</i>, <i>La Terre et le Sang</i>), qui décrivent la misère et les espérances contraires de villageois kabyles plongés dans une mutation terrifiante. S'y ajoute son <i>Journal, 1955-1962</i>, sans doute le témoignage le plus lucide de ce qui fut, dans les montagnes, l'affrontement entre l'armée française et les maquis du Front de libération nationale (FLN), sur le dos de populations broyées. Il ne sera publié qu'après son assassinat par l'Organisation armée secrète (OAS), le 15 mars 1962, quelques jours avant les accords d'Evian. Cet essai rend un bel hommage à celui qui avait choisi la fiction pour dire l'âme de son peuple.</p> <p>JEAN-PIERRE SÉRÉNI</p> <p>L'INVENTION D'UNE DÉMOCRATIE. Les leçons de l'expérience tunisienne. – Moncef Marzouki <i>La Découverte, Paris, 2013, 177 pages, 15 euros.</i></p> <p>Publié entre deux assassinats de députés « laïques » par des suspects djihadistes, le livre du président tunisien dévoile un dessin aussi ambigu que fragile, celui de « trouver un consensus entre les deux composantes fondamentales de la société : la partie moderniste et la partie traditionaliste ». A priori, M. Moncef Marzouki n'était pas l'homme d'un tel compromis : il réprouve la critique des « Occidentaux » en général ; il voit en Habib Bourguiba un dirigeant autoritaire mais aussi le « pionnier de l'égalité entre hommes et femmes dans le monde arabe » ; il privilie les mœurs dits de leurs urbains d'origine. Quel sera leur mode de vie à l'avenir ? Constitueront-ils une énorme sous-classe, sans habitation décente, ni aucun accès aux services sociaux minimaux ? Ou deviendront-ils au contraire des habitants égaux aux autres ? Le <i>hukou</i> sera-t-il réduit à un simple document d'enregistrement familial, comme à Taïwan ou au Japon ? Tel est l'un des enjeux majeurs, selon Tom Miller, de cette migration des campagnes vers les villes sans précédent dans l'histoire.</p> <p>LAURENT BALLOUHEY</p> <p>LE SYNDROME PAKISTANAIS. – Christophe Jaffrelot <i>Fayard, Paris, 2013, 664 pages, 30 euros.</i></p> <p>Pris entre la violence et la corruption, entre le djihad en Afghanistan et les mouvements islamistes de l'intérieur, le Pakistan semble s'enfoncer dans le chaos. Le chercheur Christophe Jaffrelot a entrepris d'en décrypter les raisons, en plongeant dans les racines de l'Inde coloniale, au moment où l'élite musulmane voit, peu à peu, son pouvoir politique et économique se restreindre au profit des hindous, par la grâce des Britanniques. Une élite qui n'est unie ni sur le plan de la doctrine religieuse, ni sociologiquement, ni ethniquement – comme le met en évidence la première partie de l'ouvrage consacrée à la « lancinante question nationale ». La deuxième partie porte sur la vie politique, rythmée par les coups d'Etat (un par décennie ou presque), au moins jusqu'en 2008. La troisième passe au crible l'islam pakistanaise et la montée de l'intégrisme, liée à la manipulation du sentiment religieux par les géraux, mais surtout à la « monopolisation du pouvoir social par une mince élite, le creusement des inégalités et l'absence de forces de gauche ». Ce livre, où sont croisées les approches historique, économique, sociologique, religieuse et culturelle, restera comme une référence.</p> <p>MARTINE BULARD</p>	<p>ZOMIA OU L'ART DE NE PAS ÊTRE GOUVERNÉ. – James C. Scott <i>Seuil, Paris, 2013, 530 pages, 27 euros.</i></p> <p>Etonnante thèse que celle défendue par James C. Scott dans son « <i>histoire anarchiste</i> » de la Zomia, région montagneuse en périphérie de l'Asie du Sud-Est : pendant près de deux mille ans et jusqu'au milieu du XX^e siècle, elle aurait été une zone refuge, un lieu d'insoumission au pouvoir d'Etat.</p> <p>L'anthropologue américain livre une étude passionnante de la construction des Etats précoloniaux autour de la riziculture, activité imposée aux populations afin de les sédentariser et de les mettre au service de l'impôt et de la guerre. Ceux qui fuient en rejoignant la Zomia développent des structures sociales et économiques encourageant la mobilité (nomadisme, cueillette...). Scott s'ancre sur un terrain asiatique pour mieux le déborder en ralliant, entre autres, les montagnes des Berbères d'Afrique du Nord. Un ouvrage de référence qui s'appuie sur de nombreuses études ethnographiques, premier pas vers une contre-histoire globale des populations qui évitent l'Etat.</p> <p>NAÏKÉ DESQUESNES</p> <p>CHINA'S URBAN BILLION. The Story Behind the Biggest Migration in Human History. – Tom Miller <i>Zed Books, Londres, 2012, 190 pages, 19,77 euros.</i></p> <p>Cinq cents millions de Chinois se sont installés dans les villes ou à leur lisière ces trente dernières années : les citadins représentent désormais plus de la moitié de la population du pays, contre à peine 20 % en 1960. Et il est probable que, aux alentours de 2030, un milliard d'habitants seront répartis en deux cent vingt villes. Pourtant, plus de deux cents millions de Chinois sont des migrants de l'intérieur avec le système du <i>hukou</i> (fiche de résidence) ne leur permettant pas de bénéficier des mêmes droits que les urbains d'origine. Quel sera leur mode de vie à l'avenir ? Constitueront-ils une énorme sous-classe, sans habitation décente, ni aucun accès aux services sociaux minimaux ? Ou deviendront-ils au contraire des habitants égaux aux autres ? Le <i>hukou</i> sera-t-il réduit à un simple document d'enregistrement familial, comme à Taïwan ou au Japon ? Tel est l'un des enjeux majeurs, selon Tom Miller, de cette migration des campagnes vers les villes sans précédent dans l'histoire.</p> <p>ALAN HOLLINGHURST</p> <p>L'Enfant de l'étranger. Traduit de l'anglais par Bernard Turle, Albin Michel, Paris, 2013, 724 pages, 25 euros.</p> <p>Le gay murmure</p> <p>L'Enfant de l'étranger d'Alan Hollinghurst</p> <p>Traduit de l'anglais par Bernard Turle, Albin Michel, Paris, 2013, 724 pages, 25 euros.</p> <p>Alan Hollinghurst <i>L'enfant de l'étranger</i></p> <p>ALAN HOLLINGHURST</p>	<p>HISTOIRE</p> <p>Une si nouvelle version latine</p> <p>Quant à l'humanisme, elle adhère à l'école des adversaires de toute idéologie universaliste qui placerait les Grecs à l'origine de « la » civilisation par excellence, l'occidentale.</p> <p>Entre pamphlet et essai, l'ouvrage est riche (anthropologie de la nourriture et de la sexualité, critique de la notion d'acteur dans le théâtre ancien, etc.) et combatif. Dupont oublie rarement ses ennemis et jamais ses amis. Elle propose moins une nouvelle image de l'Antiquité qu'une méthode d'observation et d'analyse des sources. Ainsi, elle recourt à la notion d'« air de famille » pour étudier les différences entre textes, auteurs, genres que la tradition a l'habitude de mettre en parallèle. Elle souligne que comprendre un texte implique de le repenser dans son contexte : une pièce ne peut s'étudier en dehors des rites auxquels elle était destinée. S'énonce là comme un principe d'incertitude : plus un objet est observé de près, plus sa position s'éloigne de la trajectoire de la grande histoire.</p> <p>Ce principe n'est que le début d'un travail passionnant, dont <i>Rome, la ville sans origine</i> offre un exemple remarquable et actuel lorsqu'il interdit de faire appel aux Anciens pour cautionner le débat sur l'identité nationale. On peut en revanche ne pas suivre Dupont quand elle exige que son approche s'impose de manière exclusive, comme</p> <p>s'il fallait choisir entre elle et Aristote ou Friedrich Hegel. Le concret est parfois le plus cruel des critiques. Dans <i>L'Antiquité, territoire des écarts</i>, elle affirme que les éditions de théâtre grec ou romain sont presque toutes à refaire, car elles comportent de graves déformations, « le catalogue des personnages placé en tête du texte et la répartition en actes et en scènes, l'effacement de la distinction entre chanté et non chanté ». On s'attendrait à ce que son <i>Sénèque</i> (3) ouvre la voie. Mais une note de l'éditeur et de la traductrice annonce que, « pour faciliter la lecture, chaque pièce a été divisée en scènes et en chœur; découpage qui n'existe pas dans les textes latins ». Suit la liste des personnages. La nouvelle traduction, qui a pour vocation de « restituer la puissance théâtrale de Sénèque », est belle, libre, par moments fantaisiste, et s'écartant sciemment du texte original ; ou le texte latin original (contrairement à l'édition, plus démocratique, des Belles Lettres) est absent...</p> <p>EUGENIO RENZI.</p> <p>(1) <i>Rome, la ville sans origine</i>, Gallimard, coll. « Le promeneur », Paris, 2011, 216 pages, 22, 40 euros.</p> <p>(2) <i>L'Antiquité, territoire des écarts. Entretiens avec Pauline Colonna d'Istria et Sylvie Taussig</i>, Albin Michel, Paris, 2013, 250 pages, 22 euros.</p> <p>(3) Sénèque, <i>Théâtre complet</i>, traduit et présenté par Florence Dupont, Actes Sud, Arles, 2012, 900 pages, 29 euros.</p>



DU MONDE

La carte du trésor

Histoire de l'argent
d'Alan Pauls

Traduit de l'espagnol (Argentine),
par Serge Mestre, Christian Bourgois,
Paris, 2013,
252 pages, 20 euros.

Où est passé le fric ? C'est la question lancinante que se posent peu ou prou tous les personnages de ce livre. Où a disparu l'argent, probablement sale, que transportait un homme d'affaires mort dans le crash suspect d'un hélicoptère ? L'argent qui a filé entre les doigts du narrateur et de sa famille ? L'énigmatique argent qui peut simultanément augmenter et diminuer, comme le prouve l'inflation, familière aux Argentins ?

Après *Histoire des larmes* et *Histoire des cheveux* (tous deux publiés par les éditions Christian Bourgois), Alan Pauls poursuit dans le dernier volet de sa trilogie son entreprise singulière : évoquer l'histoire collective à travers l'intime en se focalisant sur un élément emblématique, prisme unique à travers lequel le réel se donne à voir sous de multiples facettes, exagéré, déformé, grotesque. Ici, l'argent et son univers, « *chaos en expansion* », métaphore habile qui rendra compte d'un désastre personnel sur fond de catastrophe générale.

Comme dans les livres précédents, le héros de Pauls appartient à sa génération (lui-même est né en 1959), et son roman se déploie sur trente ans d'une histoire argentine tumultueuse et violente, depuis les conflits politiques des années 1970 jusqu'à la débâcle inflationniste de 2002.

Le monde est instable, le narrateur et les siens tanguent dangereusement, mais c'est peut-être aussi lié à



une sorte de pathologie familiale : obsession de l'argent et inquiétante propension à le perdre. La mère est une héritière mais, « une fois l'héritage reçu, la seule chose qui reste, c'est le fatal processus de son érosion ». Aussi s'emploie-t-elle à le dilapider joyeusement, « en une rapide et étincelante décennie de réjouissances, d'ambition et d'affaires malheureuses ». Le père, lui, se méfie des banques et se promène les poches pleines de liasses, sans jamais se noircir les doigts, ce qui fait l'admiration de son fils ; hanté par la peur de voir l'argent se tarir, il n'a de cesse d'en faire, par des moyens plus ou moins licites, pour le perdre aussi sec au casino ou dans des investissements hasardeux. Quant au narrateur, s'il prend conscience d'être celui qui « paie l'addition » pour les extravagances de ses parents, il découvre aussi le pouvoir de payer, « plaisir numéro un de la vie d'adulte nouvellement inaugurée », qui devient très vite pour lui la « seule expérience de la souveraineté en période de terreur ». Souveraineté illusoire, bien sûr, puisqu'il manie « des sommes dont il ne prend conscience qu'elles sont considérables qu'après qu'elles sont parties en fumée ».

La vie comme siphonnage perpétuel : pour décrire cette spirale vertigineuse dans laquelle sont emportés tous ses personnages, Pauls développe en virtuose une phrase sinuose qui semble tourner sur elle-même, s'égarter, multiplier les digressions, agrémentant au passage une foule de détails inattendus et souvent comiques, mais qui retombe toujours d'aplomb. L'effet, bien rendu par la traduction, est assez jouissif pour le lecteur qui quitte la drôlerie angoissée de cet univers en ayant compris que l'argent n'est au fond que le symbole de ce qui nous fait courir, notre vie durant : une aspiration à jamais impossible à satisfaire, et sur laquelle il n'est pas facile de mettre un nom.

Dominique Autrand.

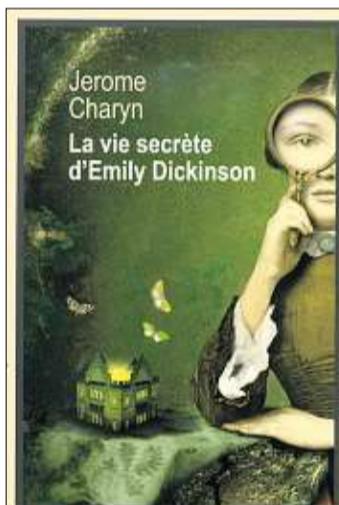
Inventer la vérité

La Vie secrète d'Emily Dickinson
de Jerome Charyn

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Chénetier, Rivages, Paris,
2013, 430 pages, 24,50 euros.

FÉLÈLE, grave et moqueuse, discrète mais audacieusement libre, telle est la figure choisie par Jerome Charyn pour représenter l'une des voix de cette Amérique dont, au fil de ses œuvres, il se veut le biographe : Emily Dickinson. L'auteur et son personnage sont aussi surprenants l'un que l'autre et c'est aussi ce qui donne à Charyn une telle empathie : « Elle fut le premier poète que j'ai jamais lu, et je fus d'emblée accrochée, hypnotisé par son écriture qui enfreignait toutes les règles », écrit-il dans son introduction. Il est, pour citer le titre d'un volume de ses souvenirs d'enfance, un Bronx Boy, né en 1937 d'un père polonais et d'une mère biélorusse, un sale gosse qui s'est voué à la littérature en découvrant, à 17 ans, Ernest Hemingway et William Faulkner. Aussi puissant qu'électrique, il file avec aisance du roman policier (la tétralogie d'Isaac Sidel, *Zyeux-Bleus*, *Marilyn la Dingue*, etc., publiés initialement dans la Série noire) à la bande dessinée, avec principalement Jacques de Loustal et François Boucq ; il glisse de la réinvention de l'histoire (*Métropolis*, éditions Métropolis) à la biographie (*Sténo sauvage*, *La vie et la mort d'Isaac Babel*, Mercure de France). Poussé par le désir d'ailleurs, il a vécu plusieurs années à Paris, au risque de perdre sa langue. C'est peut-être cette mise en danger qui l'a attiré vers Dickinson, cette femme qui n'est jamais sortie de chez elle, mais a choisi l'aventure et le danger dans la littérature même, dont elle a bousculé les règles morales et formelles. En se dérobant au monde, Emily a voulu l'embrasser.

Tout commence par les quelques mois que Dickinson a passés, en 1847-1848, au séminaire du Mont Holyoke, à quelques kilomètres d'Amherst, où elle est née, en Nouvelle-Angleterre. Elle n'y reste que dix mois mais c'est le point de départ choisi par Charyn pour faire le récit de sa vie, mélange de réclusion, de pulsions,



de refus, de désirs, de frustrations et de sublimations. Il faudrait être un étroit puriste pour lui faire grief de choisir cet épisode apparemment infime comme introduction à la biographie de l'une des poétesse majeures du XIX^e siècle, et l'une des plus secrètes. Le diable se loge dans les détails et Charyn joue le diable à merveille, jusqu'à se glisser dans la peau d'Emily. Tout le roman – oui, c'est bien un roman et non une biographie – est écrit à la première personne, et cette intrusion d'un élément mâle dans une personnalité féminine rend à merveille les contradictions d'une femme qui évolue sur une corde raide, entre ciel et abîme.

L'intention de Charyn n'est pas de faire d'une provinciale tourmentée une croustillante libertine ou une suffragette qui s'ignorait. A rebours du réalisme que certains étrangement lui prêtent, Charyn n'hésite pas à inventer des personnages pour mieux dire la vérité de son héroïne. « Je ne vois ni ne fais aucune différence, absolument aucune, entre écrire de la fiction et écrire de la non-fiction. » C'est le secret d'Emily qu'il va transgresser, révéler, par des images : des pas dans la neige, des gants jaunes, une voiture à cheval, des soldats traversant la ville, la présence d'un père dont les pas résonnent dans le couloir. Et Emily prend vie. Charyn n'a pas seulement inventé, il beaucoup lu, il a utilisé les lettres de son héroïne pour faire ce que Gustave Flaubert, qu'il admire, disait de lui et d'Emma Bovary... Mais demeure la question ultime : « Je me demande si le diable m'attend, de l'autre côté du seuil. »

Pierre Deshusse.

SOCIÉTÉ

PRÉCARISÉS, PAS DÉMOTIVÉS ! – Michel Vakaloulis

L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2013,
142 pages, 16 euros.

Les jeunes seraient-ils plus individualistes que leurs aînés ? Auraient-ils renoncé à « refaire le monde », au profit d'un repli générational sur le pré carré de la réussite individuelle ? La réalité décrite par Michel Vakaloulis n'est pas vraiment celle portée par ces a priori. En effet, la précarité envahit le quotidien des jeunes, dans tous les domaines et en premier dans celui de l'emploi. Et le malaise que provoque chez nombre d'entre eux la course imposée à la performance inatteignable engendre un rapport au travail différent de celui de leurs aînés ; ce qui compte plus que le clivage entre générations. Cette évolution marque aussi leurs relations avec les syndicats, dont les jeunes ne remettent pas en cause l'utilité, tout en cherchant des preuves de leur efficacité. Ils en attendent une proximité quotidienne, une écoute réelle, une expertise sur l'organisation, les conditions de travail et la reconnaissance professionnelle. L'étude montre que les jeunes sont donc disponibles pour des actions collectives ; en témoigne leur intervention dans des associations ou des groupes plus ou moins éphémères et sur des causes précises.

MARYSE LELARGE

PRISONNIERS EN RÉVOLTE. Quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France (1970-1980). – Anne Guérin

Agone, Marseille, 2013, 398 pages, 25 euros.

« Oui, j'ai tué, mais ce n'est pas une raison pour que j'aie froid. » C'est l'une des phrases les plus frappantes de l'ouvrage de la journaliste et sociologue Anne Guérin, où elle évoque le vent de colère qui a soufflé sur les prisons françaises dans le village de 1968. A commencer par celle de Toul (1971), quand des hommes debout sur les toits ont exprimé leur révolte contre cette petite tyrannie qu'est la détention – « A Toul, on attache certains jeunes détenus jusqu'à dix jours avec des fers. » L'auteure dresse l'historique de ce mouvement en s'appuyant sur les témoignages du Groupe d'information sur les prisons (GIP) dont la lecture politique va trancher avec des siècles de condamnation. Dès 1971, le GIP insiste sur la matérialité de la prison, comme le fait aujourd'hui le journal *L'Envolée* : enquêter sur ces lieux de détention pour susciter une intolérance mobilisatrice. « La révolte du prisonnier est le mouvement le plus naturel », soulignait alors M. Jean-Pierre Chevènement. La parole d'un prisonnier étant réputée la plus suspecte de tous, il aura fallu des écrits, ceux de Serge Livrozet, Roger Knobelspiess..., et ceux du Comité d'action des prisonniers (CAP) pour lever le voile.

CHRISTOPHE GOBY

LA DOMINATION SCOLAIRE. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public. – Ugo Palheta

Presses universitaires de France (PUF), Paris, 2012, 374 pages, 27 euros.

Le sociologue Ugo Palheta a consacré sa thèse de doctorat à l'un des secteurs les moins étudiés du système éducatif : l'enseignement professionnel. Il livre ici certaines de ses conclusions, à l'issue d'un travail combinant l'exploitation des enquêtes longitudinales réalisées par le ministère de l'éducation nationale et celle d'enquêtes ethnographiques menées dans divers établissements. L'objectif : montrer comment le « choix », parfois revendiqué comme tel [par certains élèves], de l'enseignement professionnel peut être à la fois interprété comme une preuve irréfutable de la force d'une « causalité du probable » favorisant l'intériorisation et la réalisation de l'avenir de classe, mais également comme un acte de résistance symbolique à la domination scolaire ». Tout au long de cet ouvrage, dont la richesse documentaire n'entrave en rien la lecture, se dessinent les effets combinés de la « massification ségrégative » du système d'enseignement et de la « reprolétarisation de la force de travail ».

R. L.

ÉCOLOGIE

LA RÉINTRODUCTION DE L'OURS. L'histoire d'une manipulation. – David Chétrit

Privat, Toulouse, 2012, 272 pages, 18 euros.

L'idée que la survie de l'ours dans les Pyrénées repose sur le succès des programmes de réintroduction fait consensus depuis quarante ans dans les organisations écologistes. Cependant, n'est-elle pas un moyen commode d'écartier les raisons profondes du déclin du plantigrade ? C'est ce que défend David Chétrit en rappelant que l'anthropisation séculaire de son habitat naturel est la cause principale de sa disparition (exploitation forestière, mines, stations d'altitude, alpinisme, échanges commerciaux transfrontaliers, etc.). Fils de berger et diplômé de troisième cycle en écologie, l'auteur évite les faux débats entre anti et proours, au profit d'une enquête journalistique exigeante, nourrie de données socio-historiques.

Au fil des pages, il apparaît que les plans de réintroduction de l'ours répondent avant tout à des préoccupations politico-touristiques, où se mêlent les approimations scientifiques, un imaginaire excluant l'homme de la nature, un traitement médiatique binaire, voire la négation de certains principes démocratiques, censés s'opposer aux conflits d'intérêts, aux passe-droits et à l'absence de concertation dans le processus décisionnel.

Jean-Sébastien Mora

MÉDIAS

UN MONDE À PART. – Jean-Marie Colombani

Plon, Paris, 2013, 256 pages, 20 euros.

Souvent fastidieux, ce plaidoyer *pro domo* de l'ancien directeur du *Monde* comporte néanmoins des pages éclairantes. D'abord sur l'état d'esprit du trio qui, pendant plusieurs années, dirigea le quotidien de soir : « Je voyais [les autres personnes] avec nous ou contre nous, perception des choses que je partageais pleinement avec Edwy Plenel et Alain Minc. » Eclairantes aussi sur un système de défense à ce point inélégant qu'il en devient presque attendrissant. Ainsi, évoquant la divulgation de son salaire mensuel (24 285 euros en 2003), Colombani plaide : « En son temps, Hubert Beuve-Méry [le fondateur du *Monde*] touchait quarante-cinq fois le smic. J'en étais loin. »

Le plus étonnant reste cependant la confirmation d'une étrange démarche de deux des dirigeants du *Monde*. En 2003, alors que le livre préquisitoire de Pierre Péan et de Philippe Cohen vient de paraître, Colombani et Plenel rencontrent, place Beauvau, le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy. Il s'agitait « de nous assurer qu'il existait aussi dans l'univers de la droite et du gouvernement des personnalités décidées à ne pas hurler avec les loups. (...) N'avions-nous pas en commun avec Nicolas Sarkozy l'hostilité de Jacques Chirac et des siens ? ». L'exercice du « contre-pouvoir » emprunte parfois des sentiers bien tortueux...

S. H.

POLITIQUE

CENSURES ET RAISONS D'ÉTAT. Une histoire de la modernité politique (XVI^e-XVII^e siècle). – Laurie Catteeuw

Albin Michel, Paris, 2013, 393 pages, 25 euros.

« L'histoire des rapports entre censures et raisons d'Etat s'inscrit dans l'horizon formé par l'acquisition des libertés individuelles et la constitution de la société moderne. » Limitant son enquête à la France et à l'Italie pendant les siècles charnières (XVI^e et XVII^e), la philosophe Laurie Catteeuw a appréhendé cette longue confrontation qui a dans le même temps façonné la conception de l'individu. Avant que n'en surgissent les premières ébauches (Giovanni Botero, *Della ragion di Stato*, 1598, et Gabriel Naudé, *Considérations politiques sur les coups d'Etat*, 1639), la raison de l'Etat était « un savoir réservé aux princes ». L'invention de l'imprimerie et l'expansion des concepts humanistes permettent de dépasser la vision médiévale – fondée sur la relation de l'homme à Dieu – en établissant la confrontation avec l'Etat. Mais ultérieurement, la Contre-Réforme viendra limiter la libre expression à travers les index... La raison de l'Etat et de l'Eglise se décline ainsi au fil du temps et des traités, de l'absolutisme à l'acquisition de libertés individuelles et la formation de l'opinion publique.

Daniel Lacerda

L'ESPRIT DE CORRUPTION. – Eric Alt et Irène Luc

Le Bord de l'eau, Lormont, 2012,
161 pages, 16 euros.

Affaires et scandales politico-financiers rythment l'actualité. Malgré des avancées législatives en matière de surveillance et de clarification des activités politiques, les connivences et les conflits d'intérêts sont patents, tout comme l'impunité de certains milieux. Respectivement conseiller référendaire à la Cour de cassation et conseillère à la cour d'appel de Paris, Eric Alt et Irène Luc en démontent les mécanismes. En réaction à la gravité de faits qui semblent se généraliser dans tous les pans de l'économie (marchés publics, finances, fiscalité, santé...), le discrédit des politiques est devenu aussi abyssal que les sommes en jeu. Riche de références étrangères, cet ouvrage se conclut sur nombre d'initiatives nationales et internationales, publiques comme le Groupe d'Etats contre la corruption (Greco) ou associatives comme Transparency International. « Les armes du droit sont émoussées, mais elles peuvent être mobilisées », ce à quoi s'emploient de nouvelles formes d'activisme citoyen et de lancement d'alerte.

V. R.

LE COMMUNISME EST À L'ORDRE DU JOUR. – Aimé Césaire et le PCF. – David Alliot

Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2013,
382 pages, 26,90 euros.

Aimé Césaire lui-même a jeté un « voile pudique » sur son passage par le Parti communiste français (PCF), comme le rappelle l'écrivain David Alliot, et peu de chercheurs ou de journalistes ont cherché à le soulever. Pourtant, de 1945 à 1956, il fut adhérent du parti et élu sous cette étiquette député-maire de Fort-de-France. Pour Alliot, ce moment politique influença l'œuvre : le fameux *Cahier d'un retour au pays natal* parut en 1947. Durant ces années, Césaire écrit aussi quelques poèmes à la gloire du parti, absents aujourd'hui des anthologies, ainsi qu'une ode au secrétaire général Maurice Thorez qui se termine par ces mots : « Le communisme est à l'ordre du jour. » Mais en parallèle, il trouve, dans la revue *Présence africaine*, un espace d'expression indépendant, où échapper également à l'autorité de Louis Aragon, avec qui les relations sont tendues. L'aventure communiste de Césaire prend fin en 1956, l'année du vote par le PCF des pleins pouvoirs au gouvernement de Guy Mollet, qui accentue la répression au Maghreb. Dans sa lettre de démission, il justifie un parti qui « porte encore les stigmates de ce colonialisme qu'il combat » et un « communisme français » qui cherche à s'imposer aux peuples colonisés.

Jules Créo-Tois



POÉSIE

TOMBEOU POUR UN MIAULEMENT. Poésie provisoire. – Serge Pey

Gruppen, Mont-de-Marsan, 2013, 216 pages, 22 euros.

Pour Serge Pey, le poème « *n'est pas un souvenir mais une proposition d'action de la pensée* », produit de l'histoire du monde qu'il porte en lui et veut reconfigurer : « *La poésie se trompe / si elle ne vérifie pas / ses mots dans les choses / et ses choses dans les mots.* » Pratiquant le *cut up*, il « *déroute et dévoie [ses] propres poèmes* », modifie quelques mots ou le temps des verbes, ce qui « *en change radicalement le sens* ». Accompagné de quinze dessins de l'auteur, cet ouvrage s'interroge sur la place de la poésie. Le texte épynomé est le titre d'un ensemble de notes réalisées « *à travers un commentaire linguistique sur le nom de Mao, des citations du tao et une évocation historique de la momification des chats dans l'Egypte ancienne*... Tombeau pour un miaulement aurait pu, selon l'auteur, avoir pour titre : « *Banalité de la poésie* », ici à la fois aussi infinie et éphémère qu'un miaulement. Ainsi le poème appelle-t-il à être partagé, et poursuivi, faisant du lecteur une main-d'œuvre créatrice active.

ALI CHIBANI

HISTOIRE

L'ENGAGEMENT À TRAVERS LA VIE DE GERMAINE TILLION. – Sous la direction d'Armelle Mabon et Gwendal Simon

Riveneuve, Paris, 2013, 238 pages, 26 euros.

Parmi les contributions, de qualité inégale, de ces actes du colloque international (université de Bretagne-Sud, 2008) consacré à Germaine Tillion, on retiendra notamment celle de Jean-Philippe Ould Aoudia sur les centres sociaux qu'elle a créés en Algérie afin de rétablir une forme de justice en faveur des « indigènes » et d'améliorer leurs conditions de vie. L'armée française manifestera rapidement son opposition à cette administration en arrêtant 13 % de son personnel en 1957, cinq ans avant l'assassinat par l'Organisation armée secrète (OAS) de six de leurs dirigeants à Alger, dont le romancier Mouloud Feraoun. L'intervention de Julien Blanc est consacrée au combat de la résistante Germaine Tillion au sein du groupe du Musée de l'homme, symbole de « *la désobéissance des débuts [de l'Occupation] dans ce qu'elle a de plus pur mais aussi de plus tragique* ». Arrêtée en 1943, déportée à Ravensbrück, elle écrit pendant son internement une opérette, *Le Verfugbar aux enfers*, dont un DVD permet ici de voir des extraits, dans une mise en scène récente.

A. C.

DEUX SOUVENIRS. De Bloomsbury à Paris. – John Maynard Keynes

Rivages, coll. « Rivages poche », Paris, 2013, 132 pages, 7,15 euros.

John Maynard Keynes (1883-1946) fut un économiste majeur, dont la théorie est revenue en force récemment. Mais il fut aussi directeur de théâtre, exploitant agricole, collectionneur d'œuvres d'art, diplomate et dandy. Il eut des amis à la mesure de ses talents, réunis dans le groupe de Bloomsbury, qui comptait des écrivains comme Virginia Woolf et David Garnett. Les deux textes présentés ici étaient destinés à son cercle de proches, et n'ont été publiés, à sa demande, qu'à titre posthume. Dans le premier, Keynes, alors membre de la délégation britannique et conseiller du premier ministre Lloyd George, raconte les tractations qui précéderont la signature du traité de Versailles, en 1919. Elles portaient pour l'essentiel sur l'approvisionnement en nourriture de l'Allemagne, défendu par ceux qui avaient des porcs à vendre, au nom de la compassion et... de la lutte contre le bolchevisme. Keynes est limpide, élégant, irrésistible. Le second texte revient sur ses convictions de jeunesse, cette frivolité brillante qui traduisait son point de vue sur le monde ; et s'il la critique, il n'en maintient pas moins allégrement son « *immoralisme* ». Keynes montre définitivement attachant.

EVELYNE PIEILLER

DVD

Somville, un artiste parmi les hommes

de Jean-Christophe Yu

L'Harmattan, 75 minutes, 2013, 20 euros.

Découvrir les œuvres d'un des représentants du réalisme social, le peintre belge Roger Somville, né en 1923, l'entend défendre ses positions, procure un vif plaisir. Car cet homme de grande culture exprime d'un ton passionné, polémique, la philosophie de la vie qu'il tire de sa pratique artistique. Dès 1947, membre de la « *jeune peinture belge* », il s'est révélé peu enclin à être « *sage* ». Il préconisait alors « *un art à portée publique, selon l'exemple de la scupto-peinture murale mexicaine* ». Par la suite, le militant communiste qu'il était n'a jamais cessé de s'en prendre à la « *bonne conscience bourgeois* », en se rebellant contre les dogmatismes de tous bords, ceux des « *diktats imposés par la doctrine officielle du réalisme socialiste* » comme ceux des « *redites ininterrompues* » du « *vieux art moderne* », « *vidé de sens* ». Lui a choisi de rechercher à transposer plastiquement, avec « *grandeur* », la « *présence humaine* » dans les activités du monde : long travail, qui exige d'inventer, contre ce qui semble offert, et se dérober.

LIONEL RICHARD

SOCIOLOGIE

Radiographie du patronat français

DISCRET et feutré, le monde patronal n'avait, jusqu'à une date récente, guère attiré l'attention des chercheurs. Des historiens pionniers (1) et quelques journalistes irrévérencieux (2) avaient certes éclairé le passé du patronat – sans en occulter les épisodes les plus troubles. Mais on manquait de travaux sociologiques étudiant au présent l'espace des organisations patronales.

C'est dire tout l'intérêt du livre de Michel Offerlé, *Les Patrons des patrons. Histoire du Medef* (3). Le sous-titre, réducteur, ne doit pas tromper. Après un premier chapitre historique, qui relate la métamorphose du Conseil national du patronat français (CNPF) en Mouvement des entreprises de France (Medef) en 1998 et retrace la courte vie de mouvement, c'est une exploration à la fois ample et minutieuse du « patronat organisé » que propose l'ouvrage.

L'étude, réalisée à partir de plus de cent entretiens approfondis, a une vertu démystificatrice. Tout d'abord, à l'image d'un patronat homogène et uni, Offerlé substitue celle d'un espace patronal morcelé, parcouru de clivages : « petits » contre « gros », petites et moyennes entreprises (PME) contre sociétés du CAC 40, industrie contre services, nationaux contre exportateurs... Quant à la représentativité controversée du Medef, qui revendique plus de sept cent quatre-vingt mille adhérents, l'auteur la discute, chiffres à l'appui. Parvenant à une estimation beaucoup plus basse (au maximum, trois cent mille adhérents, dont la plupart ne le sont, au demeurant, que de manière indirecte), il balaye l'idée d'une vaste armée patronale systématiquement mobilisée derrière ses représentants. Il rappelle ainsi que le problème de la représentativité ne concerne pas que les syndicats de salariés.

Spécialiste de la sociologie des groupes d'intérêts, Offerlé voit fonctionner au sein du Medef une règle déjà observée dans d'autres organisations « représentatives » : dans une large mesure, ce sont les représentants qui font les représentés – et non l'inverse. C'est grâce à ce travail accompli par les cadres du Medef que le patronat apparaît comme un groupe cohérent et mobilisé, et non l'inverse : cette « cohésion » ne lui préexiste pas. De ce constat paradoxal découle une nouvelle question : qui sont ces particuliers qui, au sein du Medef, prétendent parler

au nom du patronat tout entier ? Pour répondre, l'auteur envisage toute la gamme des « militants », permanents et bénévoles, jusqu'au patron des patrons lui-même. Il ne cherche pas seulement à dresser la carte d'identité sociologique, mais tente de saisir les ressorts d'un engagement qui ne va pas de soi, surtout dans un milieu où la posture militante est, par tradition, peu valorisée. Il est donc attentif à toutes les motivations infra-idéologiques (héritage familial, soif de notabilité, goût du jeu...) qui peuvent y pousser, en sus de la défense de ses propres intérêts.

Pour autant, il ne néglige pas les raisons d'ordre proprement idéologique, et consacre tout un chapitre à l'influence de l'organisation sur les politiques publiques. Là encore, la nuance l'emporte. S'il ne méconnait pas la force politique de la centrale patronale, qui dispose d'un programme, d'un état-major déterminé et de ressources multiples pour imposer ses vues, Offerlé montre que son plan d'action doit tenir compte des groupes d'intérêts, souvent antagonistes, qui le composent.

De son côté, le cinquantième numéro de la revue *Agone*, « Réprimer et domestiquer » (4), propose, en contrepoint et complément de l'ouvrage d'Offerlé, une approche « par en bas » des stratégies patronales, à partir d'observations dans les entreprises, de témoignages de syndicalistes, de plongées dans les archives et les statistiques, donnant à voir les rapports concrets entre patrons, cadres et salariés. Et notamment les moyens utilisés au quotidien – intégration, surveillance, contournement, menaces, répression... –, tout un répertoire d'actions éprouvées pour désamorcer les mobilisations.

ANTONY BURLAUD.

(1) Cf. les contributions réunies dans Jean-Claude Daumas (sous la dir. de), *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, Paris, 2011.

(2) Benoît Collombat et David Serpenay (sous la dir. de), *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2009.

(3) Michel Offerlé, *Les Patrons des patrons. Histoire du Medef* Odile Jacob, 2013, 364 pages, 29,90 euros. Il a également publié *Sociologie des organisations patronales*, La Découverte, Paris, 2009.

(4) « Réprimer et domestiquer : stratégies patronales », *Agone*, n° 50, coordonné par Etienne Pénissat, Marseille, 2013, 256 pages, 20 euros.

CINÉMA

La dignité de l'insoumission

« *N*e pas avoir rien fait est déjà important pour justifier son existence. » Dans *Faire quelque chose* (1), Vincent Gouabet, cinéaste trentenaire, écoute trente-trois grands résistants, qui tous auraient pu prononcer ces mots de leur pair Raymond Lévy, et retrace le parcours de la Résistance en accompagnant ainsi ceux qui, en juin 1940, n'ont pas supporté l'humiliation de l'Occupation. Cela a commencé par une affiche arrachée, un tract distribué, un journal clandestin imprimé... Venant de tous les horizons politiques et de tous les milieux sociaux, des jeunes gens vont s'employer à « *convaincre les Français de ne pas écouter Pétain* », avant de passer à d'autres armes et à d'autres objectifs. Si, aujourd'hui, témoigner leur paraît « *un devoir* », c'est avant tout pour contribuer à ce que ne soit pas oublié le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) quand « *toutes les sensibilités politiques se sont mises d'accord pour rédiger un programme commun* », comme l'explique Raymond Aubrac. Véritable base d'une République sociale, ce programme fut partiellement appliqué par le gouvernement provisoire du général de Gaulle : il reste la fierté et la raison d'espérer de ceux qui ont « fait quelque chose ».

Dans *L'Esprit de 45* (2), Ken Loach s'appuie, lui aussi, sur les témoignages de ceux qui ont participé à la mise en place de l'Etat-providence (*welfare state*), après la victoire travailliste aux élections britanniques de juillet 1945 : service national de santé, construction de logements, nationalisation des transports et de l'énergie. Ils savent qu'ils doivent ranimer la flamme presque éteinte par la contre-révolution libérale menée par Margaret Thatcher, « *expliquer ce qu'était l'esprit de 1945* ». Ces six années « *qui nous ont sorti d'une époque où la pauvreté régnait et la maladie sévissait* », Loach en rend compte également grâce à des images d'archives, et l'ensemble permet de pleinement entendre l'affirmation d'un des participants : « *Un jour, le rêve deviendra réalité et nous pourrons réellement contrôler notre vie* ».

« *Il faut raconter le monde pour pouvoir le changer.* » René Vautier a 15 ans, quand il s'engage dans la lutte contre les nazis. A 20 ans, il part pour l'Afrique, y découvre le sort de la population, et livre avec *Afrique 50* (3) un réquisitoire féroce contre le colo-

nialisme. Pendant les dix-huit minutes de son pamphlet, il montre et nomme les crimes dont il fut témoin. « *Ici, une enfant de 7 mois a été tuée, une balle française lui a fait sauter le crâne... Ici, du sang sur le mur, une femme enceinte est venue mourir, deux balles françaises...* » Le futur auteur d'*Avoir 20 ans dans les Aurès* explique, dans le livre qui accompagne le DVD, comment il a pu, grâce à une longue chaîne de solidarité, sauver une partie de ses prières de vues et aboutir après bien des périls à leur montage : ce qui lui vaudra une condamnation à un an de prison... Son film, censuré pendant plus de cinquante ans, est à la fois une œuvre majeure et un témoignage unique.

Dans son marathon de quarante-sept films-entretiens, *Penser critique. Kit de survie éthique et politique pour situations de crise(s)* (4), Thomas Lacoste adopte le même dispositif minimaliste que Goubet et Loach, mais le réduit à sa forme ultime, celle d'un plan fixe sur l'intervenant, qui requiert une grande qualité d'écoute (5).

Justice, immigration, enseignement, luttes sociales sont au centre de ces entretiens, dont on retiendra particulièrement les interventions du sociologue Luc Boltanski, du philosophe Etienne Balibar et du juge Renaud Van Ruymbeke. Mais c'est le témoignage de Charles Piaget, ancien syndicaliste de Lip, qui constitue le cœur du projet. Pendant deux heures, ce dernier explique comment, en tâtonnant, en réfléchissant sur les combats menés, il a développé, avec ses camarades, des capacités de lutte qui les ont conduits en 1973 à refuser la fermeture de la manufacture horlogère à Besançon. Constatant l'actuelle atonie sociale n'implique ni de renoncer ni de ne plus croire en l'action...

PHILIPPE PERSON.

(1) *Faire quelque chose*, sorti en salles le 1^{er} janvier 2013, sera bientôt édité en DVD.

(2) *L'Esprit de 45* sorti en France le 8 mai 2013 et sera prochainement disponible en DVD.

(3) *Afrique 50*, DVD + livret de 135 pages, Les Mutins de Pangée, 144 minutes, 2013, 22 euros.

(4) *Penser critique...*, Editions Montparnasse, Paris, 1 440 minutes, 2012, 50 euros.

(5) En mars 2013 est sorti en salles le film *Notre Monde*, où Lacoste poursuit sous une forme plus synthétique ses entretiens avec des penseurs critiques.

DANS LES REVUES

□ FOREIGN AFFAIRS. Un portrait du Guide suprême iranien Ali Khamenei, par le journaliste dissident Alkbar Ganji, alors que s'esquisse une détente entre Téhéran et Washington ; deux articles plutôt alarmistes sur l'avenir des rapports entre les Etats-Unis et la Chine. (Vol. 95, n° 5, septembre-octobre, bimestriel, abonnement un an : 34,95 dollars. – 58 East 68th Street, New York, NY 10065, Etats-Unis.)

□ INTERNATIONAL AFFAIRS. Une tentative d'explication de la stratégie russe en Syrie ; une analyse de l'insurrection talibane dans la province du Helmand ; une réflexion sur le concept ambigu de « radicalisation ». (Vol. 89, n° 4, juillet, bimestriel, abonnement un an : 114 euros. – Blackwell, Oxford, Royaume-Uni.)

□ THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Un article sur les Juifs américains inconditionnels d'Israël souligne leur absence totale de contacts avec les Palestiniens. Également au sommaire, tensions et répression en Russie ; retour sur le New Deal. (Vol. LX, n° 4, 26 septembre, bimestriel, 6,95 dollars. – PO Box 23022, Jackson, MS 39225-3022, Etats-Unis.)

□ COUNTERPUNCH. Les retentissements de l'affaire Snowden en Amérique latine ; réforme et privatisation de l'éducation sous M. Barack Obama ; la Syrie au temps de la colonisation. (Vol. 20, n° 8, août, mensuel, 95 dollars par an. – PO Box 228, Petrolia, CA 95558, Etats-Unis.)

□ UTNE READER. Qui sont les prophètes du chaos climatique ? Comment l'Occident a-t-il « inventé » Bouddha ? Pourquoi les multinationales espionnent-elles les écologistes ? Haïti s'est-il relevé du tremblement de terre de 2010 ? (N° 179, septembre-octobre, bimestriel, 6,99 dollars. – 1503 SW 42nd Street, Topeka, KS 66609, Etats-Unis.)

□ HARPER'S. Sur le modèle du manifeste de la revue XXI en France – en partie traduit dans ce numéro –, le directeur, John R. McArthur, publie un plaidoyer pour une presse payante à haute valeur ajoutée ; Thomas Frank analyse les causes de la désaffection envers les sciences humaines des étudiants américains. (Vol. 324, n° 1949, octobre, mensuel, 6,99 dollars. – 666 Broadway, New York, NY 10012, Etats-Unis.)

□ JACOBIN. Contrairement à l'idée largement répandue dans l'opinion publique américaine, les opposants à la guerre du Vietnam n'étaient pas tous des étudiants issus des classes privilégiées ; le retour de la question sociale aux Etats-Unis ; les progressistes doivent-ils réclamer l'abolition pure et simple de la propriété intellectuelle ? (N° 11-12, automne, trimestriel, 7,95 dollars. – 541336 Bronx, New York, NY 10454.)

□ NEW LEFT REVIEW. Pourquoi, contrairement aux années 1930, la crise actuelle ne conduit-elle pas à un consensus sur la nécessité de réguler les marchés ? Également, le flou et le vague, caractéristiques de la période victorienne, analysés au prisme de la production artistique de l'époque. (N° 81, mai-juin, bimestriel, 10 euros. – 6 Mead Street, Londres, W1F 0EG, Royaume-Uni.)

□ MONTHLY REVIEW. Le mythe du « catastrophisme » écologique : lorsque des militants communistes américains écrivaient des livres pour enfants. (Vol. 65, n° 4, septembre, mensuel, 5 dollars. – 146 West, 29th Street, suite 6 W, New York, NY 10001, Etats-Unis.)

□ NUEVA SOCIEDAD. Jürgen Habermas défend l'idée qu'il serait possible de transformer l'Union européenne pour la rendre plus démocratique et autonome face à la pression des marchés. Cartographie des courants intellectuels à l'université, « *moins exposée à la censure que les médias* ». (N° 246, juillet-août, bimestriel, sur abonnement. – Defensa 111, 1^{er} A, C1065AU Buenos Aires, Argentine.)

□ REPORT ON THE AMERICAS. Le chavisme après Hugo Chávez : que reste-t-il ? Le rebond économique mexicain, une opération de communication du nouveau pouvoir. (Vol. 46, n° 2, été, bimestriel, 10 dollars. – North American Congress on Latin America, 38 Greene Street, 4th Floor, New York, NY 10013, Etats-Unis.)

THÉÂTRE

Ibsen superstar



ADAGP - COLLECTION PRIVÉE, PANAMA • M. SUTHERLAND FINE ARTS, NEW YORK

DANS LES REVUES

GÉOÉCONOMIE. Le blé, enjeu de la sécurité alimentaire chinoise ; « Que reste-t-il de l'hyperrigueur ? », par Hubert Védrine ; le « printemps arabe » et la nouvelle donne de l'énergie. (N° 66, août-octobre, trimestriel, 20 euros. – 16, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.)

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE. Cinquante ans après sa création en 1963, quel bilan tirer de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devenue Union africaine en 2002 ? Le dossier souligne les limites évidentes du panafricanisme mais ouvre également d'intéressantes pistes de réflexion. (N° 47, 2^e trimestre, trimestriel, 14 euros. – 26, rue Vaneau, 75007 Paris.)

AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. Un entretien avec l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop. L'intellectuel altermondialiste y déclare notamment : « La politique internationale me fait souvent penser à un film hollywoodien. Le tout étant de savoir qui sont les « bons ». » (N° 129, septembre, trimestriel, 6 euros. – BP 22, 95121 Ermont Cedex.)

ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES. Le droit du consommateur, produit de la conversion des esprits au libéralisme ; la stigmatisation des habitudes alimentaires des classes populaires ; enquête sur le fonctionnement des commissions de surendettement. (N° 199, septembre, trimestriel, 16,20 euros. – Seuil, Paris.)

FAKIR. Une enquête sur une entreprise française d'aéronautique d'abord délocalisée en Tunisie, qui se relocate en France quand ses salariés tunisiens (souvent des femmes) se syndiquent et réclament une augmentation. (N° 62, septembre-novembre, mensuel, 3 euros. – 303, rue de Paris, 80000 Amiens.)

L'ÂGE DE FAIRE. Le mensuel militant qui fait connaître « des outils pour changer le monde » propose une plongée dans le domaine du textile, où les délocalisations sont de mise. On y découvre que des ouvrières, des petits commerçants et des agriculteurs organisent avec succès la relance d'une production locale de vêtements en France. (N° 78, septembre, mensuel, 1 euro. – La Treille, 04290 Salignac.)

ÉTUDES RURALES. Qu'est-ce que l'« agriculture de firme » ? Le phénomène traduit l'essor d'entreprises à dimension financière et spéculative dans le secteur paysan. Ces nouvelles structures économiques transforment les rapports sociaux et la géographie des territoires. (N° 191, janvier-juin, semestriel, 32,50 euros. – Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.)

SILENCE. Soulignant les limites d'un label bio, la revue écologiste dresse un riche panorama des alternatives : un cahier des charges plus rigoureux, des labels supplémentaires qui pourraient compléter l'actuel, des modèles plus complexes dotés de critères notamment sociaux... (N° 415, septembre, mensuel, sur abonnement – 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.)

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN. Dans un entretien publié par le supplément mensuel, le philosophe Bernard Stiegler analyse l'évolution du Front national « vers quelque chose qui se rapproche du fascisme classique » et estime que « la crise actuelle est beaucoup plus violente que celle de 1929 ». (N° 3551, 29 août, supplément mensuel, 12 euros. – Everal CRM, 123, rue Jules-Guesde, CS 70 029, 92309 Levallois-Perret Cedex.)

POLITIQUE. Au sommaire de cette revue bruxelloise, un entretien avec Gérard Mordillat et un dossier sur le retour de la gauche radicale, entre espoir et impasse. (N° 81, septembre-octobre, bimestriel, 9 euros. – Rue du Faucon 9, B1000 Bruxelles, Belgique.)

WIRED. Le numéro, centré sur l'avenir du design et son rôle dans l'intégration du numérique dans nos vies, se penche aussi sur la plate-forme sociale Github, de moins en moins réservée aux seuls développeurs de logiciels. (Septembre, mensuel, abonnement annuel : 70 dollars. – 520 Third Street, suite 305, San Francisco, CA 94107-1815, Etats-Unis.)

RÔDÉO. Cette toute jeune revue, qui entend confronter des champs de réflexion hétérogènes – philosophie, sciences, arts visuels, etc. – offre un entretien inédit entre Michel Foucault et Farès Sassine, transcription intégrale d'un enregistrement d'août 1979. (N° 2, février, aucune mention de périodicité, 13 euros. – 12, rue des Fantasques, 69001 Lyon.)

REVUE DES DEUX MONDES. Une nouvelle présentation, et l'ambition de décrire les prémisses d'une « nouvelle civilisation ». Herman Van Rompuy évoque l'identité européenne comme s'ajoutant à l'identité locale, régionale, culturelle, etc. Julia Kristeva envisage la psychanalyse comme un « humanisme élargi », apte à répondre à l'explosion des identités et des normes. (Septembre, mensuel, 15 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

MOUVEMENT. Au bout de vingt ans d'existence, la revue, qui connaît des difficultés financières, offre un numéro « Manifeste » interrogeant les conditions d'un « devenir minoritaire », celles dont sont porteuses les pratiques artistiques, peu ou prou entravées par la « gouvernance » des affaires culturelles. (N° 70, juillet-octobre, bimestriel, 9 euros. – 6, rue Desargues, 75011 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étendue de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

*Quand un auteur rencontre le public
en donnant forme aux préoccupations
et aux débats de son temps, c'est que son
propos trouve un écho dans l'imaginaire
collectif. Mais l'engouement qu'il
suscite à nouveau, un siècle plus tard,
signifie-t-il que nous serions, avec
un certain décalage, ses contemporains ?*

PAR LOUIS-CHARLES
SIRJACQ *

AL INSTAR des surfeurs qui cherchent le spot et vont ensemble se mesurer à l'océan, les responsables du théâtre public français ont comme une tendance à suivre la vague. Ainsi déferla, au cours des années 1970-1980, une forte vague Marivaux, dans le sillage de la mise en scène sombre et magnifique de *La Dispute* par Patrice Chéreau (1973). Fini le marivaudage ! Combien en vit-on des *Fausse Suivante* et autres *Jeu de l'amour et du hasard*, où on nous apprit que ledit jeu n'était qu'une lutte des classes et que l'inconscient dictait le discours des comtesses...

Mais bientôt sévit, à côté de la proliférante déclinaison des pièces de Bernard-Marie Koltès, la fascination du modèle « allemand », et on surfa sur les rouleaux Heiner Müller, Peter Handke, Thomas Bernhard (la liste n'est pas exhaustive). Enfin, depuis quelques années, on est revenu au Norvégien Henrik Ibsen (1828-1906) – sans conteste le spot le plus fréquenté depuis vingt ans, en concurrence avec Anton Tchékhov. Une *Maison de poupée* ici, une *Hedda Gabler* là, des *John Gabriel Borkman*, des *Ennemi du peuple* à foison... pas de théâtre national sans un Ibsen au programme (1). Le panurgisme ou la paresse n'expliquent pas tout : pourquoi donc Ibsen aujourd'hui ? Assurément, il a un beau passé : dès 1890, André Antoine mettait en scène *Les Revenants* au Théâtre-Libre, suivi par Lugné-Poe pour *La Dame de la mer*, et il est encore monté dans l'entre-deux-guerres par Georges Pitoëff. Mais il disparaît ensuite des scènes subventionnées, balayé par la vogue brechtienne et beckettienne, alors même que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis l'ont toujours fêté. Quel est donc le sens de ce retour en force aujourd'hui, de quel Ibsen s'agit-il ?

Sa vie artistique a connu trois grandes périodes. Il commence par des pièces historiques ou des poèmes dramatiques, *Brand*, *Peer Gynt*, *Empereur et Galiléen*, écrits entre 1866 et 1873, qui présentent de jeunes hommes qui n'ont pas trouvé l'équilibre entre la routine du quotidien et les aspirations les plus profondes de l'âme. S'ouvrant avec *Les Pilier de la société*, une deuxième période couvre les années 1890, où il écrit la plupart de ses drames réalistes comme *Une maison de poupée* et *Un ennemi du peuple* ; la troisième sera marquée par les pièces symbolistes, de *Solness le constructeur à Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*.

Ce sont les pièces de la deuxième et de la troisième période qui sont les plus jouées depuis deux décennies. C'est là qu'Ibsen a trouvé ce qu'on pourrait appeler son système, car après l'échec relatif de ses trois grandes compositions poétiques de jeunesse, et surtout de ce chef-d'œuvre qu'est *Peer Gynt*, il se remet en question. Il quitte la Norvège, change de voie, sinon complètement de voix. Il entend en finir avec une certaine grandeur lyrique, une ambition épique. De Rome, où il a choisi de « s'exiler », il écrit le 9 décembre 1867 : « S'il faut la guerre, il y aura la guerre ! Si je ne suis pas poète, je n'aurai rien à perdre. Je m'essaierai à la photographie. Je m'en vais m'occuper de mon époque, telle qu'elle se présente par là-haut, point par point, une personne après l'autre », annonce-t-il dans une lettre à l'écrivain Bjørnstjerne Bjørnson. Lui qui fut, en son jeune temps, apothicaire va concocter sa recette : ce sera le drame bourgeois réaliste contemporain.

Désormais les pièces d'Ibsen, des *Piliers de la société* (1877) à *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts* (1899), se déroulent dans un milieu bourgeois, bardé de certitudes. Mais le monde est en mouvement ; les anciennes valeurs sont à la dérive, les changements bousculent les existences et mettent en péril l'ordre social. Pourtant, ce qui provoque la nécessité d'un changement jaillit de la volonté de l'individu. Ce qu'il met en jeu, c'est l'interrogation sur ce qui rend la vie digne d'être vécue. Première condition d'une existence décente, obligation intime des gens intelligents : l'honnêteté devant les faits. La nature humaine masque des recoins obscurs qui doivent être éclairés ; la vie présente des écueils qui, recon-

nus, peuvent être évités ; et si la société n'est que tromperie et hypocrisie, il faut en révéler les maladies pour les guérir. Dans l'œuvre de l'écrivain vieillissant, un certain nombre de personnages vivent des conflits qui les mènent inconsciemment à piétiner les autres. John Gabriel Borkman sacrifice son amour à un rêve de puissance. Solness, épave de la vie, veut être considéré comme un « artiste » dans son métier. Et Hedda Gabler change les destins de ses proches pour réaliser son propre rêve d'indépendance. Ibsen a toujours insisté sur le principe d'hérédité, et fait de nombreuses études sur les esprits « désordonnés » : les relations familiales qu'il met en scène – frère et sœur, mari et femme, père et fils – sont animées selon lui par le sentimentalisme, le désir de dominer, le mensonge...

C'est sans doute ce qui a permis de voir en lui le « Freud du théâtre ». De nombreux psychanalystes ont d'ailleurs utilisé ses portraits comme exemple pour illustrer leurs propres théories : Sigmund Freud ainsi a déchiffré le personnage de Rebekka West dans *Rosmersholm* (1886) comme victime tragique d'un passé incestueux (2). Ces lectures ont eu un effet considérable sur la réception de l'œuvre du Norvégien. D'autant plus qu'il présente ces conflits avec un détachement froid de moraliste. Morale qui postule que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, et que c'est la minorité intelligente et intimement héroïque qui a toujours mené, et tirera toujours, la famille humaine vers le haut : la démocratie est tout autant un échec que les autres formes de gouvernement, puisque la majorité dans la politique, la société ou la religion est toujours engourdie et se contente de mesures faciles.

DÉVOILEMENT de ce qui se cache derrière l'image d'une société saine et stable, morale centrée sur une lutte individuelle vers une émancipation personnelle, élitisme feutré, centralité de la famille et du roman familial, c'est sans doute là ce qui trouve un écho dans le monde d'aujourd'hui. Car, même si Ibsen affirme, à propos de ses œuvres : « Ce n'est pas la lutte consciente entre les idées qui défile devant nous, ce n'est d'ailleurs pas le cas dans la vraie vie. Ce que nous voyons, ce sont des conflits humains, et enfouis au fond, des idées en lutte – être vaincu ou vainqueur (3) », il n'en demeure pas moins que ses pièces défendent souvent des thèses un peu datées. *Une maison de poupée*, la plus jouée internationalement, représentation critique du mariage-prison, reste ainsi lue dans un certain nombre de pays comme un écrit en faveur de la libération des femmes. A l'heure du mariage homosexuel, des familles monoparentales ou recomposées, tout cela semble appartenir au passé.

Mais la forme conforte l'adhésion. Forme inamovible : large place est laissée au récit au sein du dialogue, l'histoire surviennent avant le début du drame étant souvent racontée en détail par les personnages. « Chacun des drames intimes – ou "domestiques" – d'Ibsen se présente (...) comme l'épilogue d'un roman non écrit dont la matière constituerait la trame et l'aliment exclusif de l'action dramatique (4) ». La recette ibsenienne pourrait donc se résumer ainsi : prenez un passé pesant de tout son poids sur le personnage principal, ajoutez un logis étouffant et mortifère, et saupoudrez d'une intrigue qui progresse par soubresauts de la conscience, l'auteur semblant rester dans l'objectivité réaliste. A la différence d'August Strindberg, le Suédois qui fut son contemporain – il vécut de 1849 à 1912 – et avec lequel il compose un duo de contraires nécessaires.

Ils ont, à eux deux, jeté les bases du théâtre moderne. D'Ibsen, nous avons appris l'interaction entre public et privé, la netteté de la structure et l'idée de l'auteur dramatique comme porte-parole. De Strindberg, celui de la dernière période, de *La Danse de mort* (1901) à *La Grand'Route* (1909) en passant par *La Sonate des spectres* (1907), nous avons appris la folie sexuelle, la fluidité de la forme et la puissance des rêves. Comme il l'écrivit dans sa préface au *Chemin de Damas*, chez lui « les personnages se dédoublent et se multiplient, s'évanouissent et se condensent, se dissolvent et se recombinent. Mais une conscience suprême les domine tous : celle du rêveur ; pour lui il n'existe pas de secrets, pas d'inconséquences, pas de scrupules, pas de lois ». Ce que sauvera Antonin Artaud, qui monte *Le Songe* en 1925. Strindberg a rappelé, comme le formulera Eugène Ionesco, que « tout est permis au théâtre : incarner des personnages, mais aussi matérialiser des angoisses, des présences intérieures (5) ». Autant dire, comme le fera remarquer Jean-Paul Sartre, qu'il « échappe au déterminisme par l'ambiguïté hésitante de ses personnages », de même qu'au naturalisme, et « c'est pour cela qu'il est un maître pour nous » (6).

Tous deux ont fortement influencé le drame anglo-saxon : Arthur Miller et Tennessee Williams, John Osborne et Harold Pinter, Caryl Churchill et Sarah Kane leur doivent beaucoup. Pourquoi en France a-t-on choisi les scénarios impeccables d'Ibsen plutôt que les élucubrations magnifiques de Strindberg ? Strindberg, qui rend manifestes les fantômes intérieurs et accompagne la vitalité désordonnée des désirs, fait peur, tandis qu'Ibsen rassure, car il déploie des thématiques et des codes stylistiques qui font désormais partie des conventions dominantes – une histoire avec des personnages, une intrigue et une thématique « réalistes », et, gâteau sur la cerise, des symboles – le canard sauvage, la tour ou la mer qui poétisent le réalisme. Bref un bon scénario (ce que confirme le film *Un ennemi du peuple*, réalisé par George Schaefer, produit et interprété par Steve McQueen dans le rôle du Dr Thomas Stockman...). On peut naviguer sur les mers brumeuses. C'est assurément de la belle ouvrage, dont les enjeux sont néanmoins quelque peu émoussés. Ce que certains metteurs en scène ont parfaitement compris, qui, comme Thomas Ostermeier (7), se servent du matériau Ibsen, quitte à tout réécrire : avec son dramaturge, il « actualise », coupe les passages trop démonstratifs, change la fin (entre autres celle d'*Une maison de poupée*), « dépoussiére », comme l'écrivit *Libération* (8), reprenant dans *Un ennemi du peuple* des extraits de *L'Insurrection qui vient*, du Comité invisible, et organise, au milieu de la pièce, un débat avec le public sur le cynisme de la classe politique... Les grandes pièces du déstabilisant Strindberg ne sauraient le permettre.

(1) Pour la saison 2013-2014 : deux *Dame de la mer*, au Théâtre Montparnasse et au Théâtre de Carouge, en Suisse ; *Le Canard sauvage*, au Théâtre de la Colline ; *Nora ou Une maison de poupée*, au Volcan maritime du Havre ; *Rosmersholm*, à l'Atelier à spectacle de Vernouillet, etc.

(2) Sigmund Freud, *L'Inquiétante Etrangeté et autres essais*, Gallimard, Paris, 1988 (1^{re} éd. : 1919).

(3) Lettre à Bjørnstjerne Bjørnson, citée par Sigurd Host dans *Henrik Ibsen*, Stock, Paris, 1924.

(4) Jean-Pierre Sarrazac, *Théâtres intimes*, Actes Sud, Arles, 1989.

(5) Eugène Ionesco, *Notes et contre-notes*, Gallimard, Paris, 1962.

(6) Jean-Paul Sartre, *Un théâtre de situations*, Gallimard, Paris, 1992.

(7) Lire Thomas Ostermeier, « Du théâtre par gros temps », *Le Monde diplomatique*, avril 2013.

(8) René Solis, « Ibsen fait débat chez Ostermeier », *Libération*, Paris, 19 juillet 2012.

FRANCE, ETATS-UNIS, CHINE

Le vin, du terroir à la marque

PAR SÉBASTIEN LAPAQUE *

LES ROMAINS ont été les premiers globalisateurs, observait naguère Pierre Legendre (1). A eux, donc, le règne, la puissance et la gloire, ainsi que Pline l'Ancien, naturaliste de langue latine né en 23 de l'ère chrétienne, s'en félicitait avec l'enthousiasme d'un Jacques Attali en toge et sandales : « Il n'est personne, en effet, qui ne pense qu'en unissant l'univers, la majesté de l'Empire romain a fait progresser la civilisation, grâce aux échanges commerciaux et à la communauté d'une heureuse paix, et que tous les produits, même ceux qui étaient auparavant cachés, ont vu leur usage se généraliser (2). »

C'est le *Livre XIV* de l'*Histoire naturelle*, consacré à la vigne, au vin et à la vinification, que Pline ouvre ainsi sur le tableau d'une première mondialisation heureuse. Le commerce du vin était une chose très ancienne en Méditerranée. Depuis la fin de la République et le début de l'Empire, l'Italie en exportait autant qu'elle en importait. Assez tôt, marchands et agronomes prirent l'habitude de classer les vins en distinguant leur origine. A la fin du II^e siècle avant Jésus-Christ, il était convenu que la qualité d'un vin tenait plus à son terroir (*terra*) et à sa région (*patria*) de production qu'à son mode de préparation – ce dernier ayant surtout son importance dans l'élaboration des innombrables vins rectifiés, parfumés et aromatisés pour corriger une culture paresseuse et une vinification défectueuse. Pline évoque les crus italiens, gaulois et espagnols, puis les vins grecs, asiatiques et égyptiens, dont la consommation était un signe de distinction sociale à Rome. On n'avait pas encore inventé les crus bourgeois, mais on prisait déjà les vins d'outre-mer. Le naturaliste se désolé de leur vogue. A propos du vin, il mesure les maux de la mode et la menace que fait peser l'extension du commerce sur l'art des hommes, surtout sur un art aussi délicat que celui de faire du vin.

« Jadis les empires, et par conséquent les esprits, étaient bornés aux frontières de leur nation, le maigre champ laissé à l'aventure les amenait fatidiquement à cultiver les qualités de l'intelligence (...). L'extension du monde et l'immensité des richesses causaient la déchéance des générations suivantes. » En matière de viticulture, Pline déplore les conséquences pratiques de ce changement de mœurs : « Notre époque n'a montré que peu d'exemples de parfaits vigneron. »

Pour comprendre la situation faite au vin dans l'économie mondialisée, il est toujours troublant de

se souvenir de ce qu'observait le naturaliste romain à l'heure d'une première unification du monde autour de la Méditerranée. Et il est stupéfiant de trouver en lui le témoin antique d'une « bataille du vin (3) » qui est plus que jamais la nôtre : vins naturels contre vins maquillés, vins de terroir contre vins de cépage, vins d'artistes contre vins de commerçants, vins d'ici contre vins d'ailleurs.

On ne buvait pas uniquement du vin à l'époque romaine. Mais déjà on comprenait qu'il n'était pas une boisson comme les autres ; on savait qu'il existait des crus plus agréables que d'autres et que « deux vins frères de la même cuvée » pouvaient être inégaux, « du fait du récipient ou de quelque circonstance fortuite » ; on s'émerveillait de l'importance du terroir ; on distinguait les vins de Picenum, de Tibur, de Sabine, d'Amminée, de Sorrente, de Falerne ; on buvait également de la bière et de l'hydromel, mais on accordait au vin un privilège et un mystère.

Né de la convergence d'un cépage (ou d'un assemblage) particulier, d'un terroir donné, de l'art d'un vigneron et des conditions climatiques d'une année, un vin est toujours la fleur et le fruit d'un équilibre singulier et non reproductible. Les Anciens s'en émerveillaient, la société industrielle s'en affole. Pour les multinationales de l'agroalimentaire qui aimeraient imposer une boisson universelle sur le marché, un alcool de grain – whisky, vodka ou gin – serait mieux adapté : aucune contrainte géographique de production, aucun problème d'approvisionnement en matière première, aucune angoisse météorologique, aucune difficulté d'ajustement de l'offre à la demande. On peut croire que George Orwell y a songé en faisant du « gin de la victoire » l'unique boisson alcoolisée disponible dans l'univers totalitaire de son roman *1984*. Une liqueur acide et transparente mais consolatrice que Winston Smith boit à la fin du livre, après avoir enfin accepté la puissance de Big Brother.

Le vin a l'inconvénient de poser un problème de territoire. La Romanée-Conti, c'est 1,8 hectare et six mille bouteilles produites par an. Pour un groupe mondial qui ce fleuron du vin bourguignon ferait rêver, une telle restriction de la production est particulièrement contraignante. Mieux que d'une parcelle ceinte de murs – fût-elle la plus prestigieuse du monde –, on se portera donc acquéreur d'une marque. Par exemple en Champagne, où personne ne s'interroge sur l'explosion du volume des cuvées Krug ou Dom Pérignon depuis leur acquisition par Louis Vuitton - Moët Hennessy (LVMH), leader incontesté du luxe mondial. Poliment, la presse spécialisée parle

THE BRIDGMAN ART LIBRARY



LINCOLN SELIGMAN. – « Red Wrapped Wine » (Vin rouge enveloppé), 2012

d'« approvisionnements d'exception ». Une marque a par ailleurs l'avantage de servir dans le monde entier. Voyez Chandon et ses effervescents produits en Argentine, en Californie, au Brésil, en Australie, mais également en Inde et en Chine. En Champagne, on produit trois cent cinquante millions de flacons par an. La demande de la nouvelle classe moyenne mondiale en « bulles » est dix fois supérieure. Ce que le territoire ne peut pas donner, la marque le fait en approvisionnant le marché en *sparkling wines* (vins mousseux). Soyons honnête : ces Chandon cliniques et technologiques sont parfaitement buvables et même plutôt bons. Il est vrai qu'on n'y trouve nulle trace de ce que Francis Ponge nommait le « secret du vin ». Mais comment serait-ce possible à si grande échelle ? Le secret du vin tient à quelque chose en lui de fragile et de changeant qui n'est pas accordé à la mondialisation des échanges. Pour que le vin soit moins fragile, on veut qu'il soit bien « protégé » par le soufre, ainsi que le réclament les critiques Bettane & Desseauve (4), ces Laurel et Hardy du discours œnologique dominant ; pour qu'il soit moins changeant, les laborantins fous de la viticulture industrielle disposent de toute une gamme de produits cosmétiques.

Dans son film documentaire *Mondovino* (5), présenté au Festival de Cannes en 2004, le réalisateur américain Jonathan Nossiter a montré que le vin était devenu un produit comme un autre dans la société de concurrence totale. La technoscience économique globalisée a étendu son empire sur tous les vignobles du monde au moyen de marques. Dans les chais carrelés du Médoc, de Mendoza (Argentine) et de la Nappa Valley (Californie, Etats-Unis), on ensement les mûrs, on corrige l'acidité des jus, on colore ou on décolore, on turbine et on filtre les vins avant de les commercialiser dans une bouteille bordelaise avec une étiquette internationale. En même temps, il y a quelque chose d'irréductible dans la logique du territoire. Le cinéaste le rappelle en filmant des vignerons rebelles dans les Pyrénées, en Sicile et en Argentine. Aimable paradoxe de la

mondialisation : c'est au Brésil, au Chili, en Uruguay, en Grèce, en Géorgie, en Serbie, au Japon et en Chine qu'apparaîtront demain d'autres artisans rétifs aux ordres de l'agro-industrie. Car le mouvement des vins naturels, qui s'enrichit chaque année de nouveaux domaines, devient lui aussi global et mondial. Comme à l'époque de Pline l'Ancien, une rugueuse bataille oppose ceux qui envisagent le vin comme un produit agricole et ceux qui le regardent comme un produit commercial. Rien n'a changé, sinon en termes d'échelle, avec l'apparition de l'industrie, le développement du marketing, l'ouverture infinie des marchés.

Il existe certes des Docteur Folamour du capitalisme total pour rêver d'un vin unique, comme ils voudraient une eau unique, déminéralisée pour effacer toute trace de son origine, puis reminéralisée et vendue sur les cinq continents. « Ce qu'ils veulent, c'est effacer la mémoire du goût », nous confiait jadis Marcel Lapierre, chef de file improvisé d'une guérilla joyeuse menée contre les vins tristes dans le Beaujolais. Leur pouvoir dans le monde nous inquiète, leur volonté de puissance nous alarme, leurs objectifs nous terrifient. En même temps, on ne sent pas ces êtres sans lieu ni mémoire capables de faire oublier ce qu'observait Pline l'Ancien : « Chacun tient à son vin et, où qu'on aille, c'est toujours la même histoire. »

(1) Voir *Dominium Mundi. L'Empire du management*, film de Gérald Caillat, sur un texte de Pierre Legendre, DVD Idéale Audience International - Arte France, 2007.

(2) Pline l'Ancien, *Histoire naturelle. Livre XIV*, texte établi, traduit et commenté par Jacques André, Les Belles Lettres, 1958, p. 24 et suivantes.

(3) Cf. Alice Feiring, *La Bataille du vin et de l'amour. Comment j'ai sauvé le monde de la parkerisation*, Jean-Paul Rocher éditeur, Paris, 2010.

(4) Auteurs du *Guide des vins de France*, La Martinière, qui paraît chaque année.

(5) *Mondovino*, de Jonathan Nossiter, DVD TF1 Vidéo, 2005, et surtout *Mondovino. La série*, coffret de 4 DVD, TF1 Vidéo, 2006.

SOMMAIRE

PAGE 2 :

Entre émancipation et formatage, par FRANÇOIS BRUNE. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :

Posséder ou partager ?, par MARTIN DENOUN ET GEOFFROY VALADON.

PAGES 4 ET 5 :

Les Brésiliens aussi ont leur Bouygues, par ANNE VIGNA.

PAGES 6 ET 7 :

Que sont les douaniers devenus..., par CHRISTOPHE VENTURA.

PAGE 8 :

« Nous avons perdu Detroit », par JOHN NICHOLS.

PAGE 9 :

Les gros mensonges de Google et Microsoft, par DAN SCHILLER. – Plusieurs langues pour un autre monde, par JULIE BOÉRI.

Octobre 2013

PAGE 21 :

Les embrouilles idéologiques de l'extrême droite, suite de l'article d'EVELYNE PIEILLER.

PAGES 22 ET 23 :

Nous ne sommes pas des robots, par SERGE HALIMI.

PAGES 24 À 26 :

LES LIVRES DU MOIS : « L'Enfant de l'étranger », d'Alan Hollinghurst, par ROMAIN NGUYEN VAN. – « Histoire de l'argent », d'Alan Pauls, par DOMINIQUE AUTRAND. – « La Vie secrète d'Emily Dickinson », de Jerome Charyn, par PIERRE DESHUSSES. – Une si nouvelle version latine, par EUGENIO RENZI. – Radiographie du patronat français, par ANTONY BURLAUD. – La dignité de l'insoumission, par PHILIPPE PERSON. – Dans les revues.

PAGE 27 :

Ibsen superstar, par LOUIS-CHARLES SIRJACQ.